Imprimé comme manuscrit.

BIBLIOTEKA KATEDRY PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO PUBLICZNEGO

RÉPUBLIQUE POLONAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

RECUEIL
DES
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

CONCERNANT

LA QUESTION DE JAWORZYNA

DÉCEMBRE 1918 — AOÛT 1923.

Wydz. Bibl. Prawnicza
1806148144

VARSOVIE
IMPRIMERIE DE L'ÉTAT
—
1923.

Exemplaire
de M. CONSTANTIN ROZWADOWSKI,
conseiller de Légation et chef de Division au Ministère des Affaires Étrangères.

A.

AVANT-PROPOS

AVANT-PROPOS.

Le présent recueil contient les documents concernant le tracé de la frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie dans le territoire plébiscitaire de Spisz et d'Orawa, se rapportant en particulier à la question de Jaworzyna.

La commune de Jaworzyna est située dans la partie du territoire de Spisz qui, à la suite du démembrement de l'Empire austro - hongrois, s'est trouvé être l'objet d'un litige entre ces deux Etats (Nr. 1, 2, 3). Par une décision du 27 septembre 1919, les Principales Puissances alliées et associés ont soumis au plébiscite le sort de la Silésie de Cieszyn (Teschen), d'Orawa et de Spisz (Nr. 4, 5).

La Pologne et la Tchécoslovaquie ont convenu par un acte signé à Spa, le 10 juillet 1920 (Nr. 6), de confier la délimitation de ces territoires en lieu et place du plébiscite, aux Principales Puissances alliées et associées, qui ont chargé de ce mandat la Conférence des Ambassadeurs.

Par sa décision du 28 juillet 1920 (Nr. 7, 8), la Conférence des Ambassadeurs a réparti les territoires plébiscitaires entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, instituant en même temps une Commission de Délimitation munie de pouvoirs étendus (Nr. 7 art. II, 10 al. III).

Faisant usage de son mandat, la Commission de Délimitation a proposé dans le secteur de la Silésie de Cieszyn et dans celui d'Orawa d'importantes modifications de la frontière qui ont été approuvées par la Conférence des Ambassadeurs (Nr. 11, 12, 13, 14). Ont été atribuées, entre autres, à la Tchécoslovaquie, dans le territoire d'Orawa, les villages de Głodówka et de Suchagóra avec une importante gare de chemin de fer (Nr. 13, page 44, al. 8).

Le représentant de la Pologne à la Commission de Délimitation s'est déclaré d'accord avec cette décision, à condition et sous expresse réserve que la Tchécoslovaquie fasse preuve du même esprit de conciliation en ce qui concerne le secteur du Spisz englobant le territoire de Jaworzyna

UNIWERSYTET JAGIELLOŃSKI
ZAKŁAD PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO
PUBLICZNEGO

(Nr. 13, page 45, al. 5). La Commission de Délimitation a pris acte de cette déclaration (Nr. 13, page 45, al. 6) et la Conférence des Ambassadeurs a approuvé le procès verbal y relatif. Entreprenant la délimitation du Spisz, la Commission de Délimitation a procédé, au cours du mois de mai 1921, à une inspection locale détaillée de ce territoire. Malgré cela, la question ne fut point discutée en séance plénière ni ne fit l'objet d'un vote de la Commission de Délimitation, en raison de quoi le Commissaire polonais remit une protestation écrite le 21 juillet 1921 (Nr. 15).

Simultanément avec les travaux de la Commission de Délimitation le gouvernement polonais s'est employé à résoudre à l'amiable le différend de Jaworzyna, au moyen de négociations diplomatiques directes avec le gouvernement tchécoslovaque.

C'est ainsi que l'accord politique signé à Prague, en date du 6 novembre 1921 par MM. Bénès et Skirmunt, a été completé par un annexe dont le point B. prévoit le reglement de la question de la commune de Jaworzyna (№ 16) dans un délai de six mois à dater non de la ratification du dit accord, mais de sa signature conformément à l'entente directe et amiable des deux gouvernements.

La Commission de Délimitation s'étant enquis du cours des négociations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie au sujet de Jaworzyna, le Président de la Conférence des Ambassadeurs a adressé aux gouvernements intéressés une lettre, datée du 6 décembre 1921, qui fixait la date du 15 janvier 1922 comme délai imparti à ceux-ci pour aboutir à une entente. (Nr. 17). Ce délai a été prolongé à deux reprises par la Conférence des Ambassadeurs à la suite d'une demande simultanée des deux gouvernements, jusqu'à la date du 6 août 1922. (№ 18, 19, 21, 22, 29, 30).

L'assertion suivant laquelle la lettre du 6 décembre 1921 constituerait la clôture définitive du différend, se trouve réfutée par la Conférence des Ambassadeurs elle-même, puisque celle-ci est venue produire une interprétation authentique de ses actes dans la note du 13 novembre 1922, dont il est fait mention plus loin. Le gouvernement tchécoslovaque lui-même a poursuivi après la date du 6 décembre 1921 les négociations diplomatiques directes avec le gouvernement polonais, comme en témoigne toute une série de documents (Nr. 20, 23, 24, 25, 26, 27, 34, 35).

Entretemps la Pologne et la Tchécoslovaquie n'ont pas abouti à une entente directe. Les deux gouvernements ont bien constitué en exécution de l'annexe à l'accord de Prague du 6 novembre 1921, une commission d'experts (№ 20, 23, 24, 26, 27) mais le gouvernement tchécoslo-

vaque n'a pas consenti à la convocation d'une réunion plénière de cette commission (№ 32, 33, 34).

Dans ces conditions, le gouvernement polonais a élevé en date du 7 août 1922, par l'intermédiaire de M. Erasme Piltz, Ministre de Pologne à Prague, une protestation contre l'inéxécution de l'accord de Prague du 6 novembre 1921. (№ 34).

Au mois de septembre 1922 le représentant de la Tchécoslovaquie auprès de la Commission de Délimitation a demandé à celle-ci par écrit de procéder au tracé de la frontière du secteur de Jaworzyna (Nr. 39, page 92, al. 4, page 94, al. 6). Suivant cet exemple à quelques jours de distance, le représentant de la Pologne a fait la même démarche (Nr. 36) à la suite de laquelle la Commission de Délimitation a adopté, le 25 septembre 1922, à l'unanimité des voix de tous les représentants des Puissances alliées un projet concernant la délimitation du secteur de Jaworzyna, lequel projet a été soumis par ses soins à la Conférence des Ambassadeurs. (Nr. 39, 40).

Ce projet n'attribue à la Pologne qu'une partie du territoire de Jaworzyna et cède en échange à la Tchécoslovaquie le territoire de Kacwin et de Niedzica. Le gouvernement polonais a accepté cette compensation à titre de compromis. Le représentant de la Tchécoslovaquie qui avait pris part au vote, a protesté contre le projet déjà adopté. (Nr. 39).

La Conférence des Ambassadeurs a renvoyé la décision concernant le projet précité au printemps 1923, toutefois en considération des objections du gouvernement tchécoslovaque, elle a cru devoir préciser de la manière la plus nette, la situation juridique devant laquelle elle se trouvait placée. La Conférence des Ambassadeurs en a fait part aux gouvernements polonais et tchécoslovaque par sa note du 13 novembre 1922. (Nr. 41). La note constate en outre que si le traité dit „des frontières", conclu à Sèvres le 10 août 1920 définissait la frontière polono-tchécoslovaque dans le secteur de Jaworzyna, ce traité n'est pas entré en vigueur et ne saurait par conséquent être opposé au gouvernement polonais dans le litige en question. (Nr. 9, 28, 31, 37, 38).

Jusqu'à présent la Conférence des Ambassadeurs n'a point pris de décision quant à la résolution susmentionnée de la Commission de Délimitation, bien que le gouvernement polonais et la Commission de Délimitation aient fait ressortir la nécessité d'une prompte décision. (№ 42, 43, 45, 48, 49).

Entretemps, soit au mois de mars 1923, les autorités tchécoslovaques ont appliqué un impôt sur la fortune aux biens fonciers de Jaworzyna.

Contre cette mesure, prise à l'égard d'un territoire litigieux, le gouvernement polonais a élévé une protestation, et son point de vue a été approuvé par la Conférence des Ambassadeurs qui a confirmé une fois de plus qu'elle considère comme litigieux le territoire de Jaworzyna. (Nr. 44, 46, 47).

La Conférence des Ambassadeurs n'a point pris le 27 juillet 1923 de décision définitive au sujet de la frontière de Spisz, mais elle a demandé à ce sujet l'avis du Conseil de la Société des Nations. (Nr. 50).

Le gouvernement polonais a défini son attitude au sujet de la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 27 juillet 1923, dans une note adressée au Président de la Conférence des Ambassadeurs en date du 21 août 1923. (№ 52).

Un mémoire, concernant la question de Jaworzyna, remis le 12 septembre 1923 au Secrétariat Général de la Société des Nations par M. Skirmunt, délégué polonais à ladite Société, se trouve annexé au présent recueil. *).

Varsovie, le 1 octobre 1923.

---

*) Les documents reproduits dans le présent recueil sont donnes dans leur texte original, sans que les erreurs linguistiques qu'elles peuvent contenir aient été corrigées.

B.

DOCUMENTS.

N-o 1.

Accord entre les plénipotentiaires de la Pologne et les délégués tchécoslovaques.

Accord entre Plénipotentiaires de la Pologne:
MM. le commandant d'Etat-Major cte. Włodzimierz Tyszkiewicz,
le député Dr. Jean Bednarski,
et le Dr. Casimir Rupert,
et les délégués Tchécoslovaques:
MM. le lt. colonel Arnost Hebensky et
le capitaine Ladislas Vysusil.

Ligne de démarcation. Pour éviter toute effusion inutile de sang la Délégation tchécoslovaque, considérant qu'il s'agit de deux Etats slaves et la Délégation polonaise, considérant qu'il s'agit de deux Puissances alliées ont tracée provisoirement pour la Pologne en territoire de Spisz la ligne de démarcation suivante: Jaworzyna, côte 556 Kis Frankowa (Frankowa Mała) jusqu'à la côte 556 inclusivement, Gibel, inclusivement Kristalfalva (Rejchwald), côte 1086, 976, Kamionka inclusivement (Koevesfalva), Baerkeved (Jarembina), côte 859, Kosnasz, Kis, Lynik, L'Eglise à Andrzejówka.

Résolutions: Le tracé de ladite ligne de démarcation a pour but de laisser aux délégués des deux parties la possibilité de s'accorder avec leurs Gouvernement respectifs et de laisser aux gouvernements polonais et tchécoslovaque le temps nécessaire pour conclure un accord politique, à cette fin il a été résolu:

L'armistice entre les deux parties commencera le 25 décembre 1918 à midi, et finira le 28 décembre 1918 à midi; ce temps écoulé l'armistice peut-être révoqué dans les 48 heures. La révocation pourra avoir lieu seulement après le 30 décembre à midi, l'armistice cesse chaque fois dans les 48 heures après la remise d'une révocation écrite. Reçu de ladite révocation devra être muni de la date et de l'heure de sa remise. Si par suite d'un excès de zèle des commandants inférieurs un malentendu surgirait entre les deux parties, celui-ci ne sera pas considéré comme une reprise des hostilités.

Réfléxions politiques des Délégués Polonais civils. Le représentant du Gouvernement polonais, M. le Dr. Bednarski, déclare que ladite ligne ne répond aucunement aux exigences ethnographiques, ne représente aucun fait accompli et l'abornement décisif des frontières est remis à la décision de la Conférence de la Paix.

Poprad, le 24 décembre 1918, à 4 heures 30 de l'après-midi.

Suivent les signatures.

(—) MM. Arnost HEBENSKY, lt.-colonel.
(—) Ladislas VYSUSIL, capitaine.
(—) Włodzimierz cte. TYSZKIEWICZ.
(—) Dr. BEDNARSKI.
(—) Dr. RUPERT.

N-o 2.

Commission Polonaise
des Travaux Préparatoires
au Congrès de la Paix.

MÉMOIRE

concernant

LA DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES

entre

LES ÉTATS POLONAIS ET TCHÉCO-SLOVAQUE

en

SILÉSIE DE CIESZYN, ORAVA ET SPISZ

(présenté au secrétariat de la Conférence de la Paix à Paris et distribué aux membres de la Conférence au mois de mars 1919)

INTRODUCTION

L'Etat polonais et l'Etat tchéque, à la renaissance desquels nous assistons actuellement, devraient vivre en parfaite harmonie, pour être à même d'opposer au germanisme un rempart inébranlable qui protégerait efficament et le monde slave et la paix universelle. Les deux États ne pourront remplir ce devoir fondamental qui leur incombe que si les questions litigieuses pendantes entre la Pologne et la Bohême sont résolues sur la base du principe rigoureusement ethnographique, d'après lequel les localités et territoires polonais devraient être attribués à la Pologne, et les localités et territoires tchéques à la Bohême.

C'est le problème de la Silésie de Cieszyn (Teschen) qu'il importe de résoudre d'abord, puis celui de l'arrondissement avoisinant de Czaca, et enfin celui de l'Orawa et du Spisz.

Le mémoire ci-dessous, présenté au nom des populations polonaises des pays contestés, contient la discussion des questions litigieuses et expose les désidérata définitifs sur lesquels ni ces populations, ni la nation polonaise toute entière, ne pourraient céder sous aucune condition.

Néamoins, nous avons la conscience d'envisager le différend non pas au point de vue unilatéral des intérêts polonais, mais de travailler à cimenter l'entente durable entre les Polonais et les Tchéques.

COMMISSION POLITIQUE POUR LE DUCHÉ DE CIESZYN, L'ORAWA ET LE SPISZ.

Président: *Gustave Szura*,

délégué du Conseil National Polonais du Duché de Cieszyn.

Dr Casimir Dluski, délégué de l'Etat polonais à la Conférence de la Paix.

Dr Joseph Buzek, professeur à l'Université de Lwów, représentant de l'Eglise réformée de la Silésie de Cieszyn.

Dr Casimir Nitsch, professeur de philologie slave à l'Université de Lwow.

Antoni Sujkowski, représentant du Comité de Spisz-Orawa.

Abbé Ferdinand Machay, de Jablonka (Orawa).

CHAPITRE I.

concerne les bases sur lesquelles la Pologne appuie ses revendications quand à la Silésie de Cieszyn et notamment bases historiques et nationales, d'une part, et, de l'autre, l'idée démocratique et l'idée de justice qui exige la réparation des préjudices portés au peuple polonais de Silésie par le système autrichien.

II.

L'ORAWA ET LE SPISZ.

En dehors de Czaca, la Pologne revendique encore, parmi les territoires de l'Etat hongrois, la partie nord de l'Orawa et la partie nord du Spisz. Les droits qu'ont les Polonais à ces régions se basent sur des données: 1° ethnographiques et linguistiques; 2° historiques; 3° économiques et concernant les communications.

1° L'élément linguistique polonais, comme élément essentiel de ces régions, a été reconnu par les savants tchéques et slovaques eux-mêmes. Sembera et Poliwka l'ont constaté pour le nord de l'Orawa, Sembera et Czambel l'ont fait pour le nord du Spisz. Cet état de choses a été pleinement admis, comme le prouvent les cartes tchéques de Niederle (1903 et 1909) et de Bohac-Travnicek (1913). La carte de Nitsch, ci-incluse, s'appuie sur ces observations et les cite en détail.

Puisque la partie nord- ouest de la Hongrie n'a jamais appartenu à l'Etat tchéque, puisque d'autre part — d'accord avec le principe général de la liquidation de la Hongrie—les Tchéques ne peuvent réclamer pour eux la Slovaquie qu'uniquement en avançant une étroite parenté rappro-

chant la langue tchéque et la langue slovaque, il n'est que pure conséquence, si les parties de la Hongrie dont la population est nettement polonaise, reviennent à la Pologne. Il est vrai que d'après la statistique hongroise officielle de 1910, ce n'est que le district Trstena (dans l'Orawa) qui serait polonais (environ 17,000 Polonais), mais ceci s'explique clairement par le fait qu'auparavant les autorités hongroises n'avaient jamais pris en considération la langue polonaise (en 1910 elles ne l'ont fait que pour ce district), comme de même elles l'éliminaient entièrement de la vie publique. Dans de telles conditions, la langue hongroise dans les écoles slovaques pouvait se répandre parmi les Polonais habitant ces provinces, d'autant plus qu'elle était reconnue à l'église et admise à côté de la langue. Malgré tout cela, le peuple est resté polonais dans sa langue, dans sa civilisation matérielle, dans ses coutumes, et de nombreux pèlerinages aux pardons de Ludzmierz et Kalwarja affirmaient et affirment les liens religieux qui l'unissent à la Pologne. Au moment de la désagrégation de l'Austro-Hongrie, le nord de l'Orawa, aussi bien que le nord du Spisz, ont chaleureussement exigé d'être réunis à la Pologne; les deux provinces ont reçu avec enthousiasme les détachements polonais et en ont pris congé avec regret, lorsqu'au commencement de janvier 1919 les Tchéco-Slovaques occupaient provisoirement, par ordre de la mission civile alliée, tout le pays jusqu'aux frontières hongroises de 1914.

2° Au point de vue historique, le nord de l'Orawa et le nord du Spisz n'ont jamais appartenu à la Bohême, d'autant moins à un Etat slovaque qui n'a jamais existé. En présence de la liquidation de la Hongrie ce n'est que la Pologne qui peut avancer des droits historiques, en premier lieu pour le Spisz.

Le comitat d'Orawa appartenait en entier à la Pologne jusqu'au commencement du XIII-e siècle; lorsque, plus tard, les frontières hongroises se furent avancées vers le nord, elles ne dépassèrent pourtant pas les rivières de Biala Orawa et Orawica aux confluents desquels se trouvait Twardoszyn, station douanière. La partie septentrionale du pays, couverte d'une forêt vierge et faisant partie de la province de Cracovie, ne se peupla que tardivement, vers le XVI-e siècle peut-être, grâce à une colonisation purement polonaise. Encore au XVII-e siècle les cartes géographiques, comme par exemple celles du „Theatrum Europaeum", présentent toute la Haute-Orawa jusqu'à Twardoszyn comme appartenant à la Pologne; ce n'est que postérieurement qu'elle passa à la Hongrie.

Le Spisz appartenait à la Pologne depuis des temps immémoriaux. Selon un document de Henri IV portant la date de 1086, les frontières polonaises atteignaient la rivière Hornad. Les données linguistiques confirment ce fait: la branche orientale de la langue slovaque est aujourd'hui encore très proche de la langue polonaise. Séparé de la Pologne dans la première moitié du XII-e siècle, tout le nord du Spisz y revient déjà en 1412 en vertu du document signé par le roi hongrois Sigismond et adressé au roi de Pologne Jagiello; ce document mettait

en hypothèque 13 villes allemandes du Spisz: Biała Spiska (Bela), Lubica (Leubicz), Wierzbów (Manharsdorf), Wlachy (Walendorf), Nowa Wieś Spiska (Neudorf), Sobota Spiska (Georgenberg), Poprad (Teutschendorf), Straża (Michelsdorf), Ruskinowce (Rüssdorf), Wielka (Felka), Podgrodzie Spiskie (Kirchdorf), Maciejowce (Matzdorf), Twarożna (Durelsdorf), et trois autres villes qui ont été polonaises depuis des temps immémoriaux: Lubowla, Gniazdy et Podoliniec. La somme hypothécaire n'a jamais été rendue et le Spisz est toujours resté à la Pologne jusqu'à la veille du premier partage, c'est-à dire jusqu'en 1769. date à laquelle le gouvernement autrichien fit occuper la province sous prétexte de précautions à prendre contre la peste; naturellement la somme due ne fut point restituée à cette occasion. Le gouvernement de Marie-Thérèse ne manqua pas d'incorporer dans la Hongrie même les trois communes de Podoliniec, Gniazdy et Lubowla qui, à l'origine, n'appartenaient pas au Spisz, mais — d'après un document de 1301 — à la région polonaise de Sącz. Ces trois villes n'avaient jamais été mises sur la même liste que les villes engagées, et même après l'occupation du Spisz par l'Autriche, jusqu'en 1787, elles appartenaient au diocèse de Cracovie.

Ce n'est donc que la Pologne qui a des droits historiques incontestables au nord du Spisz. Pourtant, admettant pour toute la frontière tchéco-slovaque le principe ethnographique, la Pologne n'a aucune prétention à obtenir les régions habitées par une population indubitablement slovaque. Ces villages slovaques sont indiqués sur la carte selon les opinions du savant slovaque Czambel et du savant tchéque Niederle.

3° La situation géographique unissait toujours le nord de l'Orawa et du Spisz à la Pologne; c'est ce que prouvent les relations séculaires entre ces deux provinces et la Pologne, et le fait de la population primitivement polonaise qui y habite jusqu'aujourd'hui. Ce ne sont que les Hautes-Tatras qui formaient une barrière entravant les communications entre ces pays voisins, de même qu'elles séparent strictement la région purement polonaise de Nowy-Targ et la région purement slovaque de Liptów.

Les Beskides occidentaux, se trouvant à la frontière nord de la partie septentrionale de l'Orawa, ne la séparent point plus fortement de la Pologne que ne le fait la chaîne de la Magura par rapport à la partie méridionale de cette même province. On le voit sur le fait même de deux voies de communication qui unissent le nord de l'Orawa avec la Pologne, au nord-ouest par Żywiec et à l'est par Czarny-Dunajec, tandis qu'il n'y a qu'une voie suivant la vallée de la rivière Orawa, qui unit le nord et le sud de la province de l'Orawa. Géographiquement parlant, la partie nord de l'Orawa atteint la chaîne de Magura et de Twardoszyn, cité plus haut. Mais la Pologne, suivant, par rapport aux Tchéques, exclusivement le principe ethnographique, ne revendique que la ligne des villages indubitablement polonais, avancés le plus loin vers le sud.

La connexion géographique du nord du Spisz avec la Pologne est manifeste, vu qu'il se trouve non dans le bassin de la Theiss, mais bien

dans celui de la Vistule. Par la vallée du Poprad, il se réunit aux régions essentiellement polonaises de Sącz, et c'est par cette même vallée du Poprad que venaient au XIII-e siècle les premières phalanges des colons, arrivant non de la Slovaquie, mais bien de la Pologne. Le pays du Poprad n'a jamais été slovaque, ni au point de vue ethnographique, ni au point de vue historique, ni au point de vue géographique, par contre, à tous ces égards, il a toujours été polonais. On pouvait voir, parmi les colons, même des Allemands, mais on n'y voyait jamais de Slovaques. Il est hautement caractéristique que, dans les dernières dizaines d'années, ce sont les montagnards polonais de Nowy-Targ qui ont acquis de nouveau toute une série de ces colonies allemandes: c'est ainsi qu'ils ont polonisé les villages de Biała et Lubica, naguère allemands.

Tout le bassin du Poprad devrait donc appartenir à la Pologne, aussi bien pour des raisons géographiques que pour des raisons historiques. Pourtant, l'artère principale de la voie ferrée Żylina-Koszyce (Zsolna-Kassa), d'une haute importance pour la Tchéco-Slovaquie, traverse la haute vallée du Poprad, de Szczerba jusqu'à la ville de Poprad; prenant ce fait en considération, la Pologne ne revendique pas ces régions, d'autant plus que les villages situés au-dessus de la ville de Poprad sont slovaques. Par contre, la Pologne doit réclamer le cours inférieur du Poprad, donc aussi un morceau du comitat de Szarysz entre Lubowla et Orłow, avec quatre villages slovaques: Plawnica, Gromosz, Puste Pole et Lubotynia. Cette exception unique faite à la règle ethnographique se comprend aisément. Ajoutons qu'il y a bien plus de villages polonais dispersés sur le territoire laissé aux Slovaques.

Tout en renonçant au cours du haut Poprad jusqu'à Spiska Sobota, la Pologne doit maintenir ses droits à l'ancienne frontière naturelle suivant la crête principale des Tatras jusqu'au Polski Grzebień, de manière que les torrents se jetant dans la Białka appartiennent sur tout leur cours à la Pologne.

Cette délimitation politique, se basant sur la frontière essentiellement ethnographique au point de renoncer même aux contrées parlant des dialectes transitoires, donnerait la seule garantie d'un accord durable entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie.

Ainsi donc, la frontière revendiquée par la Pologne devra passer:

1-o Dans l'Orawa, au sud des derniers villages polonais: Erdedka, Klin-Zakamienne, Raboza, Chyżne, Głodówka, Sucha-Góra.

2-o Dans le Spisz, par la crête principale des Tatras, non seulement à l'ouest de Rysy (Meeraugenspitze) comme jusqu'à présent, mais aussi à l'est, en traversant la Wysoka (Tatraspitze, 2.555 m.), le Gerlach (2.663 m.) et la vallée de Felka au-dessus du lac de ce nom. De là, elle suivra le torrent Czerwony (Rothach) jusqu'au village de Maciejowce (Matzdorf), en amont duquel elle franchira le Poprad. De là, elle passera au nord des derniers villages slovaques, Farkasowce et Dworec (Szepesndvard), puis, se dirigeant vers le nord-est, elle suivra le partage des eaux entre le Poprad d'une part et le Hornad et la Tarcza de l'autre. La nouvelle frontière rejoindra l'ancienne frontière de la Galicie juste à l'est de Leluchów.

N-o 3.

M. R. Dmowski, délégué de la République Polonaise à la Conférence de la Paix à M. G. Clémenceau, Président du Conseil Suprême.

Paris, le 15 septembre 1919.

Monsieur le Président,

Ayant pris connaissance de la décision du Conseil Suprême au sujet du plébiscite dans la Silésie de Teschen et dans les pays de Spisz et d'Orawa la Délégation Polonaise proposa à la Commission des Affaires Polonaises un tracé des limites du territoire d'Orawa, de Spisz et de deux régions avoisinantes qui devait être soumis au plébiscite.

La question des frontières à tracer entre la Pologne et la République tchéco - slovaque avait déjà fait l'objet des déliberations de la Commission des Affaires polonaises et celle-ci élabora un projet de délimitation selon lequel une partie du territoire litigieux devait être attribué à la Pologne, et l'autre partie à la Tchéco-Slovaquie.

Ayant observé chez quelques uns des membres de la Commission des Affaires polonaises la tendance à fixer les limites du territoire devant être soumis au plébiscite conformément aux frontières projetées entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, c'est-à-dire procédés à la consultation de la population uniquement sur le territoire qui d'après le projet de la Commission devait être définitivement attribué à la Pologne. La Délégation Polonaise a l'honneur de soumettre à l'attention du Conseil Suprême les considérations suivantes:

1. Le principe de justice exige que tout le territoire en litige soit soumis au plébiscite, donc non seulement la partie attribuée à la Pologne par le projet de la Commission, mais aussi celle attribuée à la Tchéco-Slovaquie.

2. En ce qui concerne tout spécialement le pays de Spisz, la Délégation Polonaise se permet de souligner que:

a) dans les quatre districts de ce pays, revendiqués par la Pologne, (notamment dans les districts de Stara Wieś, Kiezmark, Stara Lubowla et une petite partie du Comitat de Szarysz, il n'y a presque

pas de Slovaques; la population de ce territoire est ou purement polonaise ou mélangée polonaise allemande et ruthéne.

b) Les quatres districts susnommés représentent un tout au point de vue économique de sorte que les habitants d'une extrémité de ce territoire possédent des pâturages dans l'autre.

c) Lesdits districts sont géographiquement séparés du pays slovaque par une chaîne de montagnes, enfin.

d) la région sud-est du pays de Spisz que le projet de la Commission des Affaires Polonaises avait attribué à la Tchéco-Slovaquie avait fait partie de l'Etat avant les partages et rentre dans les frontières historiques de la Pologne.

Pour ces raisons les quatre districts du pays de Spisz ne pourraient être coupés par une ligne de frontières que si le résultat du plébiscite indiquait sa nécessité.

Cependant tout le pays de Spisz devrait être soumis au plébiscite de la même façon et selon les mêmes principes qui ont déterminés le Conseil Suprême à statuer le plébiscite dans toute la Silésie de Teschen.

Pour appuyer les considérations ci-dessus énoncées j'ai l'honneur de joindre à la présente le mémoire des représentants du pays de Spisz et de l'Orawa qu'ils ont adressés aujourd'hui à la Délégation Polonaise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma trés haute considération.

(—) *Roman DMOWSKI.*

Annexe au № 3.

A la Délégation Polonaise à la Conférence de la Paix à PARIS.

Les professeur Ladislas Semkowicz et abbé Ferdinand Machay, ont l'honneur de s'adresser à la Délégation Polonaise en la priant de vouloir faire tous ses efforts pour élargir le territoire devant être soumis au plébiscite dans le pays de Spisz et de l'Orawa.

Un congrés de délégués de Czaca, de l'Orawa et du Spisz avait siégé le 12 et le 13 Août dernier à Zakopane Il nous a chargé de nous rendre à Paris pour plaider la cause de notre pays et exprimer son vif désir et sa volonté d'être réunis à la Pologne comme partie intégrante de l'Etat polonais reconstitué.

Arrivés ici avant-hier nous fûmes informés que le Conseil Suprême des Puissances alliées et associées avait décidé de soumettre au plébiscite toute la Silésie de Teschen et le territoire de Spisz et d'Orawa, mais nous apprîmes en même temps:

a) que ce plébiscite ne s'applique point au district de Czaca malgré que celui-ci faisait partie intégrale de la Silésie de Teschen jusqu'au commencement du 19-éme siècle et qu'il contient une masse compacte

de population polonaise (33684 habitants polonais selon le recensement de 1900),

b) que le plébiscite sur le territoire de Spisz ne serait effectué que dans le seul district de Stara Wieś et dans une petite partie du district de Kiezmark.

Allarmés par cette nouvelle, nous croyons de notre devoir le plus pressant de prier la Délégation polonaise de faire les démarches nécessaires pour changer cette décision que nous trouvons déplorable et peu justifiée. A l'appui de cette assertion nous nous permettons de présenter les considérations suivantes:

1. Le plébiscite s'il est appliqué pour liquider le différend surgit entre deux nations et deux Etats voisins, doit nécessairement être effectué sur toute l'étendue du territoire en litige. C'est alors seulement que la population mixte du pays pourrait en se prononçant en faveur d'une ou de l'autre partie décider du sort de son pays

Si réellement on avait décidé comme nous l'avons entendu parler le plébiscite ne s'appliquerait qu'aux territoires incontestablement et purement polonais, où des Slovaques ne se trouvent presque pas. Par contre il serait d'une injustice frappante de ne pas consulter la nombreuse population polonaise, habitant les districts de Lubowla et de Kiezmark dans le Spisz de ne pas offrir au petit nombre d'Allemands et de Ruthénes qui y habitent aussi le moyen de se prononcer à quel Etat ils voudraient appartenir.

Si le plébiscite devait être restreint aux seuls districts de Stara Wieś et à une petite partie du district de Kiezmark entiérement rocheuse et presque inhabitée en livrant sans appel le reste du pays habité par une population mixte mais en majorité polonaise à la Tchéco Slovaquie le but d'arriver à une délimitation équitable et assurant une paix entre les nations voisines ne pourrait être atteint.

2. Dans le pays de Spisz les Polonais laissent en dehors du litige polono-tchéque le district de Sobota pour ne pas couper aux Tchéco-Slovaques leurs voie ferrée Zulina-Koszyce, Par contre ils tiennent fermement à la possession du reste du pays qui forme un tout au point de vue ethnographique, géographique et économique et qui ne saurait être divisé parmi deux Etats.

De plus, ce pays est historiquement polonais.

Avant le premier partage de la Pologne la terre de Spisz formait une partie intégrante de la Pologne, elle est restée polonaise jusqu'a nos jours. Même les savants tchéques comme Niederle et slovaques comme Czambel et Milśik avouent que les districts de Lubowla et de Kiezmark sont habités en majorité par une population purement polonaise. D'après une statistique de l'année 1900; sur 34.281 habitants dans ces deux districts on comptait 20.640 Polonais. Actuellement les choses n'ont pas changé. La population est ou purement polonaise au point de vue ethnographique ou désireuse ardemment de s'unir à la Pologne: et la

meilleure preuve est qu'elle fuie dans les montagnes pour échapper à l'enrôlement dans l'armée tchéque et qu'elle offre ses services à la Pologne.

Le plébiscite devrait donc s'étendre sur toute l'étendue de ce territoire voir les trois districts de Stara Wieś- Stara Lubowla et de Kieśmark et une petite partie du Comitat de Szarycz.

C'est en se basant sur ces faits et en remplissant notre mandat que nous avons l'honneur de nous adresser à la Délégation Polonaise, en la priant de soumettre au Conseil Suprême la prière d'étendre le plébiscite aussi sur les districts Czaca et dans le Spisz, sur ceux de Lubowla et de Kierzmark, dans les limites établies sur les cartes présentées par la Délégation Polonaise.

Paris, le 14 septembre 1919.

(—) Władysław SEMKOWICZ.

(—) Abbé Ferdynand MACHAY.

N-o 4.

Décision du Conseil Suprême au sujet du plébiscite dans le territoire de la Silésie de Teschen, du Spisz et de l'Orawa.

LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, l'EMPIRE BRITANNIQUE, la FRANCE, L'ITALIE et le JAPON, Principales Puissances alliées et associées,

Soucieux de placer le duché de Teschen et les territoires de Spisz et d'Orawa, tels qu'ils sont délimités ci-aprés, sous une souveraineté conforme au voeux des habitants; Ont résolu d'y procéder à une consultation populaire présentant toutes les garanties nécessaires de loyauté et de sincérité.

Et ont décidé ce qui suit:

1.

Dans le territoire constituant au 1-er avril 1914 le duché de Teschen et dans les territoires de Spisz et d'Orawa, tels qu'ils sont délimités ci-après, les habitants seront appelés à désigner par voie de suffrage s'ils désirent être rattachés à la Pologne ou à l'Etat tchéco-slovaque.

1. Région de Spisz.

a) Toutes les communes du district politique de Starawieś (Szepesofalu ou Altendorf).

b) Les communes de la partie du district de Kesmark (Kiezmark) qui se trouvent au Nord-ouest de la ligne de partage des eaux entre les bassins de la Dunajec et du Poprad, y compris les communes dont le territoire est traversé par cette ligne.

2. Région d'Orawa.

Toutes les communes des districts politiques de Trsztana (Trzciana) et de Nameszto (Namiestow).

2.

Les territoires visés au § 1. seront sous l'autorité d'une Commission internationale chargée d'en assurer provisoirement l'administration impartiale et d'y organiser le plébiscite.

Ces territoires, à la date fixée par la Commission, seront évacués par les troupes polonaises et tchéco-slovaques qui s'y trouveraient et seront occupés, en tout ou en partie, par les troupes des Principales Puissances alliées et asociées.

La Commission aura son siège à Teschen et sera composée des Principales Puissances Alliées et Associées à raison d'un représentant par Puissance.

Ces décisions sont prises à la majorité des voix, celle du Président qu'elle nommera étant prépondérante en cas de partage.

Les gouvernements polonais et tchéco-slovaque sont priés de désigner chacun un représentant à titre consultatif auprès de cette Commission.

La Commission aura plein pouvoir pour statuer sur toutes les questions auxquelles l'exécution de la présente décision pourra donner lieu. Elle se fera assister de conseillers techniques choisis par elle parmi la population locale.

3.

La Commission aura tous les pouvoirs nécessaires pour lui permettre d'assurer le maintien de l'ordre public et l'administration régulière du pays. Elle disposera, à cet effet, des troupes d'occupation et, si elle le juge utile, d'une police recrutée parmi les habitants originaires du pays.

Il sera de la compétence de la Commission d'interpréter elle même les pouvoirs qui lui sont ainsi confiés et de déterminer dans quelle mesure elle les exercera et dans quelles mesures ces pouvoirs seront laissés aux mains des autorités locales existantes.

4.

La Commission organisera le plébiscite en se conformant aux dispositions de la présente décision et y fera procéder dans le plus bref délai possible, et en tout cas, dans un délai maximum de 3 mois après la notification de la présente décision, telle qu'elle est prévue à l'art. 9.

Elle devra prendre toutes les mesures propres à assurer la liberté, la sincérité et le secret du vote. Elle pourra notamment prononcer l'expulsion de tout agitateur ou de toute personne qui aura, d'une façon quelconque, tenté de fausser le résultat du plébiscite par des manoeuvres de corruption ou d'intimidation.

5.

Le droit de suffrage sera accordé à toutes personnes, sans distinction de sexe, satisfaisant aux conditions suivantes:

a) Avoir eu vingt ans révolus au 1-er janvier 1919;
b) Avoir son domicile ou l'indigénat (Heimatsrecht) dans la région soumise au plébiscite, depuis une date antérieure au 1-er août 1914;

Les personnes exerçant une fonction publique ou ayant, comme fonctionnaire, acquis l'indigénat, ne seront pas admises à voter.

Les personnes condamnées pour délit politique antérieurement au 3 novembre 1918 pourront être mises à même d'exercer leur droit de vote.

Chacun votera dans la commune où il est domicilié ou dans laquelle il a l'indigénat.

Le résultat du vote sera déterminé par commune, d'après la majorité des votes dans chaque commune.

6.

A la clôture du vote, le nombre des voix dans chaque commune sera communiqué par la Commission aux Principales Puissances alliées et associées, en même temps qu'un rapport détaillé sur les opérations du vote et qu'une proposition sur le tracé qui devrait être adopté comme frontière entre la Pologne et l'État tchéco-slovaque, en tenant compte du voeu exprimé par les habitants ainsi que la situation géographique et économique des localités.

La Commission devra, en outre faire connaître aux Principales Puissances alliées et associées les termes, dans lesquels un accord économique entre la Pologne et l'État tchéco-slovaque devrait désormais assurer à ces deux pays les communications et la fourniture du charbon au mieux de leurs intérêts respectifs.

7.

Aussitôt que la ligne frontière aura été fixée par les Principales Puissances alliées et associées, celles-ci notifieront à la Pologne ou à l'État tchéco-slovaque, selon le cas, que leurs autorités ont à prendre l'administration du territoire qui serait reconnu comme devant être polonais ou tchéco-slovaque; les dites autorités devront y procéder dans le courant du mois qui suivra cette notification, de la manière prescrite par les Principales Puissances alliées et associées.

Dès que l'administration du pays aura été ainsi assurée par les autorités polonaises ou tchéco-slovaques, selon le cas, les pouvoirs de la Commission prendront fin.

8.

Les frais de l'armée d'occupation et les dépenses de la Commission, tant pour son fonctionnement que pour l'administration de la zone, seront supportés par la Pologne et l'État tchéco-slovaque proportionnellement à l'étendue des territoires qui, à la suite du plébiscite seront reconnus comme devant être placés sous la souveraineté polonaise ou tchéco-slovaque; la répartition en sera faite par la Commission.

9.

La présente décision sera notifiée dans la huitaine au Gouvernement polonais et au Gouvernement tchéco-slovaque par les soins du Gouvernement de la République Française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1919.

(—) Frank L. POLK.
(—) Eyre A. CROWE.
(—) S. PICHON.
(—) Vittorio SCIALOJA.
(—) K. MATSUI.

N-o 5.

M. I. J. Paderewski, président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires étrangères et délégué de la République Polonaise à la Conférence de la Paix à M. Georges Clémenceau, Président de la Conférence de la Paix.

Paris, le 7 octobre 1919.

Monsieur le Président,

Les Principales Puissances alliées et associées, soucieuses de placer les territoires de Spisz et Orawa sous une souveraineté conforme aux voeux des habitants ont résolu d'y procéder à une consultation populaire, présentant toutes les garanties nécessaires de la loyauté et de sincérité. Le texte du document qui contient cette résolution avertit en même temps les intéressés que seuls les habitants du district politique de Stara-Wieś (Szepeso lain ou Altendorf) et de quelques communes du district de Kesmark seront appelés à désigner par voie de suffrages s'ils désirent être rattachés à la Pologne ou à l'État Tchéco-Slovaque.

Obéissant au devoir difficile qui m'incombe de défendre les intérêts de mes compatriotes, je m'empresse de porter très respectueusement à votre connaissance, Monsieur le Président, que cette décision cause une douloureuse surprise non seulement aux habitants du territoire de Spisz (les districts de Stara-Lubowla et de Kesmark), mais à la nation toute entière. La Diète de Pologne s'en est fort émue. A en juger d'après les lettres et télégrammes de protestation qui me parviennent, l'émoi est très grand et des troubles sérieux sont à craindre.

Le territoire de Spisz, revendiqué par la Pologne n'a rien et n'a jamais rien eu de commun avec l'État tchéco-slovaque. Depuis les temps les plus reculés partie intégrale de l'ancienne République de Pologne, il lui a appartenu jusqu'au moment de l'occupation autrichienne en 1769.

Il n'y a point de Czechs et presque pas de Slovaques dans ce pays. Sur les 31 communes qui le composent, 18 sont purement polonaises,

8 (petites villes et bourgades) allemano-polonaises, et 5 ruthéno-polonaises.

En dehors du district de Stara-Wieś, soumis au plébiscite une forte majorité polonaise se trouve encore, selon le recensement de 1900, dans les deux districts suivants:

1) Stara Lubowla,
   Population totale 10737,
   Polonais 7253.
2) Kesmark,
   Population totale 23344,
   Polonais 13377.

Ce n'est donc pas le passé seul, mais le présent, l'actualité, la vie même qui donnent aux Polonais le courage et le droit de faire appel à votre générosité, Monsieur le Président, et de vous prier de bien vouloir modifier la décision du Conseil Suprême, en étendant le privilége du plébiscite, accordé au district de Stara-Wieś, sur les districts polonais de Stara Lubowla et de Kesmark.

Vu la situation extrêmement difficile de mon pays, vu l'état d'esprit de sa population, qui a déjà tant souffert et tant enduré, je n'hésite pas, Monsieur le Président, à vous assurer qu'une pareille modification serait indispensable pour le Gouvernement que j'ai l'honneur de présider.

Je me rends bien compte que ma démarche peut paraitre tardive, mais ce n'est que tardivement, par hasard et par une tierce personne que j'ai appris la décision du Conseil Suprême du 27 septembre. Les pâtres montagnards, et les humbles laboureurs de Spisz qui me poussent à écrire ces lignes, sont d'avis qu'il n'est jamais trop tard demander justice.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir trouver ici l'expression renouvelée de mes sentiments respectueux et dévoués.

(—) I. J. PADEREWSKI.

N-o 6.

Déclaration des délégués de Pologne et des délégués de Tchécoslovaquie à la Conférence de Spa concernant la question de la Silésie de Teschen du Spisz et de l'Orawa.

Spa, le 10 juillet 1920.

Depuis dix huit mois une lutte âpre se poursuit en Silésie de Teschen entre les deux nations. Cette lutte dictée, il est vrai, par des sentiments patriotiques d'un côté et de l'autre a été souvent menée par des moyens regrettables. Des violences ont été commises, des accusations ont été lancées, des menaces ont été prodiguées.

Nous regrettons profondement tous les abus commis et au nom de nos Gouvernements respectifs, nous engageons à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que cet état des choses cesse rapidement pour que les rélations pacifiques et amicales normales dans le territoire plébiscitaire puissent être retablies et pour que tout ceux qui ont souffert ou ont été atteints par les procédes illicites pendant la campagne plébiscitaire puissent être d'un commun accord entre les deux Gouvernements equitablement dedommagés.

Les deux Gouvernements feront appel à la population des deux pays et particulièrement à celle des territoires contestés en les invitant au calme et à la bienveillance mutuelle.

On a essayé de régler le problème de la Silésie de Teschen de Spisz et d'Orava par le plébiscite d'abord, on a proposé l'arbitrage ensuite. Malheureusement, ni l'un, ni l'autre procedé ne paraissait pouvoir aboutir à temps et ne faisait qu'exciter les esprits plutôt que de les calmer.

Dans ces conditions, les Délégués soussignés, ayant pris connaissance de la décision des Alliés de reprendre le litige Tchéco-Polonais en leurs mains, se sont réunis à Spa et, après s'être longuement entretenus ont décidé d'accepter le réglement définitif du litige par les Puissances Alliées. Par conséquent, ils consentent au nom de leurs Gouvernements respectifs à ce que le plébiscite de Teschen, de Spisz, et d'Orava

soit suspendu et à ce que les Puissances Alliées, après avoir entendu les deux parties, prennent les mesures nécéssaires pour régler définitivement le litige.

Les deux gouvernements tchéco-slovaque et polonais s'engagent à executer loyalement la décision qui surviendra.

Les Délégués des deux Gouvernements expriment leur conviction que le Conseil Suprême, guidé par le sentiment de justice et d'équité saura tenir compte des véritables intérêts des deux nations soeurs. Ils considèrent le moment de la signature de cette déclaration comme le point de départ des nouvelles rélations vraiment cordiales et amicales entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie.

Signé à Spa, le 10 juillet 1920.

Au nom du Gouvernement de la République Polonaise

(—) W. GRABSKI.

Au nom du Gouvernement de la République Tchéco-Slovaque

(—) M. E. BÉNÈS.

N-o 7.

La décision de la Conférence des Ambassadeurs concernant le partage du territoire plébiscitaire.

Les États-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon,

Principales Puissances alliées et associées.

Ayant, par une Décision en date à Paris du 27 septembre 1919, résolu de pourvoir au statut politique de l'ancien duché de Teschen et des territoires d'Orava et de Spisz en y faisant procéder à une consultation populaire présentant les garanties nécessaires de loyauté et de sincérité.

Mais, considérant que les mesures prises en exécution de cette Décision pour permettre de réaliser cette consultation populaire dans les conditions ci-dessus rappelées, sont restées sans résultat;

Considérant qu'il y a, dans l'intérêt de la paix générale, une nécessité urgente a régler le sort de ces territoires;

Considérant que le gouvernement de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie ont déclaré, par acte en date à Spa du 10 juillet 1920, acceptant que leurs frontières respectives dans lesdits territoires soient déterminées par les Principales Puissances alliées et associées.

Ont chargé la Conférence des Ambassadeurs du réglement de cette question.

En conséquence, la Conférence des Ambassadeurs a décidé ce qui suit:

Article I.

Les limites de la souveraineté de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie sur l'ancien duché de Teschen et sur les territoires d'Orava et de Spisz seront fixées, par une frontière, déterminée comme il suit (voir les cartes ci annexées):

1-o. Dans la région de Teschen: suit le tracé de la frontière dans la région de Teschen.

2-o. Dans la région d'Orava:

A partir d'un point situé environ 1 kilomètre et demi à l'Est de la côte 1725 (Babia Góra) sur l'ancienne frontière entre la Hongrie et la Galicie et jusqu'à un point sur le cours supérieur de la Lipnica immédiatement à l'Ouest de la côte 843:

une ligne à déterminer sur le terrain, passant par la côte 924;

de là, jusqu'à un point situé à 200 mètres environ au Sud-Est du confluant de la Lipnica et de la rivière venant de Privarovka:

le cours de la Lipnica;

de là, jusqu'au confluent de la rivière Chisna et de la Fekete Arve (Schwarze Arva):

une ligne à déterminer sur le terrain passant par les côtes 758 (1 kilomètre environ à l'Ouest de la Lipnica), 798, 766, 617 (à proximité de la route Nameszto-Jablonka);

de là, vers le Sud-Est et jusqu'à un point à déterminer sur la Chizne, à deux kilomètres environ du Nord-Ouest du pont de Chizne sur la route de Trsztena à Jablonka;

le cours de la Chizne vers l'amont;

de là, vers le Sud-Ouest et jusqu'à un point à choisir sur la Jelesna Voda à 1 kilomètre et demi environ au Nord de la côte 654;

une ligne à déterminer sur le terrain passant par la côte 659;

de la, vers le Sud-Est et jusqu'à un point sur la Jelesna Voda situé à environ 1 kilomètre à l'Ouest de Mladowka (approximativement sur la ligne joignant les côtes 754 et 740);

le cours de la Jelesna Voda vers l'amont;

de là, vers le Sud-Est et jusqu'à un point sur l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie situé à 1 kilomètre environ au nord de la côte 1230 (Magura);

une ligne à déterminer sur le terrain passant par les côtes 862, 918 (Bucinka), 955, 967 (Bucnik).

3-o. Dans la région de Spisz:

A partir d'un point de l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie situé sur la rivière de Bialka à 500 mètres environ à l'Est du village de Brzegi, dans la direction générale Nord - Est jusqu'au point de la même frontière situé à proximité de la côte 487 sur la route de Czorsztyn a Szepesofalu;

une ligne à déterminer sur le terrain passant par la côte 1011 (Bria-Vrch), 909, 956 (Malorovka), 607 (sur la rivière passant à Szentmindszent à deux kilomètres environ au Sud de cette localité), 873 (2 kilomètres Nord-Est de Nagifrankvagasa), et vers le Nord par les côtes 751, 540.

En conséquence les États-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon décident et déclarent par les présentes qu'à dater de ce jour, la souveraineté de la Pologne et la souveraineté de la Tchéco-Slovaquie, respectivement, s'entendront sur les territoires situés de part et d'autre de la ligne frontière ci-dessus décrite.

Article II.

Une Commission de délimitation composée d'un représentant de chacune des Principales Puissances alliées et associées, ainsi que de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie sera constituée dans le mois qui suivra la présente Décision pour tracer sur place la ligne frontière ci-dessus décrite.

Les décisions de cette Commission, obligatoires pour les parties intéressées, seront prises à la majorité des voix, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage.

La Commission aura tout pouvoir pour proposer à la Conférence des Ambassadeurs les modifications qui lui paraitraient justifiées par les intérêts des particuliers ou des communautés dans le voisinage de la ligne frontière, et en tenant compte des circonstances locales spéciales.

Les frais de ladite Commission seront supportés moitié par la Pogne et moitié par la Tchéco-Slovaquie.

Article III.

traite de l'Acquisition de Nationalité polonaise et tchécoslovaque dans l'ancien territoire du duché de Teschen, d'Orava et de Spisz, ainsi que de l'option.

Article IV.

traite de l'iresponsabilité des habitants de l'ancien duché de Teschen et des territoires d'Orava et de Spisz pour l'attitude politique qu'ils adoptaient depuis le 28 juillet 1914.

Article V.

concerne les charges financières de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise à supporter par la Pologne et la Tchécoslovaquie en raison de l'acquisition des territoires susmentionnées.

Article VI.

traite de la reconnaissance des droits réels, concessions privilèges etc. existant sur les territoires de l'ancien duché de Teschen ou des territoires d'Orava et de Spisz.

Article VII.

traite de la Convention particulière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie sur les fournitures réciproques de ces deux pays en charbon et en naphte.

Article VIII.

concerne les facilités de transit au trafic polonais d'une manière générale et en particulier sur la voie ferrée Oderberg-Petrovitz.

Article IX.

Toutes autres questions, financières, judiciaires ou administratives feront l'objet d'arrangements particuliers entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, suivant les principes adoptés dans les Traités de paix avec l'Autriche et la Hongrie, les principales Puissances alliées et associées se réservant d'intervenir, s'il y a lieu, en cas de désaccord pour en faciliter le réglement.

Fait à Paris, le vingt-huit juillet mil neuf cent vingt.

(—) DERBY.
(—) Jules CAMBON.
(—) BONIN.
(—) K. MATSUI.

Les Réprésentants soussignés, dûment autorisés, du gouvernement polonais et du gouvernement tchéco-slovaque expriment par les présentes, conformément à leur déclaration du 10 juillet 1920, la complète acceptation par leurs Gouvernements respectifs des dispositions qui précedent.

Fait à Paris, le vingt-huit juillet mil neuf cent vingt.

(—) I. J. PADEREWSKI.
(—) Dr. Edvard BENÈS.

N-o 8.

M. I. J. Paderewski à M. A. Millerand, président de la Conférence de la Paix.

Paris, le 30 juillet 1920.

Monsieur le Président,

L'accord entre le gouvernement polonais et tchéco-slovaque ne porte nullement sur les détails du réglement définitif et ne mentionne aucune ligne frontière.

Conclu le jour ou le Conseil Suprême „a récommandé que la Conférence des Ambassadeurs prenne l'initiative d'une décision qui n'a pu intervenir directement entre les intéressés", il exprime la „conviction que le Conseil Suprême guidé par le sentiment de justice et d'équité saura tenir compte des véritables intérêts des deux nations soeurs".

Le gouvernement polonais en se remettant avec une confiance absolue à la décision du Conseil Suprême nourrissait l'espoir que le principe des nationalités qui présidait au réglement des questions territoriales par la Conférence de la Paix, qui était si rigoureusement appliqué à l'attribution définitive des territoires revendiqués par la Pologne, que ce principe serait maintenu le cas échéant, dans toute son étendue. L'espoir du gouvernement polonais s'appuyait sur les déclarations solennelles des gouvernements français et anglais, sur les quatorze points du Président Wilson (par. 13), et il était d'autant mieux fondé que c'est évidement du principe des nationalités que s'inspirait le gouvernement Britannique en disant dans sa note du 20 juillet dernier adressée au gouvernement des Soviets que „la frontière entre la Russie et la Pologne doit être conforme, autant que possible, aux voeux des populations intéressés". (The frontier between Russia and Poland should corespond to the wishes of the population concerned").

Il ne m'appartient ni de critiquer ni de protester, j'estime pourtant, Monsieur le Président, qu'il est de mon devoir d'attirer votre attention sur le fait que la décision de la Conférence des Ambassadeurs parait

n'avoir tenu aucun compte des voeux de la population, soit du principe des nationalités.

En vertu de la décision et d'après la ligne frontière qu'elle vient d'établir:

1) Dans le district de Spisz et d'Orawa 24.013 Polonais seront assignés à la République de Pologne et plus de 45.000 de nos nationaux passerent sous la domination Tchéco-Slovaque.

2) En Silésie de Teschen 94.169 Polonais seront attribués à l'État Polonais, tandis que 139.681 de notre population la plus consciente de sa nationalité, la plus compacte et la plus homogène de toute la Pologne (la plupart des communes comptent de 96 jusqu' à 100% de Polonais), iront rejoindre les 114.079 Tchéques habitant la partie de l'ancien Duché de Teschen, que la Pologne n'a jamais révendiqué ni convoité.

En outre, les droits des minorités nationales concédés et garantis à tous les peuples si différents, inclus dans l'État tchéco-slovaque n'ont point été réservés aux Polonais. Ainsi plus de 164.000 de nos nationaux seront livrés à la merci du nouveau maître.

Dans ces circonstances Monsieur le Président, il est peu probable, que le noble but poursuivi par le Conseil Suprême de mettre terme au conflit et de rétablir des rélations normales et amicales entre les Républiques de Pologne et de Tchéco-Slovaquie, puisse être atteint. En effet, la décision prise par la Conférence des Ambassadeurs creuse entre les deux nations un abime que rien ne saura combler.

Le Gouvernement de Pologne a signé un engagement formel, qui doit être éxécuté. C'est avec une indicible douleur, que j'apposerai ma signature au bas du document qui nous enleve une si digne, valeureuse et chère partie de notre peuple. Mais avant de le faire, je tiens à vous déclarer, Monsieur le Président, que quelque soit sincère le désir du gouvernement polonais d'exécuter strictement et loyalement les obligations contractées, il ne parviendra jamais à convaincre la nation, que justice a été rendue. La Conscience d'une nation parle plus haut que les Gouvernements et leur survit.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(—) I. J. PADEREWSKI.

N-o 9.

TRAITÉ

entre

LES PRINCIPALES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES

et la Pologne, la Roumanie, l'état Serbe-Croate-Slovène et l'état Tchéco-Slovaque

Relatif À CERTAINES FRONTIÈRES DE CES ÉTATS

Signé le 10 août 1920, à Sèvres

Les États-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, Principales Puissances alliées et associées, la Pologne, la Roumanie, l'État Serbe-Croate-Slovène et l'État Tchécoslovaque.

Étant désireux d'assurer la souveraineté de la Pologne, de la Roumanie, de l'État serbe-croate-slovène et de l'État tchécoslovaque sur les territoires qui leur sont respectivement reconnus.

Les soussignés, après échange de leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1.

Sous réserve des stipulations particulières des Traités, Accords complémentaires et Décisions intervenus pour le règlement des affaires actuelles, les Hautes Parties contractantes reconnaissent la souveraineté de la Pologne sur les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise situés au Nord de la ligne frontière ci-après (voir la Carte nr. 1):

D'un point sur le cours de l'Oder immédiatement au Sud de la voie ferrée Ratibor-Oderberg, vers l'Est et jusqu'au point où la limite orientale de la commune de Piersna rencontre l'ancienne frontière entre l'Autriche et l'Allemagne:

cette ancienne frontière:

de là, vers Sud-Sud-Est et jusqu'au point où la limite entre les communes de Bukowetz et de Jaworzynka rencontre l'ancienne frontière entre la Silésie et la Hongrie:

la frontière décrite dans la Décision en date, à Paris, du 28 juillet 1920;

de là, vers l'Est et jusqu'à un point situé à environ 1 kilomètre et demi à l'Est de la côte 1725 (Babia Gora) sur l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie:

l'ancienne frontière entre la Silésie et la Hongrie,

puis entre la Galicie et la Hongrie;

de là, vers le Sud-Sud-Est et jusqu'à un point de l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie situé à 1 kilomètre environ au Nord de la côte 1230 (Magura):

la frontière décrite dans la Décision en date, à Paris, du 28 juillet 1920;

de là, vers le Sud, puis vers l'Est, puis vers le Nord et jusqu'à un point de l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie situé sur la rivière Bialka à 500 mètres environ du village de Brzegi:

*l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie**);

de là, dans une direction générale Est-Nord-Est et jusqu'au point de la même frontière situé à proximité de la côte 487 sur la route de Czorsztyn à Szepesofalu:

la frontière décrite dans la Décision en date, à Paris, du 28 juillet 1920;

de là, vers l'Est, puis vers l'Est-Sud-Est et jusqu'à un point à 2 kilomètres environ au Sud de la côte 1335 (Halicz), où elle rencontre la limite administrative entre les cercles de Lisko à l'Ouest et de Turka à l'Est:

l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie.

Ce point est le point commun aux trois frontières de la Pologne, de la Tchéco-Slovaquie et de la Galicie orientale.

La Commission de délimitation prévue à l'article II de la Décision en date, à Paris, du 28 juillet 1920, sera chargée de fixer sur place la ligne frontière ci-dessus décrite.

Article 2.

Concerne le territoire de la Tchéco-Slovaquie.

Article 3.

Concerne le territoire de la Roumanie.

Article 4.

Concerne le territoire de l'Etat Serbe-Croate-Slovène.

Article 5.

Prescrit l'application des articles 28 à 35 et 362 du Traité de paix avec la Hongrie.

---

*) La partie souligné concerne le secteur de Jaworzyna.

Le présent Traité, rédigé en français, en anglais et en italien, et dont le texte français fera foi, en cas de divergence, sera ratifié. Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris.

Les Puissances dont le Gouvernement a son siège hors d'Europe auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par leur Représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée, et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Le Gouvernement français remettra à toutes les Puissances signataires une copie certifiée conforme du procès verbal de dépôt de ratification.

Un premier procès-verbal de dépôt de ratification sera dressé dès que le Traité aura été ratifié par trois des Principales Puissances alliées et associées, la Pologne, laRoumanie, l'Etat serbe-croate-slovène et la Tchéco-Slovaquie).*

Le présent Traité entrera en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, qui l'auront ainsi ratifié, lorsque les Traités de paix avec l'Autriche et avec la Hongrie seront eux-mêmes en vigueur vis-à-vis des Hautes Parties contractantes.

Fait à Sèvres, le dix août mil neuf cent vingt, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires du Traité.

(L. S.) *DERBY.*
(L. S.) *George H. PERLEY.*
(L. S.) *Andrew FISCHER.*
(L. S.) *James ALLEN.*
(L. S.) *R. A. BLANKENBERG.*
(L. S.) *Arthur HIRTZEL.*
(L. S.) *A. MILLERAND.*
(L. S.) *F. FRANÇOIS-MARSAL.*
(L. S.) *Jules CAMBON.*
(L. S.) *PALEOLOGUE.*
(L. S.) *BONIN.*
(L. S.) *Vannutelli REY.*
(L. S.) *K. MATSUI.*
(L. S.) *Stefan OSUSKY.*

---

*) Vu la clause ici souligné, comme la Pologne n'a pas même signé le traité présent, il reste nul et non avenu.

N-o 10.

Le général le Rond, président de la Commission interalliée du Gouvernement et du Plébiscite de Haute-Silésie à M. le L-t Colonel Uffler, président de la Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque.

Oppeln (Opole), le 5 novembre 1920.

Commission Interalliée du Gouvernement
et du Plébiscite de Haute-Silésie.
Secrétariat Général.
№ 10.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Ministère de la Guerre vient, par télégramme № 947, de me prier de vous transmettre la décision suivante prise par la Conférence des Ambassadeurs:

I) d'adresser au gouvernement polonais l'invitation de participer sans retard pour la région de Teschen aux travaux de la Commission polono-tchécoslovaque.

II) au cas où le gouvernement polonais ne lui fournirait par son concours, d'autoriser la Commission à procéder à la délimitation sur les fractions de frontière qui sont définies par les anciennes limites administratives.

III) de rappeler à la Commission polono-tchécoslovaque qu'elle tient de la décision des Principales Puissances alliées et associées en date du 28 juillet 1920 des pouvoirs plus étendus que ceux qui sont généralement attribués aux Commissions de délimitation. Elle peut en conséquence, si elle le juge à propos, écarter des limites administratives dans les propositions qu'elle adresse à la Conférence des Ambassadeurs.

(—) VILMORIN
(L. S.).

N-o 11.

Le lieutenant-colonel UFFLER,
président de la Commission de Délimitation de la frontière Polono-Tchécoslovaque,
à Monsieur le Commissaire de la Pologne dans ladite Commission.

Moravska-Ostrava, le 2 mars 1921.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.
Territoires de Teschen Orava
et Spisz.
Nr. 59/C.

J'ai l'honneur:

1-o. — De vous demander de bien vouloir faire tenir par écrit, pour le 7 courant, aux Commissaires des Grandes Puissances alliées, les objections que vous pourriez avoir à présenter aux propositions tchécoslovaques de tracé de la frontière dans le Secteur au Nord de Teschen.

2-o. — De vous rappeler que la Commission avait demandé dans sa séance du 7 décembre, et renouvelé dans sa séance du 15 février sa demande, que les propositions de tracé de la frontière des territoires d'Orava et de Spisz lui fussent remises le 1 mars.

(L. S.).

N-o 12.

Cieszyn, le 8.III. 1921.

Commission polonaise pour la délimitation
de la frontière polono-tchécoslovaque
(Région de Spisz et d'Orawa).

Projet de modification de la ligne frontière dans la région d'Orawa et Spisz.

Ligne frontière proposée pour Orawa.

De la côte 1725 (Babia Góra) située sur l'ancienne frontière entre la Hongrie et la Galicie:

une ligne longeant la limite occidentale de la commune de Lipnica Wielka, limite qui passant par les côtes 1010, 852, 924, 670, et 597,

de là, vers le Nord-Ouest et jusqu'au point où la limite méridionale de la commune de Lipnica Wielka rencontre la ligne frontière indiquée par le Conseil des Ambassadeurs à proximité du confluent des rivières Chyzne et de la Fekete Arva (Czarna Orawa),

de là, vers le Sud-Est, le long de la ligne frontière fixée par la Décision du Conseil des Ambassadeurs le 28 juillet 1920, sous réserve que sur la limite des communes Chyzne et Glodówka, seront faites certaines modifications indiquées par les intérêts communaux et privés. Des projets détaillés sur ces changements minimes seront présentés sur place par le délégué polonais, qui s'appuiera sur les témoignages des habitants, ainsi que sur les catastres qui se trouvent actuellement dans les bureaux des autorités tchécoslovaques.

La Délegation polonaise motive sa proposition comme suit:

1. *Catastre.* Ainsi que l'on peut le voir sur les cartes catastrales la commune de Lipnica Wielka, partagée en deux par la ligne des Ambassadeurs, constitue un tout indivisible, intimement uni sous chaque rapport, de sorte qu'il est impossible de diviser cette commune de quelque manière que ce soit, sans infliger les plus grands dom-

mages à ses habitants. Nous tâcherons de prouver notre thèse dans le paragraphe ci-dessous.

2. *Propriétés.* D'après l'éxamen des cartes et des extraits cataстraux, on peut se rendre compte du fait suivant:

environ 1600 habitants appartenant à la plus petite partie de la commune de Lipnica Wielka attribuée aux Polonais ont la plupart de leurs terres laborables et de leurs forêts sur le territoire de cette commune attribué aux Tchécoslovaques, tandis que ceux-ci, sur un territoire plus étendu, n'ont que 900 habitants. On peut donc dire que la décision du Conseil des Ambassadeurs a atribué à la Pologne 1/3 du territoire pour les 2/3 des habitants, et à la Tchécoslovaquie les 2/3 du territoire pour 1/3 des habitants.

3. *Propriétés communales.* Par la même décision du conseil des Ambassadeurs, la proprieté communale de Lipnica Wielka est partagée de telle façon qu'une partie des terrains et *toutes les forêts* se trouvent sur le territoire attribué aux Tchéco-Slovaques, tandis que toutes les institutions communales se trouvent en Pologne. Ce partage artificiel de la propriété privée et communale donne lieu à de grandes complications d'autant plus que, selon les coutumes rurales d'Orawa, un même propriètaire possède des terres dans diverses parties de la commune ce qui rend la situation des plus difficiles au point de vue économique. L'éxistence des habitants des deux parties de Lipnica Wielka se trouve menacée par cela.

4. *Pâturages et prairies.* Ainsi que les extraits catastraux peuvent le démontrer, les pâturages et les prairies appartenant à la commune ont été attribués aux Tchéco-Slovaques. Un grand préjudice en résulte pour la majeure partie de la population qui, étant restée en Pologne, ne peut plus profiter comme auparavant de ces pâturages. Et il faut remarquer que c'est l'élevage des bestiaux qui représente la *source principale de revenus* pour ces paysans.

5. *Moyens d'existence.* Par suite de l'attribution aux Tchéco-Slovaques des forêts communales et domaniales, la population de la partie attribuée à la Pologne qui ne peut pas trouver sa subsistance dans le seul travail agricole vu la mauvaise qualité de la terre, se trouvera absolument privée de tout gain provenant du travail forestier et du transport de bois. La partie de la population laissée à la Pologne devra donc souffrir de la faim et de la misère.

6. *Agriculture.* La culture de la terre, dans la commune en question, est devenue absolument impossible. La preuve en est fournie par le paragraphe 3. Les habitants de la partie attribuée à la Pologne de Lipnica Wielka, ayant voulu aller labourer leurs terres de l'autre coté de la ligne de démarcation en automme 1920, en furent empéchés par les autorités civiles et militaires tchéques qui les firent reconduire à la frontière comme sujets étrangers, le même fait se reproduisit il y à quelques semaines, lorsque ces même paysans voulurent essayer d'amèlio-

rer leurs champs en y transportant de l'engrais. Nous pouvons certifier ces faits par les témoignages du Maire et des cultivateurs lèsés.

7. *Communications.* La seule route servant aux communications normales conduit de la partie haute de Lipnica Wielka attribuée aux Tchécoslovaques à la partie basse de la commune attribuée à la Pologne. Le chemin de traverse conduisant de la partie haute de Lipnica à la commune de Rabczyce n'est pas propre aux communications plus importantes. La preuve en est donné entre autres par le fait qu'un transport important de bois scié provenant des forêts de la partie haute de Lipnica attribuée aux Tchéques, et devant passer cet hiver, par le territoire polonais, les autorités polonaises s'y sont opposés parce que ce bois devait aller en Tchécoslovaquie. Par suite de ces conditions de communications, la partie haute de Lipnica est privée des débouchées par la ligne frontière du Conseil des Ambassadeurs; elle est retranchée du monde, et condamnée à la perte. De plus, toute la commune n'a qu'une seule grande artère de communication dans la direction de Jablonka, commune située sur le territoire polonais, d'où des chaussées conduisent par Podwilk et Czarny - Dunajec aux stations de chemin de fer polonais et par Trzciana aux stations tchéco-slovaques.

8. *Liens économiques.* La commune de Lipnica Wielka, tant haute que basse est strictement liée par les liens économiques au territoire polonais, et surtout à Jablonka dont le centre n'est éloigné que 9 kilomètres; il s'y trouve des réprésentants des autorités polonaises un bureau de postes et teléphones, des magasins; il s'y tient des grandes foires, ce qui est excessivement important pour la vie économique de Lipnica. Coupée de Jablonka, la partie haute de Lipnica est par cela même très gravement lésée. Depuis l'établissement de cette artificielle ligne frontière qui coupe en deux le village et sa principale route en se déroulant entre les maisons, on peut constater des deux cotés de nombreux cas de contrabandes. La preuve en est dans toute une suite de procès intentés aux habitants par les autorités polonaises durant les derniers mois. Cet état de choses conduit à une démoralisation des habitants de la commune et nuit aux intérêts des gouvernements polonais et tchéque, ce qui ne pourrait cesser qu'en établissant comme ligne frontière la limite de la commune.

9. *Rapports avec l'Eglise.* Separée de la partie basse de Lipnica la partie haute est privée de l'Eglise. La paroisse et l'eglise se trouvent dans la partie de Lipnica attribuée à la Pologne, la population de la partie haute y fréquente, les baptèmes, mariages et enterrements y sont célébrés. Etant donné la piété connue de la population Oravienne, être separé de l'Eglise représente le grief le plus grave des habitants de la partie haute de Lipnica.

Il faut ajouter que les habitants de la partie haute appartenant entièrement à la commune polonaise de Lipnica Mała vont pour raison de communication à l'Eglise de Lipnica Wielka, et là se célèbrent les bap-

tèmes, mariages et enterrements. Vu l'actuel partage de Lipnica Wielka, les habitants de Lipnica Mała, doivent aller à l'Eglise de Lipnica Wielka par le territoire tchéque, ce qui éveille et entretient le mécontentement de la population.

10. *Avenir économique de la commune.* La partie haute de Lipnica Wielka située au milieu de belle forêts sur le versant de Babia Góra a devant elle la perspective d'un grand développement comme endroit de villégiature et station climatèrique, si elle est attribuée à la Pologne ceci seulement pourrait venir en aide à la misère de ses habitants. Tout au contraire, si la ligne frontière actuelle devait subsister, et que Lipnica Wielka continue à être séparée de la principale artère de communication, qui la réunit à la Pologne, ce serait la perte de ses espérances et elle serait condamnée à une véritable ruine économique.

Il faut encore ajouter que les environs de Babia Góra, comme plus hauts sommets des Beskides occidentaux, sont d'un intérêt de premier ordre pour les touristes et sports d'hiver. Le chemin des touristes allant du Nord au Sud de Babia Góra traverse la limite supérieure de Lipnica Wielka et plus loin par Orawa se dirige vers les Tatras, possédant ainsi une grande signification économique pour la population, ce qui serait absolument perdu si la partie haute de Lipnica continuait à apartenir aux Tchéco-Slovaques.

11. *Volonté de la population.* Comme suite des rapports économiques précités et par le fait que la population de la partie haute ainsi que de la partie basse de Lipnica Wielka est entièrement polonaise et se sent unie comme race, avec le reste de la Pologne, il faut dire que les habitants de toute la commune ont protesté unanimement dès qu'il ont connu la Décision des Ambassadeurs, en demandant avec instance que le territoire de la commune ne soit pas divisé mais soit entièrement attribué à la Pologne. Comme preuve à l'appui, nous avons les déclarations écrites, *signées par tous les habitants de la commune, autant de la partie haute, que de la partie basse de Lipnica Wielka et déposées* entre les mains des membres de l'ancienne commission plébiscitaire interalliée pour Spisz et Orawa, avant leur départ, et dans nos mains, comme protocole dressé par la commission militaire Franco - Polono - Tchéque chargée d'établir une ligne frontière provisoire. Cette commission ainsi que l'affirme le protocole a du interrompre son travail sur le territoire de la commune, de Lipnica Wielka, par suite de l'attitude menaçante des habitants, protestant contre le partage de la commune.

Ligne frontière proposée pour Spisz.

De la côte 2508 (Rysy, Meeraugenspitze) située sur l'ancienne frontière Galicienne-Hongroise;

une ligne à désigner longeant le massif central des hautes Tatras, par les côtes 2565 (Wysoka, Tatra-Spitze), 2465 (Ganek), 2400 (Batyzowiecki,

Botzdorferspitze), 2630, 2209 (Polski Grzebień, Polnischer Kamm), 2429 (Mała Wysoka, Kleine Visoka), 2466, 2630 (Lodowy Szczyt, Eistahlerspitze), 2536 (Baranie Rogi, Grunseespitze), 2425 (Kołowy, Rotsesspitze), 2231 (Jagnięcy, Weissesspitze), 1756 (Kopa, Sattel), 2062 (Szalony Wierch, Thorichter Gern), 2154 (Hawrań), 1464 (Jaworzynka), 1132, 1267 (Rzepisko), 1179, 1021 jusqu'à la côte 1011 où elle rencontre la ligne frontière, indiquée par la décision du Conseil des Ambassadeurs le 28 juillet 1920.

de là, la ligne frontière du Conseil des Ambassadeurs jusqu'à l'ancienne frontière Galicienne-Hongroise sur le Dunajec, réserve fait de minimes modifications à établir dans les environs de Kacwin, Niedzica, Golemberg et Sromowce Wysznie, qui seront présentées sur place après avoir reçu des autorités Tchécoslovaques les cartes catastrales nécessaires.

La ligne frontière proposée comprend la commune de Jaworzyna.

La délegation polonaise motive sa proposition selon ce qui suit:

1. *Catastre.* Jusqu'en 1877. Jaworzynka n'était pas une commune indépendante, mais formait une partie de la commune de Jurgow comme dépendance. Ceci est prouvé par la carte intitulée „Takintetes Szepesmegveben bekebeleret Miltenagos baro Polocsay Cornelia ö negosaga Magurai uraedelmaber tartaro Jaworina majorsagi pusztanek terkepa felmerte esrajzola 1864 ben Puzar Karoly h. meriok" (traduction) Les biens de Jaworzyna (propriété sans terrains de colonisation) appartenant à la Baronne Cornelie Polocsay seigneurie de Magora incorporées au Comitet du Spisz. (Carte dressée et dessinée par l'ingénieur Charles Puzar en 1864). Des exemplaires de cette carte se trouvent à la mairie de la commune de Jurgów, à l'administration des biens de Jaworzyna et dans les archives du district de Lewocza. Cette carte démontre clairement que Jaworzyna était seulement une dépendance de Jurgów avec lequel ce village formait une commune indivisible.

2. *Propriétés communales et privées.* En conséquence de l'union stricte existant encore il y a peu de temps entre les communes de Jaworzyna et de Jurgów, les possessions communales et privées de ces communes se trouvent être intimement liées. La carte intitulée „Jurgo hörsig hatarazek öszresités utani térkepo 1877 böll" (traduction: „La carte des prairies de la commune de Jurgów après le démembrement des terres en 1877") démontre clairement que les prairies et pâturages se trouvant aujourd'hui sur les terres de Jaworzyna et Jurgów et faisant partie du domaine seigneurial de Jaworzyna appartenant actuellement au prince de Hohenlohe étaient réellement en possession des habitants de Jurgów jusqu'à la mise en vigueur du remembrement des terres en 1877, sous forme de lots peu importants, mais nombreux, disséminés sur ces terrains. La carte en question a été légalisée à Lewocza et se trouve aujourd'hui dans les archives du Comitat de Lewocza à l'admi-

nistration des biens de Jaworzyna et à la mairie de la commune de Jurgów. Il résulte de ceci que les habitants de Jurgów possèdent jusqu'à présent un droit de servitude sur les forêts et pâturages du territoire de Jaworzyna, ce qui forme la base de leur existence, ainsi que le prouvèrent les paragraphes suivants de notre proposition.

En plus, la ligne frontière du Conseil des Ambassadeurs coupe le territoire même de la commune de Jurgów en deux, en séparant des habitations restées en Pologne: 120 arpents de forêts communales dont les autorités tchéco-slovaques ne laissent pas sortir un seul morceau de bois; près de la moitié des terrains et prairies représentant les propriétés de la commune et des habitants de Jurgów et enfin 50 arpents de forêts appartenant à l'Eglise, ainsi que deux prairies, ces dernières appartenant à Jurgów et situées sur le territoire de Jaworzyna.

3. Paturâges et prairies. Depuis les plus anciens temps, jusqu'en 1877 on a été mis en vigueur le remembrement des terres, les habitants des communes de Jurgów. Czarnagóra, Rzepisko et Łapsze attribuées à la Pologne pouvait faire paître leurs bestiaux sur le territoire de Jaworzyna et y dressaient leurs chalets; en plus il pouvaient faucher leurs clairières disséminées sur ces terrains et recevaient du bois. Nous possédons les légitimations d'habitants de Jurgów, Czarnagóra et Rzepisko qui sont encore en vie aujourd'hui, pouvant prouver qu'ils avaient des chalets (cabanes) dans diverses clairières de Jaworzyna. Les dates précises se rapportant à ces questions, se trouvent dans les archives communales et paroissiales de Jurgów, Czarnagóra et Rzepisko. Après le remembrement des terres en 1877, les habitants de ces communes durent enlever leurs cabanes et les placer dans les clairières avoisinantes, près de Jurgów. A ce propos les querelles judiciaires augmentèrent entre les villages mentionnés et Jurgów d'une part et l'administration des biens de Jaworzyna de l'autre. En 1918 le tribunal hongrois n'avait encore rien decidé de définitif sur ces questions.

Pourtant comme résultat des droits de servitude reconnus à ces communes depuis 1877 — 1879 par le propriétaire de Jaworzyna, Salomon, et depuis 1879 — 1884 par le propriètaire, Prince de Hohenlohe, les paysans fauchèrent en commun avec l'administration seigneuriale les prairies qui leur avaient été enlevées lors du remembrement des terres et firent paître leur bétail dans les clairières situées sur les montagnes.

De 1884 à 1918 les habitants de Jurgów, Czarnagóra et Rzepisko firent paître les bêtes à cornes sur les terres de Jaworzyna moyennant argent, ou contre leur travail, et fauchèrent les clairières sur 1/3 des biens seigneuriaux. Cet état de choses dut être reconnu de même par les autorités tchéco-slovaques, qui depuis 1918 jusqu'à présent, par une loi spéciale, éliminèrent des biens de Jaworzyna, des pâturages pour les bestiaux et les chevaux des habitants de Jurgów, Czarnagóra et Rzepisko, dont ceux-ci pouvaient profiter moyennant paiement. Depuis lors, ces communes envoyèrent aux pâturages de Jaworzyna en-

viron 1080 bêtes à cornes et 800 moutons, c'est-à-dire tout leur bétail, puisque ces communes n'ont ni pâturages, ni prés, leur appartenant en propre.

Si nous prenons en considération, que les chiffres donnés se rapportent aux deux dernières années, pendant lesquelles vu la longue guerre, le nombre du bétail diminue considérablement, nous pouvons nous rendre exactement compte de ce qu'il aurait été, et de ce qu'il sera dans des circonstances normales. En plus, même depuis l'occupation tchéco-slovaque les communes en question fauchèrent les prairies de Jaworzyna, de moitié avec l'administration seigneuriale. Ainsi que les chiffres le prouvent clairement, l'élevage des bestiaux est d'une véritable importance pour les habitants de ces pauvres communes situeés dans les montagnes, ils y trouvent leur seul moyen d'existence, et si l'on sépare Jaworzyna de ces communes, se sera une ruine compléte et une catastrophe pour les habitants.

4. Culture de la terre. Par suite du partage, consenti par le Conseil des Ambassadeurs, d'une grande partie de la terre de Jurgów, de même que par les entraves mises par les autorités tchéco-slovaques à la culture des terrains par les habitants de Jurgów, comme étant citoyens polonais, l'économie rurale de la commune de Jurgów est exposée à des graves dommages et pertes.

5. Forêts et bois. Depuis des temps immémoriaux, les communes de Jurgów, Czarnagóra, Rzepisko et même Lapsze Wyżnie recevaient des bois de construction et de chauffage des forêts de Jaworzyna, étant donné que ces communes ne possédent elles mêmes que de très petites forêts fortement épuisées. Les habitants de ces communes continuérent à recevoir un contingent de bois depuis l'occupation tchéco-slovaque dans la proportion annuelle suivante: Jurgów 800 charettes de bois de chauffage; Czarnagóra 500 charettes de bois de chauffage; Rzepisko 300 charettes de bois de chauffage; les autres communes réunies environ 400 — 6000 charettes y compris les communes galiciennes avosinantes comme: Brzegi, Bukowina, Białka et Groń situées sur la rivière Białka sortant de Jaworzyna. — En plus toutes les communes citées et principalement Jurgów et Czarnagóra recevaient annullement de 350 à 500 m. de bois de construction, de 3 à 4000 m. de bois d'usage et 300 charettes de broussailles. De cette façon ces communes recevaient tout le bois leur étant nécessaire de Jaworzyna. Si on les en sépare, il en résulterait une véritable catastrophe, dont les habitants eurent déjà la preuve cette année puisque le chauffage leur manqua en hiver.

6. Gains. Les habitants de Jurgów, Czarnagóra et Rzepisko misérables villages montagnards, ne sont pas en état de subvenir à leurs besoins par le seul travail sur place, aussi depuis un temps immémorial ils augmentent leurs revenus par le travail forrestier à Jaworzyna. Le total du gain annuel tiré des forêts de Jaworzyna par les

habitants des communes en question, présentait en 1914 les chiffres suivant: Jurgów 75 — à 80.000 couronnes, Czarnagóra 35 à 40.000 cour. Rzepisko 14 à 18.000 cour. Si l'on compare ces chiffres avec le prix actuel ils représenteront une quizaine de milions de marks, rien que pour ces 3 communes. En plus des gains obtenus de l'administration de Jaworzyna auquels se rapportent les chiffres précités, les habitants des communes mentionnées touchérent encore de fortes sommes payées par les entrepreneurs, s'occupant de l'exploitation des forêts et du transport des bois de Jaworzyna. La maison Glesinger paya aux habitants de Jurgów, Czarnagóra et Rzepisko 318.000 couronnes tchéques durant l'hiver de 1920 et leur procura en plus des vivres, ce qui fut ensemble d'un grand secours pour la vie de ces communes. En plus, elles gagnèrent pour le transport des produits de la fabrique de papier de Jaworzyna, dans le dernier temps on payait 200 couronnes tchéques par charette. Tous ces gains disparaîtraient par la séparation de Jaworzyna et la population serait menacée de misère et de faim. Par contre l'administration des biens de Jaworzyna ne peut se passer de la main d'oeuvre de cette population laborieuse la plus rapprochée des moyens de transport les mieux établis. La séparation d'avec ces communes presentérait donc une impossiblité pour Jaworzyna de continuer tout travail rationnel.

7. *Communications*. Ainsi qu'un coup d'oeil sur la carte le démontre Jaworzyna située à 993 m. au dessus du niveau de la mer, se trouve à la jointure de deux grandes vallées des Tatras: Biała Woda et Jaworzyna, ouvertes et s'abaissant, au Nord vers la Pologne, au Sud et à Sud-Est Jaworzyna est séparée du territoire tchécoslovaque par la haute et impraticable chaîne centrale des Tatras hauteur moyenne 2.300 m. s'étendant depuis les Rysy jusqu'aux Tatras Bielskie et la plus proche possession tchéco-slovaque du côté de la frontière Est est Zar, qui cotoie le haut sommet de Jaworzynka côte 1464 et 1132, ainsi que le commencement de la chaîne de Magóra Spiska, côté 1216 traversée par un seul et mauvais chemin allant de Jaworzyna en Tchécoslovaquie par de nombreux sentiers contournés et abruptes. Jaworzyna est donc separée de la Tchéco-Slovaquie par des hautes montagnes, tandis que vers la Pologne s'ouvre la vallée de la rivière Białka qui la réunit d'une manière facile et naturelle, par un chemin égal et légérement incliné avec Jurgów (769 m.) au dessus du niveau de la mer, Czarnagóra (environ 700 m.), et d'autres villages de la partie du Spisz attribués à la Pologne. Jaworzyna est aussi réunie par Białka à Nowy Targ (environ 600 m.), ce qui forme un centre proche et naturel d'administration et de travail pour Jaworzyna qui est éloignée d'environ 30 kilom. de Nowy Targ. En plus une très bonne chaussée conduit de Jaworzyna à Zakopane en Pologne (21 kil. de distance) ce qui lui crée aussi un point d'appui économique très rapproché. Grâce à ces mêmes facilités de communication, le transport des produits de Jaworzyna et principalement des bois, est seulement facile et possible sur une grande echelle, au Nord

en Pologne. La preuve en est entre autre, dans le fait que les maisons commerciales exploitant aujourd'hui les bois de Jaworzyna ont à faire avec de grandes difficultés pour transporter ces bois en Tchéco-Slovaquie à tel point qu'elles ont le projet d'installer un funiculaire pour traverser les montagnes entre Zar et Jaworzynka. Ces difficultés de communications se reflètent facheûsement sur l'effective production des bois et sur leur valeur sur place, et par suite diminue le profit de l'administration seigneuriale aussi bien que celui des villages avoisinants. Si on conserve la ligne frontière du Conseil des Ambassadeurs il en résultera pour Jaworzyna d'être séparée du monde vu les difficultés de communication, si au contraire elle est réunie à la Pologne, sa situation changera et par cela même son existence s'ameliorera, ce que nous prouverons par les paragraphes suivants.

8. *Avenir économique de Jaworzyna.* Jaworzyna comme localité située sur le pitoresque versant du coté Nord des Tatras, au milieu de splendides forêts de pins et de sapins, à une grande hauteur audessus du niveau de la mer, jouit de l'excellent climat des hautes montagnes et possède toutes les qualités nécessaires pour une station climatérique. Pourtant étant presque entièrement séparée de la Tchéco-Slovaquie au point de vue des comunications et d'autres part, vu l'existence de toute une série (environ 10) de localités climatériques de l'Est et sur le versant méridional des Tatras se trouvant incorporées à la Tchéco-Slovaquie (Jaskinie Bielskie, Łomnica Tatrzańska, Szmeks etc.), Jaworzyna n'aurait pour l'avenir aucune chance de développement dans cette direction si elle restait attribuée à la Tchéco-Slovaquie. La certitude de ce que nous avançons provient du fait, que les stations climatériques situées dans les Tatras méridionales et que nous venons de citer, ont éprouvé une grande baisse de fréquentation depuis leur réunion à la Tchéco-Slovaquie et restent vides, malgré leurs bonnes communications avec ce pays, ce qui résulte de ce qu'elles font partie actuellement d'un petit état qui possède de nombreuses localités climatériques hors des Tatras. Bien au contraire, si Jaworzyna est réunie à la Pologne avec laquelle elle est liée sous les rapports géographiques et économiques et où il n'existe jusqu'à présent que Zakopane comme station climatérique dans les Tatras, insuffisante donc pour les besoins de la Pologne, qui est deux fois si grande que la Tchéco-Slovaquie, il est évident qu'un grand avenir comme station climatérique est destiné à Jaworzyna. Donc si cette localité reste attribuée à la Tchéco-Slovaquie ce sera non seulement lui faire du tort à elle même et aussi aux habitants des communes avoisinantes, mais encore à la Pologne entière qui se trouvera privée de localité climatérique dans la haute montagne. Au contraire la réunion de Jaworzyna à la Pologne lui assurera ainsi qu'aux communes voisines un grand développement économique et pour nous Polonais, ce serait d'une immense importance au point de vue sanitaire et hygiénique.

9. *Rapports avec l'Eglise.* Jaworzyna appartient à la paroisse de Jurgów, ou ses habitants doivent remplir leurs devoir religieux. Jawo-

UNIWERSYTET JAGIELLOŃSKI
ZAKŁAD PRAWA MIĘDZYNARODOWEGO
PUBLICZNEGO

rzyna étant séparée de Jurgów, ses habitants en auront un grand préjudice puisque la plus proche paroisse sur le territoire Tchéco-Slovaque est Zar, situé sur les hautes montagnes et fort éloigné. Une aussi petite commune que Jaworzyna n'est pas en état d'entretenir une paroisse particulière. Jurgów de même, est lésé sous les rapports d'Eglise par la séparation de Jaworzyna étant donné que le propriètaire de cette localité est le protecteur attitré de la paroisse de Jurgów et a l'obligation de fournir le bois de construction pour les réparations de l'Eglise et du presbytère.

10. *Volonté de la population.* Tout ce que nous venons de citer, présente un noeud d'intérêts économiques et réciproques absolument indivisibles entre Jaworzyna d'une part et Jurgów, Czarnagóra et Rzepisko de l'autre, de sorte que si l'on sépare ces communes et principalement Jaworzyna de Jurgów tous les habitants en souffriraient profondément, se sentant également tous d'origine polonaise depuis le premier temps.

Les habitants de Jurgow protestèrent énergiquement, sitôt après avoir appris la décision du Conseil des Ambassadeurs, les séparant de Jaworzyna et ceci en envoyant une délégation spéciale à la Commission Plébiscitaire interalliée pour Spisz et Orava afin de déposer entre leurs mains une protestation écrite. Plus tard, à chaque occasion qui se présentait, les habitants de Jurgów affirmèrent soit par écrit, soit verbalement, leur absolue volonté de ne pas être séparés de Jaworzyna, appuyant sur le fait, que le contraire serait pour eux ainsi que pour les habitants des communes de Czarnagóra et de Rzepisko une complète ruine économique.

Bien que le territoire de Jaworzyna soit assez étendu en rapport avec le territoire de Spisz attribué à la Pologne, la soussignée délégation polonaise appelle attention sur le fait que sur ce territoire présentant 14.415 arpents, il y a 6.129 arpents inutiles sous forme de rochers et de graviers de montagnes. Pour le restant des terres il y a 5.713 arpents de forêts 2.159 arpents de pâturage, 364 arpents de prairies et 56 arpents de terres labourables. En plus la localité de Jaworzyna compte environt 300 habitants ce qui est peu. Jaworzyna appartient aux biens du Prince Hohenlohe, situés vers la moitié des Tatras, elle a toujours constitué une unité administrative spéciale. La même chose peut donc se reproduire, si elle vient a être éliminée du reste des propriétés du Prince Hohenlohe, d'autant plus que le conseil supérieur a observé qu'il n'y avait aucune difficulté à ce que Jaworzyna soit séparée du reste des possessions du Prince Hohenlohe, puisque comme frontière plébiscitaire pour Spisz on a reconnu entre autres la propre limite de Jaworzyna.

La Délégation polonaise peut à chaque instant présenter à la Commission les preuves des causes, documents, déclarations etc. cités à l'exception des documents et cartes se trouvant du coté tchécoslovaque. Les localités et bureaux tchécoslovaques cités dans ces documents sont indiquées avec la plus grande exactitude dans la proposition présente de la Délégation polonaise.

N-o 13.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.

Procès verbal № 15 de la séance du 23 avril 1921 de la Commission de Délimitation de la frontière Polono-Tchécoslovaque.

PROCÈS VERBAL № 15.

Séance du 23 avril 1921.

La séance est ouverte à 11 heures sous la Présidence du Lieutenant-Colonel UFFLER.

Sont présents:

Grande-Bretagne — Lieutenant-Colonel CAREY — Commissaire.
France — Lieutenant-Colonel UFFLER — Commissaire.
Italie — Lieutenant-Colonel PELLICELLI — Commissaire.
Japon — Commandant TSUCHIYA — Commissaire.
Pologne — M. le Docteur ROSTEK — Commissaire.
M. l'Ingénieur FILASIEWICZ — Com.-Adjoint.
M. le Docteur GOETEL — Com.-Adjoint.
État Tchécoslovaque — M. l'Ingénieur ROUBIK — Commissaire.
Lieutenant-Colonel SPACEK — Com.-Adjoint.

Assistent également à la séance:

Pologne — Capitaine ROMANISZYN — Attaché militaire pour le Spisz et l'Orava.
État Tchécoslovaque — Colonel BILY — Réprésentant du Ministère de la Défense Nationale.
M. SRB — Adjoint technique.

Le Président prie le Commissaire de la Grande-Bretagne de bien vouloir mettre les membres de la Commission au courant des négociations.

Le Lieutenant-Colonel CAREY exprime ses remerciements aux membres des Délégations des Puissances Intéressées pour la bonne volonté qu'ils ont montré au cours de la dernière semaine en vue d'arriver à un accord et le Président remet à chacun des membres de la Commission un exemplaire du texte des questions qui vont être posées.

Le Président donne lecture de la première de ces questions:

„La frontière suivra-t-elle, dans les parties non déterminées par vote de son tracé dans le territoire de Teschen, la ligne définie par la Décision des Principales Puissances alliées du 28 juillet, avec les modifications à cette ligne (Cantory et Hrczawy) portées en vert sur le calque B 2 présent, contresigné par tous les Commissaires, étant entendu qu'une compensation resté due à la Pologne pour le changement apporté dans la ligne de Miserau au tracé défini par la Décision du 28 juillet".

Le Président communique aux Commissaires la calque mentionnée, dont il fait remarquer la conformité avec le texte, et propose qu'on vote à main levée sur la question précédente.

Le Lieutenant-Colonel CAREY exprime le désir qu'on vote en même temps sur les deux questions préparées.

Le Lieutenant-Colonel PELLICELLI acquiesce, en faisant remarquer que, de toute façon, le plus simple sera de voter à main levée. Il propose encore que le croquis avec les modifications au tracé de la frontière dans la région Orava soit signée séance tenante par tous les Commissaires et annexé au Procès-Verbal de la séance.

La proposition est acceptée.

Le Président donne alors lecture de la seconde question „la frontière d'Orava sera-t-elle fixée de manière qu'elle laisse les communes de Sucha Hora et Hladovka à la Tchécoslovaquie, et la commune de Dolni Lipnica à la Pologne, à l'exception d'une partie de cette commune se trouvant au Sud-Ouest de la ligne passant en général par la côte 597, les maisons de Dupalowka et la côte 809 (Krivań) qui reste à l'État Tchécoslovaque".

Le Président propose qu'on vote à main levée sur les deux questions précédentes.

Monsieur ROUBIK attire l'attention des Commissaires sur certaines questions se rapportant à la frontière décrite que la Délégation tchécoslovaque serait désireuse de voir dés maintenant résolues dans un sens déterminé.

Le Lieutenant colonel CAREY observe que l'accord était réalisé la veille sur le texte proposé, et cela après toute une semaine de laborieuses négociations entre les Commissaires des Puissances intéréssées eux-mêmes; il espère donc, ajoute-t-il, qu'on ne va pas revenir sur cet accord.

Le Colonel SPACEK fait remarquer qu'il n'a pas pris part aux négociations de la veille.

Monsieur ROUBIK explique au Commissaire adjoint de l'État tchécoslovaque que les questions qui le préoccupent ont déjà été soule-

vées la veille, mais que le Commissaire de la Grande Bretagne a jugé qu'il s'agissait là de questions de détails dont le réglement était réservé suivant le texte par l'insertion du terme: en général.

On passe au vote sur l'ensemble des deux questions posées.

Résultat du vote:

A l'unanimité des voix OUI.

Monsieur FILASIEWICZ, au nom de la Délégation polonaise, donne lecture de la déclaration suivante:

„La Délégation polonaise relève avec un certain plaisir qu'il s'est montré possible d'apporter, par voie de conciliation, quelques modifications au tracé de la ligne frontière, modifications dont elle reconnait l'utilité au point de la sauvegarde des intérêts économiques locaux de la population limitrophe. Pour sauvegarder ces intérêts, elle n'a pas reculé devant des sacrifices considérables. Elle a voté pour la proposition de la Commission, reserve faite que le même esprit de conciliation préside à la discussion du troisième secteur de la frontière, ou la Pologne compte fermement obtenir par voie d'échange sa frontière naturelle à Jaworzyna, commune dont dépend économiquement l'existence de cinq communes du Spisz attribuées à la Pologne".

Le Président: „Messieurs les Commissaires alliés espérent également que cet esprit de conciliation interviendra au moment de la question du Spisz. Cette question du Spisz ne pourra venir en discution qu'au moment ou l'accès du terrain sera possible; Messieurs les Commissaires alliés ont en effet le désir d'étudier sur place les conditions économiques locales avant de soumettre les résultats de leurs études à la Décision de la Conférence des Ambassadeurs. Il reste bien entendu que, conformèment aux proscriptions de la Décision du 28 juillet article 11, les modifications qui viennent d'être votées seront soumises à la Décision de la Conférence des Ambassadeurs ainsi d'ailleurs que les autres modifications de détails dont les travaux sur le terrain feraient ressortir l'opportunité.

Monsieur ROUBIK demande des éclaircissements sur ce dernier point.

Le Lieutenant Colonel CAREY observe que l'approbation par la Conférence des Ambassadeurs des modifications votées constitue simplement une formalité.

Le Lieutenant Colonel PELLICELLI donne au Commissaire de l'État tchécoslovaque l'assurance que les modifications de détails à intervenir seront approuvées sans aucun doute; il est d'ailleurs logique poursuit-il de soumettre ces modifications à l'approbation de la Conférence des Ambassadeurs, assimilant ainsi à la ligne frontiére déterminée par la Décision du 28 juillet le tracé qui vient d'être voté, puisqu'on a inséré dans le texte correspondant le terme: en général.

Le Colonel SPACEK exprime l'avis ou il serait préférable de supprimer ce terme: en général en le remplaçant par les précisions sur les quelles les Délégations intéressées sont déjà d'accord.

Le Lieutenant Colonel PELLICELI répond que cela ne serait pas pratique, des rectifications ultérieures étant à prévoir: il cite à l'appui de sa thèse le cas qui s'est produit pour la Délimitation de la frontière austro-tchécoslovaque dans la région de Feldsberg.

Le Président se déclare convaincu qu'au cas où les Commissaires Intéressés conviendraient séance tenante des détails sur carte, ils seraient encore obligés de procéder à des changements dont la nécessité serait relevée par l'exemption des travaux sur le terrain; il propose finalement la solution suivante: soumettre le tracé qui vient d'être voté à la Décision de la Conférence des Ambassadeurs, en lui demandant de vouloir bien autoriser la Commission à trancher elle-même au sujet de toutes les rectifications de détails dont le piquetage pourra faire ressortir l'opportunité.

La Commission se rallie à cette proposition.

La séance est levée à 11 heures 45.

N-o 14.

Le lieutenant-colonel Uffler, président de la Commission de Délimitation de la frontière Polono-Tchécoslovaque, à Messieurs les Commissaires de la Pologne et de l'État Tchécoslovaque, dans ladite Commission.

Moravska Ostrava, le 3 juin 1921.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.
№ 114 C.

Les propositions de modifications au tracé de la frontière dans le territoire de l'Orava définies par la Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920 ont été approuvées par la Conférence des Ambassadeurs;

dans le but de permettre aux populations de la région de l'Orava de bénéficier, sans plus tarder, des avantages du nouveau tracé, et aussi pour faciliter l'exécution des travaux de délimitation, la Commission, s'appuyant sur les Décisions de la Conférence des Ambassadeurs du 30 octobre et du 6 novembre 1920, a décidé, dans sa séance du 2 juin 1921, de l'utilité de l'occupation, sans plus tarder par chacun des États intéressés des territoires à lui attribués dans la région de l'Orava.

J'ai en conséquence l'honneur de vous demander au nom de la Commission de bien vouloir faire auprès de votre Gouvernement toutes démarches utiles pour que, dans le plus bref délai, à un jour à fixer d'accord entre les deux gouvernements intéressés, le 15 juin si possible, la ligne de démarcation actuelle du territoire de l'Orava soit reportée de part et d'autre à la ligne frontière votée par la Commission dans la séance du 23 avril 1921 et précisée dans ses détails dans la séance du 2 juin 1921.

(—) UFFLER.

N-o 15.

M. S. J. Bratkowski, Commissaire polonais auprès de la Commission de Délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque, au lieutenant - colonel Uffler, président de ladite Commission.

Mor. Ostrawa, le 21 juillet 1921.

Monsieur le Colonel,

C'est non sans étonnement que j'ai pris connaissance de votre lettre m'informant du renvoi de la question du règlement de la frontière dans le Spisz à la Conférence des Ambassadeurs.

Je prends la liberté de constater que cette question n'avait pas fait jusqu'à présent l'objet des délibérations plénières de la Commission, ce qui en dehors des vices de forme me fait supposer que cette démarche de Messieurs les Commissaires des Puissances alliées aura été prématurée. La discussion engagée par écrit entre les Commissaires des États intéressés s'est limitée jusqu'à présent à un simple échange préliminaire d'arguments et j'ai pourtant certaines raisons de soutenir avec conviction qu'un échange ultérieur d'idées aurait dû aboutir à un accord et à l'acceptation du projet polonais par le Commissaire tchéque. Une fois cependant que la question aura été déférée à une instance supérieure tous autres pourparlers directes pourront à bon droit, être reconnus par le Commissaire tchéque comme superflus.

Je me permets, Monsieur le Colonel, d'attirer votre attention sur le fait que mon prédecesseur avait eu l'honneur de faire à la séance en date du 23 avril la déclaration que, le Commissaire polonais a voté pour la proposition de la Commission, reserve faite que le même esprit de conciliation préside à la discution du troisième secteur de la frontière, ou la Pologne compte fermement obtenir par voie d'échange sa frontière naturelle à Jaworzyna, commune dont dépend économiquement l'existence de cinq communes de Spisz attribuées à la Pologne.

Etant donné qu'à l'heure qu'il est la question doit être résolue par un jugement supérieur et non pas par un accord je crois nécessaire d'observer que l'accord une fois limité a des conditions purement favo-

rables pour la partie opposée, la Pologne se trouve privée d'intérêt dans l'établissement de la frontière actuelle, frontière tracée sous l'influence de facteurs bien divers et qui par conséquent ne constitue pas un tout logique.

D'autre part la frontière créant à la population limitrophe des conditions d'existence impossibles, le gouvernement polonais peut être astreint à renoncer entièrement aux compromis déjà conclus. Il n'existe pas de gouvernement qui puisse agir contre l'opinion publique et le cas échéant, il serait difficile au gouvernement polonais d'expliquer à celle-ci son concours dans une action prédestinée à subir un échec.

Ne désirant en rien préjuger l'attitude du gouvernement polonais dans cette question, j'ai cru cependant de mon devoir, Monsieur le Colonel, d'attirer votre attention sur les suites qui peuvent résulter de l'abandon par Messieurs les Commissaires alliés de l'idée d'une entente.

Dans ces conditions je me suis vu obligé de retirer la proposition que j'avais présentée à mon Gouvernement concernant le placement des garde - frontières sur la nouvelle ligne dans le Duché de Cieszyn et dans la région d'Orava établie conformément au compromis conclu en avril.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Colonel, pour vous transmettre mes assurances de très haute considération.

signé: (—) *S. J. BRATKOWSKI.*

N-o 16.

Accord politique entre la République polonaise et la République tchécoslovaque.

Le 6 novembre 1921 la République polonaise et la République tchécoslovaque ont signé à Prague un accord politique, dont l'annexe est suivant:

Annexe.

Dès la signature du présent accord, les deux parties Contractantes s'engagent à mettre en exécution les mesures spéciales qui suivent:

suit article A) lequel contient la clause concernant le réglement des droits des minorités sur l'ancien territoire plébiscitaire de Cieszyn, Spisz et Orawa.

B) Le réglement dans un délai de six mois par l'entente directe et amiable des deux Gouvernements de la question de la commune de Jaworzyna.

Fait en double exemplaire à Prague, le 6 novembre 1921.

(—) Konstanty SKIRMUNT.

(—) Dr. Edvard BENES.

N-o 17.

M. Jules Cambon, président de la Conférence des Ambassadeurs à M. M. Zamoyski, Ministre de Pologne à Paris.

Paris, le 6 décembre 1921.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président.

Monsieur le Ministre,

La Conférence des Ambassadeurs a été saisie d'un différend qui s'est produit entre les Commissaires polonais et tchéco-slovaque au sujet du tracé de la frontière dans la région du territoire de Spisz. Cette frontière a été fixée par une résolution de la Conférence des Ambassadeurs datée du 28 juillet 1920 et concernant les trois territoires de Teschen, Orawa et Spisz.

Dans les régions de Teschen et de l'Orawa, des modifications de détails établies avec l'assentiment unanime des Commissaires et approuvées par la Conférence ont été apportées au tracé tel qu'il était défini par la Résolution, mais les Commissaires ne sont pas, jusqu' à présent, arrivés à un accord semblable au sujet du tracé de la région de Spisz.

La Conférence des Ambassadeurs a examiné avec le plus grand soin les arguments économiques présentés à l'appui des thèses en présence et a porté egalement son attention sur l'intérêt militaire qui pouvait être attaché à cette question; mais, ne pouvant revenir sur une décision antérieure, elle a décidé qu' aucune modification ne saurait être apportée au tracé de la frontière telle qu'elle est définie par la Décision du 28 juillet à moins qu'un accord amiable n'intervienne entre les intéressés.

Il serait donc à souhaiter que les gouvernements polonais et tchéco-slovaque continuent leurs négociations sur ce point dans le plus large esprit de conciliation et en vue de réaliser très prochainement une entente. Il y aurait, en effet, le plus grand intérêt à ce que cette question fut rapidement réglée; tant au point de vue du sort des populations voisines

de la frontière qu'à celui des frais engagés par la prolongation des travaux de la Commission.

Afin de limiter la durée de ces négociations, la Conférence des Ambassadeurs a décidé de laisser aux gouvernements polonais et tchécoslovaque le délai jusqu'au 15 janvier 1922 pour conclure leur entente Si, à cette date, aucun accord n'est intervenu la Commission procédera sans retard à l'abornement de la frontière telle qu'elle est définie par la Résolution de la Conférence en date du 28 juillet 1920.

A l'heure actuelle, dans les territoires de Teschen et de l'Orawa, la détermination du tracé de la frontière polono-tchécoslovaque est donc entièrement terminée et l'abornement de cette frontière est presque achevé; au contraire, dans le territoire de Spisz, le tracé reste encore à fixer, en conséquence la Conférence des Ambassadeurs tient à rappeler aux gouvernements polonais et tchéco-slovaque qu'ils sont invités à procéder aux évacuations et aux occupations de terrains nécessaires pour établir leurs postes le long de la frontière dans les régions où celle-ci a été définie par la Commission de Délimitation et approuvée par la Conférence. Cette mesure s'impose d'autant plus qu'il y a lieu, le plus tôt possible, de charger les deux États intéressés de la surveillance et de l'entretien des bornes déjà placées et de faire bénéficier les particuliers et les communes limitrophes de la frontière des avantages et des sécurités que celle-ci leur confère.

Cependant, comme la Conférence des Ambassadeurs tient à ne pas entraver des négociations qui pourraient porter sur des échanges de territoires en un point quelconque de la frontière dans les régions de Teschen, Orwa et Spisz, elle a décidé de ne pas mettre les deux gouvernements intéressés devant une situation de fait en rendant sa décision immédiatement exécutoire; c'est pourquoi la Conférence a fixé au 15 janvier la date à laquelle l'évacuation et l'occupation des territoires par les gouvernements intéressés devra être terminée.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) Jules CAMBON.

N-o 18.

12 décembre 1921.

Légation de Pologne
à Prague.

M. E. Piltz, ministre de Pologne à Prague à M. E. Bénès, président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères.

Monsieur le Président,

Par un télegramme que j'ai reçu aujourd'hui M. Skirmunt m'apprend que la Conférence des Ambassadeurs nous a invité d'accélérer la solution de la question de Jaworzyna par l'entente des deux Gouvernements jusqu'au 15 janvier, stipulant que dans le cas contraire elle devrait résoudre elle-même cette question.

En considération de ce fait et vu l'article B de l'Annexe à l'Accord dont l'exécution serait entravée sinon même rendue impossible par la courte durée du terme précité, M. Skirmunt me prie de vous proposer, Monsieur le Président, de bien vouloir procéder à une démarche simultanée auprès de la Conférence des Ambassadeurs pour obtenir la prolongation du délai en question jusqu'au 6 avril, date prévue par l'Accord du 6 novembre.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération et de mon entier dévouement.

(—) *E. PILTZ.*

N-o 19.

M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris à M. J. Cambon, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 17 décembre 1921.

Monsieur le Président,

Par sa note du 6 décembre ct., la Conférence des Ambassadeurs a bien voulu communiquer au gouvernement polonais, par mon intermédiaire, sa décision qui tout en admettant le principe d'un réglement de la question de la frontière entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, dans le territoire du Spisz par voie d'une entente directe entre les deux gouvernements intéressés fixe un terme aux négociations ayant pour but la conclusion de l'accord définitif à ce sujet, à la date du 15 janvier 1922.

Tout en appréciant les motifs exposés dans la note en question, le gouvernement polonais a chargé, la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix d'attirer l'attention de la Conférence des Ambassadeurs sur le fait que l'accord politique qui vient d'être conclu entre le gouvernement polonais et le gouvernement tchécoslovaque, contient, une clause spéciale concernant la délimitation de la frontière dans le territoire de Spisz et spécialement de Jaworzyna. Cette clause stipule que cette question sera réglée directement et à l'amiable entre les deux gouvernements intéressés dans un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du dit traité.

Or, cette stipulation fut insérée dans le traité après de longues négociations entre les représentants des deux parties qui, ont reconnu ce délai indispensable afin que l'accord puisse se faire dans l'esprit de conciliation le plus large.

En outre, la Délégation polonaise se permet d'invoquer une circonstance d'ordre technique qui plaide en faveur de la prolongation du délai fixé par la Conférence des Ambassadeurs, et notamment que la Commission interalliée chargée de délimiter la frontière dans la région de Spisz a été obligée d'interrompre depuis plusieurs semaines, ses tra-

vaux à cause de l'hiver très rigoureux dans ce pays montagneux où sur des altitudes variant entre 1200 à 2.000 m. la neige atteint une profondeur de plus de deux mètres. Les travaux de la Commission ne pourront être repris avant le commencement du printemps prochain, ce qui coincide à peu prés avec le délai fixé dans l'accord polono-tchéque.

C'est pourquoi la Délégation polonaise à la Conférence de la paix a l'honneur de prier la Conférence des Ambassadeurs de bien vouloir prolonger le délai fixé dans sa note du 6 décembre ct. jusqu'à la date du 6 mai 1922, comme le prévoit le traité conclu entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

(—) *ZAMOYSKI.*

N-o 20.

M. E. Piltz, ministre de Pologne à Prague à M. E. Bénès, président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères de Tchécoslovaquie.

Prague, le 19 décembre 1921.

Légation de Pologne
à Prague.
№ 1169.

Monsieur le Président,

Je suis chargé par M. Skirmunt, Ministre des Affaires Étrangères, de saisir Votre Excellence au sujet de l'exécution de l'article de l'Accord politique, conclu entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, relatif à la question de Jaworzyna (Annexe art. B).

Etant donné que l'article mentionné prévoit que cette question doit être „réglée dans un délai de six mois par l'entente directe et amiable des deux Gouvernements", mon Gouvernement considére qu'il convient de l'aborder dans le plus bref délai. En dehors des raisons directes, dont s'inspire mon Gouvernement, il sied d'éviter toutes raisons susceptibles d'éveiller la sensibilité de l'opinion publique préoccupée par le fait que six semaines s'étant déja écoulées depuis la signature de l'Accord, rien encore n'a été entrepris qui puisse signaler l'ouverture des pourparlers entre les deux Gouvernements par rapport à une entente dans la question de Jaworzyna.

Fort de la conviction que Votre Excellence de son point de vue reconnait aussi comme indispensable d'accélérer l'exécution de l'article précité de l'Accord relatif à Jaworzyna, M. Skirmunt me demande de vous proposer Monsieur le Président, qu'une commission spéciale d'études soit convoquée pour examiner toutes les questions politiques, juridiques et techniques afin de chercher les solutions pratiques du problème. Cette commission, après avoir achevée ses travaux, remettrait tous les éléments réunis entre les mains des Ministres des Affaires Étrangères des deux États aux fins de prendre une décision com-

mune et définitive correspondant aux termes de l'Accord qui prévoit l'entente directe et amiable entre les deux Gouvernements.

Cette Commission se composerait de six membres, trois représentants de la Tchécoslovaquie et trois de la Pologne. Les experts militaires pourraient être, le cas échéant, consultés, notamment un représentant de chaque coté.

Le gouvernement polonais se propose d'inviter comme membres de la commission: M. Auguste Zaleski, directeur du Département politique au Ministère des Affaires Étrangères, M. le professeur Dr. Valery Goetel et M. Léon Babiński, conseiller juridique adjoint du Ministère des Affaires Étrangères.

Dans l'espoir que cette proposition agréera votre assentiment, je vous prie de recevoir Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération et de mon entier dévouement.

(—) E. PILTZ.

N-o 21.

Ministère des Affaires Étrangères de la République tchécoslovaque à la Légation de la République polonaise à Prague).*

En réponse à la lettre de Monsieur le ministre Piltz du 12 décembre 1921, le Ministère des Affaires Étrangères a l'honneur de communiquer que la Légation tchécoslovaque à Paris, a reçu l'ordre de s'adresser à la Conférence des Ambassadeurs aux fins de renvoyer la décision au sujet de Jaworzyna et ce vu l'accord entre la Pologne et la Tchécoslovaquie du 6 mai 1922.

Le Ministère des Affaires Étrangères saisit l'occasion, pour présenter à la Légation de Pologne les assurances de sa haute considération.

Prague, le 27 décembre 1921.

(L. S.).

---

*) Lettre originale dans la langue tchécoslovaque.

N-o 22.

M. A. Briand, président de la Conférence des Ambassadeurs à M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.

Paris, le 29 décembre 1921.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président.

Monsieur le Ministre,

Par lettre, en date du 17 décembre 1921, wous avez bien voulu signaler à la Conférence des Ambassadeurs que l'accord signé le 6 novembre 1921 entre la Pologne et la Tchéco - Slovaquie contient une clause spéciale par laquelle les Gouvernements polonais et tchéco - slovaque s'engagent à régler à l'amiable dans un délai de six mois, à partir du 6 novembre 1921, la question de la délimitation de la frontière entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie dans le territoire de Spisz et spécialement dans la région de Jaworzyna. Vous demandez, en conséquence, à la Conférence de vouloir bien prolonger jusqu'au 6 mai 1922 le délai dont elle avait primitivement fixé le terme au 15 janvier 1922.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Conférence des Ambassadeurs, soucieuse de faciliter de toutes manières un réglement de la question également acceptable pour les deux États intéressés, a décidé de donner satisfaction au désir exprimé par votre Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) *A. BRIAND.*

N-o 23.

Le Ministère des Affaires Étrangères de la République tchécoslovaque à la Légation de Pologne à Prague).*

Conformément à l'accord survenu entre le Président du Conseil des ministre tchécoslovaque, M. le Dr. Edouard Bénès et le Ministre Plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de la République polonaise M. Erasme Piltz, le Ministère des Affaires Étrangères a l'honneur de communiquer que MM. Igor Hrusovsky, député, Dr. Lubos Niederle, professeur, Dr. J. Pantoflicek et Dr. Juraj Slavik ont été nommés membres tchécoslovaques de la Commission instituée pour examen de la question de Jaworzyna, et ont commencés leurs travaux dès aujourd'hui.

Le Ministère des Affaires Étrangères saisit l'occasion pour présenter à la Légation de Pologne les assurances de sa haute considération.

Prague, le 23 février 1922.

(L. S.).

---

*) Lettre originale dans la langue tchécoslovaque a la teneur suivante:

Ministerstvo Zahraničnich Věci
Československé Republiky
Presidium
Č. j. 23232/II/22.

Vzhledem k úmluvě mezi ministerským předsedou panem Dr. Ed. Benešem a plonomocným ministrem a mimořádným vyslancem panem E. Piltzem, dovoluje si ministerstvo zahraničnich věci sděliti, že československými členy komisse k studiu otázky Javořinské byli jmenováni páni: poslanec Igor Hrušovský, Dr. Luboš Niederle, prof. Dr. J. Pantofliček a Dr. Juraj Slavik, kteři dnešniho dne započali svoji práci.

Ministerstvo zahraničnich věci používá současně této přilezitosti aby vyslovilo polskému vyslanectvi výraz své hluboké úcty.

V Praze, dne 23 února 1922.
(L. s.)

Polskému Vyslanectvi
Praze

N-o 24.

M. E. Piltz, ministre de Pologne à Prague à M. le Dr. E. Bénès, président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères à Prague.

7 mars, 1922.

Monsieur le Président,

Je viens de recevoir aujourd'hui de M. Skirmunt, ministre des Affaires Étrangères, un télégramme me chargeant de soumettre à Votre Excellence en son nom la déclaration suivante:

Le gouvernement polonais désireux de faciliter et d'accélérer la solution de la question de Jaworzyna, problème qui disproportionnellement à son importance pèse encore toujours sur le sort de l'Accord conclu entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, — s'est décidé d'abandonner la thése qu'il a soutenue jusqu'ici, à savoir: la solution en principe de la question de Jaworzyna devant précéder la convocation de la Commission — et propose au gouvernement tchécoslovaque la formation en commun d'une Commission mixte qui, après avoir étudié en toute compétence et avec une autorité suffisante le fond de la question, élaborerait et présenterait aux deux Gouvernements ses conclusions sur les modalités d'une solution définitive. La Commission s'inspirerait uniquement de la lettre et de l'esprit de l'Accord du 6 novembre 1921, prescrivant la solution de la question de Jaworzyna par l'entente directe et amiable des deux Gouvernements.

En soumettant au jugement de Votre Excellence la proposition de mon Gouvernement, émise ci-dessus, je me permets d'attirer Son attention sur le fait que la formation de la commission projetée polono-tchécoslovaque n'empêcherait aucun des deux Gouvernements d'instituer des commissions particulières pour l'étude préliminaire de la question au point de vue téchnique ou politique.

En fin de son télégramme M. Skirmunt me prie de vous communiquer, Monsieur le Président, que, vu la situation politique générale, il serait d'une importance toute particuliére de régler la question de Jaworzyna le plus promptement possible conformément au projet émis ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération et de mon entier dévouement.

(—) *E. PILTZ.*

N-o 25.

Déclaration de la Commission scientifique polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna.

La Commission scientifique polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna a tenu le 1 avril 1922 une séance au cours de laquelle a été prise à l'unanimité la décision de publier la déclaration suivante:

La Commission exprime son profond regret que la réunion de la Commission mixte polono-tchécoslovaque ne peut avoir lieu au cours de cette semaine (c. à. d. avant le départ de M. le président Bénès pour Gènes), et confirme que chaque semaine venant apporter un délai dans les délibérations communes de la commission Polono-Tchécoslovaque rend la conclusion d'un accord plus difficile en permettant à l'opinion publique de douter de la bonne volonté relativement au réglement amiable de la question de Jaworzyna avant le 6 mai, et s'adresse au Gouvernement avec la demande de réunir au plus tôt ladite Commission, pas plus tard que le 19 ou 20 avril.

Le président de la Commission:

(—) le prof. dr. Stanislas GRABSKI.

N-o 26.

Légation de Pologne à Prague au Ministère des Affaires Étrangères à Prague.

Le 2 avril 1922.

Légation de Pologne
à Prague.

AIDE-MÉMOIRE.

La Légation de Pologne a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires Étrangères que la Commission polonaise pour les négociations au sujet de Jaworzyna s'est réunie et s'est formellement constituée à Varsovie le 25 mars a. c. Le prof. Stanislas Grabski, président de la Commission des Affaires Étrangères en a été élu président; M. Stanislas Osiecki, vice-maréchal de la Diète son substitut. Les professeurs Eugène Romer, Ladislas Semkowicz et Walery Goetel en sont membres.

Après avoir étudié les dossiers de la question et examiné toutes les modalités d'une solution possible, la Commission a constaté à l'unanimité avoir réuni tous les éléments nécessaires du problème, et a déclaré qu'ayant complètement établi les lignes directrices d'un arrangement amiable, elle est en demeure d'entamer immédiatement les négociations directes.

Prague, le 2 avril 1922.

N-o 27.

Prague, le 3 avril 1922.

M. E. Piltz, ministre de Pologne à Prague à M. E. Bénès, président de Conseil et ministre des Affaires Étrangères à Prague.

Monsieur le Président,

Trois mois de nos pourparlers directs au sujet de la commission de Jaworzyna n'ont pas abouti à établir le moyen de résoudre cette question. Dans cet état de choses, je me suis permis au cours de notre entretien du 4 février de proposer à Votre Excellence de charger une Commission d'études polono-tchécoslovaque de s'enquérir sur la question et de présenter son opinion et ses conclusions aux deux Gouvernements.

Par sa note Nr. 23232/II/22 du 23 février, le Ministère des Affaires Étrangères a bien voulu m'informer que le gouvernement tchécoslovaque a nommé la commission, composée de MM. Hrušovsky', Niederle, Pantoflíček et Slawik, et que ladite commission a commencé le même jour ses travaux. Quelque temps après, le gouvernement polonais de sa part a nommé une commission analogue, composée de M.le professeur Stanislas Grabski, M. Osiecki, vicemarchal de la Diète et les professeurs Goetel, Romer et Semkowicz, Je n'ai pas manqué d'en informer le Ministère des Affaires Étrangères à Prague.

Le 6 mai 1922 expire le terme, prévu par l'article B de l'Annexe à l'Accord entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, pour le réglement par l'entente directe et amiable des deux Gouvernements de la question de la commune de Jaworzyna. Il ne reste donc plus qu'un mois pour résoudre définitivement ce problème qui pèse si lourdement sur les relations polono-tchécoslovaques et sur le sort de l'Accord politique.

En considération de ces faits et vu l'imminence du terme prescrit, je suis chargé par ordre de mon Gouvernement de communiquer à Votre Excellence que la Commission polonaise pour les négociations au sujet de Jaworzyna a achevé son travail et qu'elle est en demeure d'entamer immédiatement les négociations directes. Considérant que chaque jour qui retarde cette première réunion de la Commission polono-tchécoslo-

vaque porte une atteinte à l'esprit de l'entente des deux Gouvernements et qu'un nouveau délai ne saurait être justifié par aucune raison plausible,— mon Gouvernement désirerait d'apprendre au plus tôt, par mon intermédiaire, la date précise à laquelle la Commission polonaise pourra venir à Prague pour se mettre en contact avec la Commission tchécoslovaque.

Veuillez, Monsieur le Président, agréer l'assurance de ma très haute considération.

(—) E. PILTZ.

N-o 28.

M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs à M. Zamoyski, président de la Délégation polonaise à Paris.

Paris, le 7 avril 1922.

Conférence des Ambassadeurs.
le Président.

Monsieur le Président,

Le Traité relatif à certaines frontières de l'Europe Centrale; qui a été conclu à Sèvres le 10 août 1920, définit le tracé et prévoit la délimitation d'une partie de la frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, depuis l'Oder jusqu'à un point situé à deux kilomètres au sud de la côte 1335 (Halicz). En ce qui concerne la frontière de la Tchécoslovaquie à l'est du point ci-dessus défini, le Traité a prévu que la délimitation ferait l'objet de stipulations ultérieures.

Ce traité a été signé à Sèvres par l'Empire Britannique la France, l'Italie, le Japon et la Tchécoslovaquie; la Roumanie et l'État serbe-croate-slovène y ont accédé depuis. Il n'a pu encore entrer en vigueur, le nombre des ratifications nécessaires n'ayant pas été réuni. Il en résulte une situation anormale qui présente de nombreux inconvénients en ce qui concerne la déterminaison sur le terrain des frontières définies par ce Traité. Pour faire cesser cet état de choses, à tous points de vue préjudiciable, la Conférence a décidé d'inviter les Gouvernements qui, signataires du Traité de Sèvres, ne l'ont pas encore ratifié à procéder à cette ratification le plus tôt qu'il leur sera possible. La Conférence a en outre, décidé d'inviter le gouvernement polonais à accéder audit Traité et à le ratifier; il ne semble pas d'ailleurs qu'il y ait, pour le gouvernement polonais d'obstacle, puisque la question de l'attribution de la Galicie Orientale et sa délimitation ne sont pas directement envisagées par ce Traité. Le terme „Galicie Orientale" n'y est employé que comme expression géographique.

Dans l'éventualité où ces ratifications ne pourraient être obtenues, la Conférence, soucieuse d'entreprendre dans le plus bref délai, les tra-

vaux de délimitation que le Traité envisage, a décidé de faire procéder à la délimitation des frontières qu'il définit sans attendre la mise en vigueur dudit Traité à condition toutefois' que les deux Gouvernements intéressés par chaque délimitation fassent connaître qu'ils ne voient pas d'inconvénient à ce que ces travaux soient entrepris.

J'ai l'honneur de vous prier, au Nom de la Conférence des Ambassadeurs, de vouloir bien transmettre ce qui précède au gouvernement polonais en lui demandant de faire connaître si, d'une part, il a l'intention d'accéder au Traité de Sèvres et de procéder à sa ratification, et si, d'autre part, il est d'avis que les travaux de délimitation de la partie de frontière polono-tchécoslovaque, définie par l'article 1-èr dudit Traité, peuvent être entrepris.

Je vous serais également reconnaissant de lui faire savoir qu'une démarche analogue a été faite auprès du gouvernement tchécoslovaque.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(—) R. POINCARÉ.

N-o 29.

M. M. Zamoyski, président de la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 11 avril 1922.

Délégation Polonaise
à la Conférence de la Paix.
№ 1070/22.

Monsieur le Président,

Par sa note du 29 décembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs a bien voulu donner satisfaction au désir exprimé par les Gouvernements polonais et tchéco-slovaque en prolongeant jusqu' au 6 mai 1921 le délai fixé dans le but de faciliter un règlement amiable de la question de la frontière entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie dans le territoire de Spisz.

Les deux Gouvernements intéressés se sont mis immédiatement en rapport direct pour aboutir au résultat désiré. Plusieurs questions urgentes se rapportant à la délimitation des territoires de Teschen et d'Orawa sont déjà réglées et les travaux préparatoires en vue d'une solution définitive de la question de Jaworzyna sont commencés.

Les préparatifs à la Conférence de Gènes ainsi que l'absence dans leurs pays respectifs des deux Ministres des Affaires Étrangères, qui prennent part à ladite Conférence ayant arrêté le cours des pourparlers au sujet de Jaworzyna rendent impossible le réglement de cette question dans le délai prévu par la décision de la Conférence des Ambassadeurs.

Vu ce qui précède, la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix a l'honneur de prier la Conférence des Ambassadeurs de bien vouloir prolonger de trois mois le terme qu'elle avait fixé au 6 mai, c'est-à-dire jusqu'à la date du 6 août 1922 La Délégation polonaise tient à déclarer en même temps que le gouvernement polonais, animé du plus vif désir de régler par la voie d'une entente directe et amicale toutes les questions litigieuses avec la République tchéco-slovaque a pleine confiance de pouvoir aboutir dans ce délai à la solution définitive de la question de Jaworzyna.

(—) ZAMOYSKI.

N-o 30.

M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs à M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.

Paris, le 6 mai 1922.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président.

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 11 avril 1922, vous avez bien voulu, d'accord avec le gouvernement tchécoslovaque, demander à la Conférence des Ambassadeurs de prolonger jusqu' au 6 août 1922 le délai accordé par la Conférence aux gouvernements polonais et tchéco-slovaque pour leur permettre de s'entendre directement sur le tracé de la frontière polono-tchécoslovaque dans la région de Jaworzyna.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Conférence des Ambassadeurs ne voit aucun inconvénient à accéder au désir exprimé par votre Gouvernement, et qu'elle a donné des instrutions en conséquence au Président de la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) POINCARÉ.

N-o 31.

M. M. Zamoyski, président de la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 9 mai 1922.

Délégation Polonaise
à la Conférence
de la Paix.

Monsieur le Président,

Par sa note du 7 avril courant la Conférence des Ambassadeurs a invité le gouvernement polonais d'accéder au Traité relatif à certaines frontières de l'Europe centrale, conclu à Sèvres le 10 août 1920. En même temps la Conférence des Ambassadeurs a demandé au gouvernement polonais, si à son avis, les travaux de délimitation de la partie de la frontière polono-tchéco-slovaque définie par l'art. 1-er dudit Traité pouvaient être entrepris sans délai.

D'ordre de son Gouvernement, la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix a l'honneur de porter à la connaissance de la Conférence des Ambassadeurs ce qui suit:

Le gouvernement polonais tout en prenant acte de l'interprétation que la Conférence des Ambassadeurs donne au terme „Galicie orientale" employé dans le dit Traité dans le sens d'une expression géographique se voit néamoins obligé de réserver pour le moment son adhésion au Traité en question.

D'autre part, le gouvernement polonais, se rendant parfaitement compte des incovénients qui résulteraient du prolongement de l'état de choses actuel ne voit aucun obstacle a ce que la délimitation sur place de la frontière polono-tchéco-slovaque ait lieu incessamment dans la partie comprise entre le point de jonction des frontières polonaise, tchéque et roumaine jusqu'au point où la frontière actuelle entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie rejoint l'ancienne frontière austro-hongroise en

Silésie de Teschen, à l'exception des territoires d'Orawa et de Spisz dont la délimitation définitive dépend de l'accord direct entre les Gouvernements polonais et tchéco-slovaque au sujet de Jaworzyna.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(—) ZAMOYSKI.

N-o 32.

Résolution de la Commission scientifique polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna prise à la séance tenue le 21 juillet 1922.

La Commission scientifique polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna*),

au cours de la séance tenue le 21 juillet 1922 a pris, à l'unanimité, la résolution suivante vu que:

le 6 août expire le terme, fixé par le Conseil des Ambassadeurs, de la résolution directe et amiable par la Pologne et la Tchécoslovaquie de la question de Jaworzyna;

vu que la Commission en est venue à la conviction que la partie tchécoslovaque manquait de bonne volonté pour trancher cette question à l'amiable;

et que la Commission voit avec inquiétude la condescendance excessive du gouvernement polonais, ladite Commission de Jaworzyna:

1) exige catégoriquement que le gouvernement demande au gouvernement tchécoslovaque de fixer sans délai la date de la réunion des Commissions, mixtes polonaise et tchécoslovaque, de Jaworzyna afin que, conformément à l'annexe b) à la Convention du 6 novembre 1921, la question de Jaworzyna puisse être réglée à l'amiable avant le 6 août;

2) La Commission est décidée, au cas où ladite date n'aurait pas été fixée dans le plus bref délai possible, de se désister de ses pleins pouvoirs et de publier les motifs de cette démarche.

Le Président de la Commission,

(—) prof. dr. Stanislas GRABSKI.

---

*) Les membres de la Commission sont énumérés dans le document № 33.

N-o 33.

Déclaration de la Commission Scientifique polonaise d'xperts pour la question de Jaworzyna du 6 août 1922.

La Commission Scientifique polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna a tenu le 6 août 1922 une séance au cours de laquelle a été prise à l'unanimité la décision de publier la déclaration suivante:

„Lorsque la Commission Interalliée de Délimitation traçait la frontière sur le territoire plébiscitaire de l'Orava et du Spisz, il est devenu indispensable, vu les intérêts les plus vitaux de la population de la zone—frontière, de rectifier cette frontière par la voie de l'échange de certaines localités, limitrophes. En premier lieu la question se posait pour l'échange de la commune de Jaworzyna, gravitant franchement vers la Pologne, contre les communes de Kacwin et de Niedzica.

Cette question est également devenue l'objet des pourparlers entre les gouvernements, polonais et tchécoslovaque, terminés par la signature de la convention du 6 novembre 1922.

A cette convention se trouve ajoutée un annexe où il est déclaré dès le début que: „A partir du moment de la signature de la présente convention, les deux parties contractantes s'engagent à recupler les décisions spéciales suivantes; „dont le point B stipule: „régler au bout de 6 mois, par la voie d'entente directe et amiable des deux gouvernements, la question de la commune de Jaworzyna".

Conformément à cette déclaration, les gouvernements, polonais et tchécoslovaque, sont convenus de ce que, les deux gouvernements respectifs, convoqueront des Commissions spéciales d'experts, lesquelles, après avoir minutieusement examiné la question, se réuniront en vue d'aboutir en commun à une proposition apte à réglér la question litigieuse. Les Commissions susmentionnées ont été nommées par leurs gouvernements respectifs. Sont membres de la Commission tchécoslovaque: le député Igor Hrusowski, le dr. Lubos Niederle, le professeur dr. Pantoflicek, le dr. Juraj Slavik, le dr. Nemec. La Commission polonaise se compose de MM. le Professeur Stanislas Grabski, député, président de la Commission; le Vice-maréchal de la Diète Constitutionnelle, Osiecki,

suppléant du président, le prof. dr. Valéry Goetel, le prof. dr. Eugène Romer, le prof. dr. Semkowicz en qualité des membres de la Commission; le prof. dr. Henri Arctowski, comme membre, suppléant, et le dr. Romain Kordys et le major Bronislas Romaniszyn, experts. Les travaux préparatoires ayant été terminés par la Commission, le gouvernement polonais, par l'intermédiaire de la Légation de Pologne à Prague, a avisé le gouvernement tchécoslovaque le 2 avril que la Commission polonaise était prête à se rencontrer avec la Commission tchécoslovaque. En même temps M. St. Grabski, président de la Commission polonaise, porta ce qui précède à la connaissance de M. Maxa, ministre plénipotentiaire et, envoyé extraordinaire de Tchécoslovaquie à Varsovie lequel, quelques jours après, a déclaré à M. Grabski que, d'avis du gouvernement tchécoslovaque, il était désirable que les deux Commissions se réunissent à Prague.

Cependant, vu que la Commission tchécoslovaque n'avait pas acheve ses travaux, vu les préparatifs à la Conférence de Gênes ainsi que le départ pour l'étranger de certains membres de la Commission tchécoslovaque et enfin vu les difficultés intérieures, le gouvernement tchécoslovaque ne trouva pas possible que les deux commissions commencent immédiatement leurs travaux. Toutefois, comme le délai de 6 mois prévu par l'annexe B de la convention du 6 novembre, devait expirer, le gouvernement tchécoslovaque consentit à le prolonger de 3 mois consécutifs, c'est-à-dire jusqu'au 6 août 1922. En même temps, à la suite des démarches communes des ministres, polonais et tchécoslovaque, à Paris, la Conférence des Ambassadeurs, du ressort de laquelle était la question, en tant qu'il s'agissait de la délimitation, a également consenti à ajourner sa décision de trois mois.

Cependant, malgré les interventions réitérées, dans le courant de ces trois mois, on n'a pas rénssi à réunir les deux commissions, et cela parce que la partie tchéque trainait les choses en longueur et refusait de fixer le terme de la réunion des Commissions.

Vu le rapprochement du terme du 6 août, la Commission polonaise de Jaworzyna se réunit le 21 juillet dernier et demande catégoriquement au gouvernement polonais d'intervenir immédiatement auprès du gouvernement tchéque pour que celui-ci fixât le terme de la réunion des commissions, polonaise et tchéque de Jaworzyna, de sorte que la question de Jaworzyna puisse être réglée a l'amiable avant le 6 août, conformément à l'annexe b) à la Convention du 6 novembre 1921.

Le 23 juillet dernier M. le Ministre Piltz demande une réponse catégorique quant au terme de la réunion des Commissions, éventuellement de quelle manière le gouvernement tchécoslovaque pense exécuter le point b) de l'annexe à la Convention du 6 novembre 1921.

Le 26 juillet 1922 M. Bénès, président du Conseil et ministre des affaires Etrangères tchécoslovaque communiqua à l'envoyé Polonais à Prague que la réunion des commissions ne saurait avoir lieu.

Etant donné ce qui précède, la Commission polonaise de Jaworzyna déclare que:

1) l'annexe b) à la Convention polono-tchécoslovaque du 6 novembre 1921 n'a pas été exécuté et que la responsabilité de la non exécution de ladite annexe retombe entièrement et exclusivement sur le gouvernement tchécoslovaque lequel ajournant toujours le terme de la réunion des Commissions, polonaise et tchécoslovaque de Jaworzyna, a rendu impossible „l'entente directe et amiable" au sujet de Jaworzyna;

2) que dans ces conditions toute action ultérieure est impossible.

Le Président de la Commission,

(—) *le prof. dr. Stanislas GRABSKI.*

N-o 34.

M. E. Piltz, ministre de Pologne à Prague à M. Bénès, président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères à Prague.

7 août 1922.

Légation de Pologne
à Prague.
№ 1738/22.

Monsieur le Président,

„L'accord entre la République de Pologne et la République Tchécoslovaque, signé à Prague, le 6 novembre 1921, stipule dans l'article B de l'annexe que dès la signature de cet accord les deux parties contractantes s'engagent à mettre en exécution le réglement, dans un délai de six mois, par l'entente directe et amiable des deux Gouvernements, de la question de la commune de Jaworzyna".

„Se basant sur l'engagement précité du Gouvernement de la République Tchécoslovaque, j'ai eu l'honneur de prier Votre Excellence à plusieurs reprises, au cours du délai de six mois, fixé dans l'accord du 6 novembre et ensuite au cours du délai additionnel de trois mois, institué du consentement commun des deux Gouvernements, de bien vouloir examiner la question de Jaworzyna".

„Paralélément à ces démarches la Légation de Pologne a présenté au gouvernement de la République tchécoslovaque des propositions précises concernant une solution amiable de la question de Jaworzyna".

„Mon Gouvernement était fondé de prendre une attitude de principe bien justifiée, consistant dans l'idée de rectification de la frontière par l'échange de la commune de Jaworzyna contre deux communes polonaises: Kacwin et Niedzica. Toutefois, afin d'aboutir à une solution rapide de cette question, ainsi que dans l'intérêt du resserement de liens d'amitié existant entre les deux pays, mon Gouvernement n'a pas hésité à faire des sacrifices considérables sur son point de vue primitif".

„Je me suis estimé heureux de trouver auprès de Votre Excellence la compréhension de mes efforts incessants et de l'esprit de conciliation de mon Gouvernement, ce qui a porté Votre Excellence à m'assurer en

retour des tendences sincères du gouvernement de la République tchécoslovaque d'aboutir aussi promptement que possible au règlement de la question en litige".

„Votre Excellence a bien voulu considérer alors les projets du tracé de frontière dans le district de Spisz, comme pouvant servir de base pour le réglement définitif de la question de Jaworzyna".

„Afin d'arriver à une entente, les deux Gouvernements ont institué d'un commun accord des commissions: tchécoslovaque et polonaise, appelées à présenter aux deux Gouvernements les conclusions relatives à la solution de la question de Jaworzyna. Les deux Gouvernements se sont communiqués réciproquement les noms de membres qu'ils ont nommés".

„Toutefois, malgré que la commission polonaise aussi bien que la commission tchécoslovaque avaient formulé après un examen minutieux de la question, leurs propositions respectives qui devaient servir de base à une discussion en séance commune des deux commissions — la République tchécoslovaque n'a point volu acquiescer aux demandes réitérées de mon Gouvernement formulées à maintes reprises".

„En vue de l'expiration très prochaine du dernier délai fixé pour le réglement de cette question, je me suis plus d'une fois adressé à Votre Excellence tout dernièrement par ma lettre du 23 juillet, en la priant de bien vouloir me faire connaitre Sa décision quant à la réunion des deux commissions et quant à l'exécution de l'article B de l'annexe à l'Accord du 6 novembre 1921".

„En réponse Votre Excellence a bien voulu me faire le 26 juillet une déclaration formelle, devant être communiquée au gouvernement polonais, de laquelle résulte le refus d'entamer les négociations directes entre les deux commissions".

„Comme cet acte atteste que toutes nos démarches n'ont pas abouti à un résultat positif, j'ai le regret, par ordre de mon Gouvernement, de protester contre le refus opposé par le Gouvernement de la République tchécoslovaque, à l'ouverture même des négociations sur le fond de la question litigieuse de Jaworzyna. Cette attitude du gouvernement tchécoslovaque semble indiquer de sa part l'intention de rompre tous pourparlers en cette matière, ce qui ne saurait être admis par mon Gouvernement comme moyen de terminer le litige visé dans l'article B de l'annexe à l'Accord polono-tchécoslovaque du 6 novembre 1921".

„Le gouvernement de la République de Pologne ne peut s'abstenir de continuer à insister sur l'exécution de l'engagement pris par le gouvernement de la République Tchécoslovaque et il espère fermement que celui-ci tiendra de son côté à l'exécution prochaine et intégrale de cet engagement".

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(—) E. PILTZ.

N-o 35.

Le lieutenant-colonel UFFLER, président de la Commission de Délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque,

à Messieurs les Commissaires de la Pologne et de l'État tchécoslovaque, dans ladite Commission.

Brno, le 1 août 1922.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire connaître d'extrême urgence à la Commission si un accord au sujet de la délimitation du Territoire de Spisz est, à la date d'aujourd'hui, intervenu entre les gouvernements de la Pologne et de l'État Tchécoslovaque.

(L. S.).

N-o 36.

Le Commissaire Dr. Walery Goetel, de la Délégation polonaise de la Commission de Délimitation Polono-Tchécoslovaque

à

Monsieur le lieutenant-colonel Uffler, président de ladite Commission.

Cieszyn, 22 septembre 1922.

Commission polonaise
de Délimitation
pour le Spisz et l'Orawa.
995/Gr. Pr.

Vu que les pourparlers entre les gouvernements polonais et tchécoslovaque dans la question de Jaworzyna n'ont apporté jusqu'à ce moment de résultats, et le réglement définitif de la frontière du Spisz est indispensable pour les intérêts vitaux de la population limitrophe de deux côtés de cette frontière, j'ai l'honneur de vous prier d'inscrire sur l'ordre du jour de la séance prochaine la question de la frontière du Spisz, afin que cette question puisse être réglé plus-tôt possible.

(L. S.).

N-o 37.

Le Commissaire Dr. Walery Goetel, de la Délégation polonaise de la Commission de Délimitation Polono-Tchécoslovaque

à

Monsieur le lieutenant-colonel Uffler, président de ladite Commission.

Cieszyn, 25 septembre 1922.

Commission polonaise
de Délimitation
pour le Spisz et l'Orawa.
996/Gr. Pr.

Après avoir reçu le programe de la séance du 25 septembre 1922, qui contient dans le 1 le réglement de la frontière Polono-Tchécoslovaque, définie par l'article 1 du traité de Sèvres du 10 août 1920, j'ai l'honneur de déposer au nom de mon Gouvernement la déclaration suivante:

Etant donné que le traité de Sèvres du 10 août 1920 n'est pas ratifié par la Pologne, la Délégation polonaise déclare, qu'afin d'éviter des retards, elle considére les travaux de vérification sur le secteur occidental de cette frontière comme le commencement de vérification de la frontière polono - tchécoslovaque jusqu'au point ou se rencontrent les frontières de la Pologne-Tchécoslovaquie et Roumanie.

(L. S.).

N-o 38.

Procès verbal № 19 de la séance du 25 septembre 1922 de la Commission de la frontière Polono - Tchécoslovaque.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.

PROCÈS VERBAL № 19.

de la séance du 25 septembre 1922.

La séance est ouverte à 10 heures sous la Présidence du lieutenant-colonel UFFLER.

Sont présents:

Grande-Bretagne — Lieutenant-Colonel CAREY — Commissaire.
France — Lieutenant-Colonel UFFLER — Commissaire.
Italie — Lieutenant-Colonel PELLICELLI — Commissaire.
Japon — Commandant ANDO — Commissaire.
Pologne — Docteur GOETEL — Commissaire.
Lieut.-Colonel CZACZKA-RUCIŃSKI — Comm.-Adjoint.
Commandant ROMANISZYN — Comm.-Adjoint.
État Tchécoslovaque — Ingénieur ROUBIK — Commissaire.

Assistent également à la séance:

Pologne — Ingénieur STROKA — Directeur des travaux techniques.
État Tchécoslovaque — Ingénieur VEVERKA — Directeur des travaux techniques.

But de la séance.

Le Président rappelle qu'il a reçu de la Conférence des Ambassadeurs une lettre en date du 3 août 1922, invitant la Commission de Délimitation Polono-Tchécoslovaque à entreprendre les travaux de délimita-

tion de la frontière Polono-Tchécoslovaque définie par l'article 1 du Traité de Sèvres du 10 août 1920.

Il observe que copie de cette lettre fut remise en temps utile à chaque Commissaire.

Il fait savoir que les Commissaires alliés ont, au reçu de la Décision de la Conférence des Ambassadeurs, décidé de réunir la Commission afin d'arrêter le mode d'exécution des travaux de délimitation de cette nouvelle partie de la frontière et de régler les questions techniques y afférentes, questions déjà traitées dans la lettre № 242/C du 17 août 1922 du Président à Messieurs les Commissaires intéressés.

Frontière Polono-Tchécoslovaque définie par l'article 1 du traité de Sèvres du 10 août 1920.

Le Président fait connaître qu'il a reçu du Commissaire de la Pologne une lettre mentionnant que le gouvernement polonais considère les travaux de délimitation de cette nouvelle partie de la frontière comme le commencement des travaux de délimitation de la frontière Polono-Tchécoslovaque jusqu'au point où celle-ci rencontre la frontière roumaine.

Le Président observe que le Traité de Sèvres définit exactement la portion de frontière pour laquelle la Conférence des Ambassadeurs a par sa lettre du 3 août 1922, donné mandat à la Commission de commencer les travaux de délimitation; cette portion de frontière s'étend „jusqu'au point commun aux trois frontières de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Galicie orientale".

Le Commandant ROMANISZYN déclare que la Pologne: bien que n'ayant pas encore ratifié le Traité de Sèvres, entend déclarer par la lettre de son Commissaire qu'elle accepte la délimitation de sa frontière jusqu'à la frontière roumaine, si la Conférence des Ambassadeurs le prescrit.

Le Président remarque que, pour le moment, la Commission est mandatée pour la fixation de la frontière seulement jusqu'au point défini par le Traité de Sèvres. De ce point jusqu'à la frontière roumaine, la Commission ne pourra fixer la frontière qu'après avoir reçu un nouveau mandat de la Conférence des Ambassadeurs.

Monsieur ROUBIK déclare que le gouvernement tchécoslovaque a répondu il y a quelques mois à la demande du gouvernement polonais s'il était d'accord avec lui pour commencer la délimitation de l'ancienne frontière Hongro-Autrichienne jusqu'à l'actuelle frontière roumaine qu'il tient aux stipulations décrites par l'article 1 du Traité de Sèvres le gouvernement polonais a répondu affirmativement et assuré sa coopération aux travaux de délimitation.

Le gouvernement polonais demandait en même temps au gouvernement tchécoslovaque de se joindre à lui pour obtenir de la Conférence

des Ambassadeurs la délimitation de la frontière jusqu'à sa rencontre avec la frontière roumaine.

Il observe que le sort de la Galicie orientale n'est pas encore déterminé, mais que, le Traité de Sèvres précisant que la frontière entre la Galicie orientale et la Tchécoslovaquie doit être „l'ancienne frontière de 1914 entre la Galicie et la Hongrie", la Tchécoslovaquie serait d'accord pour entreprendre cette délimitation si la Conférence des Ambassadeurs donnait son autorisation.

Le Président demande si les deux Gouvernements ont fait les démarches nécessaires pour provoquer une Décision de la Conférence des Ambassadeurs à ce sujet.

Le Docteur GOETEL répond que le gouvernement polonais s'est adressé au gouvernement tchécoslovaque pour que, d'accord, les deux Gouvernements fassent ces démarches auprès de la Conférence des Ambassadeurs. Il observe qu'un précédent existe d'ailleurs et cite le cas de la frontière entre la Haute-Silésie et la Tchécoslovaquie, pour laquelle la Pologne a participé à la délimitation sans que le sort de la Haute-Silésie fût réglée. Il croit que la Conférence des Ambassadeurs répondra favorablement à la demande concernant la délimitation de la frontière Polono-Tchécoslovaque à la frontière roumaine.

Monsieur ROUBIK déclare de ne pas savoir où en sont les négociations y respectives; donc il s'engage de s'informer au Ministère des Affaires Étrangères à Prague si son Gouvernement se joint à l'intention du Gouvernement de la Pologne.

Le Président exprime l'avis que, pour le moment, la Commission doit s'en tenir à la portion de frontière définie par le Traité de Sèvres.

La Commission se range à cet avis.

Résultats des premières reconnaissances effectuées.
Distinction entre limites administratives et limites internationales.

Le Président fait connaître qu'une première reconnaissance de la frontière à délimiter a été exécutée par un Adjoint Technique de chacune des Délégations Intéressées et l'Adjoint Technique Secrétaire de la Commission, le lieutenant DAURIS. Cette reconnaissance a porté sur la partie de la frontière Polono-Tchécoslovaque comprise entre l'Oder et le village de Willmersdorf (ancienne frontière internationale entre l'Allemagne et l'Autriche).

Il donne lecture des observations faites par les Adjoints Techniques.

Il remarque notamment que depuis la fixation de la frontière entre l'Autriche et l'Allemagne, la rivière Olsa qui, en certaines parties, formait frontière, a changé son lit. La question peut donc se poser de savoir si les bornes doivent être maintenues sur l'ancien lit, ou si la frontière doit être considérée comme suivant l'Olsa dans ses déplacements;

Le Président „Les Instructions aux Commissions de Délimitation font une distinction bien nette entre les „limites administratives" et les

„frontières internationales". Or, la frontière entre l'Allemagne et l'Autriche était une frontière internationale. D'après les Instructions, la Commission n'a pas le droit de modifier cette frontière, et peut seulement procéder au récolement des bornes. Dans les autres parties de la frontière, où celle-ci suit l'ancienne limite entre la Galicie et la Hongrie, il doit y avoir réellement fixation de frontière, car il s'agit d'une ancienne limite administrative; autrement dit, des modifications à cette frontière pourraient être envisagées si l'un des États intéressés en faisait la demande".

Monsieur ROUBIK expose le point de vue Tchécoslovaque sur cette question. Il estime que la frontière entre l'Autriche et l'Allemagne est bien une frontière internationale, et ne peut en conséquence être modifiée par la Commission; mais pour ce qui concerne l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie, il estime que c'est là aussi une ancienne frontière internationale, l'Autriche et la Hongrie ayant toujours été considérées comme deux États Indépendants; il exprime donc l'avis que, dans cette partie de frontière, il ne peut être apporté des modifications à l'ancien tracé, que la Commission ne peut que procéder à une révision de l'abornement.

Le lieutenant-colonel PELLICELLI observe que la frontière qui, en 1914, séparait l'Autriche de l'Allemagne, sépare encore maintenant deux États bien distincts, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. C'est donc bien une frontière internationale. Pour la frontière entre la Galicie et la Hongrie, il estime que cette frontière séparait en 1914 deux provinces d'un même État. C'était donc une limite administrative. Cette limite administrative devient seulement maintenant frontière internationale entre la Pologne et la Tchécoslovaquie;

Monsieur ROUBIK répond que la Galicie et la Hongrie n'étaient jamais deux provinces d'un même État, parce que la Hongrie comme l'Autriche, dont la Galicie formait une partie, administrative, étaient deux États souverains et tout à fait indépendants l'un de l'autre. Aussi tous les Traités de Paix font une distinction entre l'Autriche et la Hongrie.

Le Docteur GOETEL estime qu'il faut faire une différence entre la frontière Austro-Allemande en 1914 qui séparait deux États bien distincts, et la frontière entre Galicie et Hongrie avant la guerre, et cite le cas de travaux entrepris sur le territoire Hongrois par le Gouvernement de Pologne.

Le lieutenant-colonel CAREY estime que le mieux est de demander l'avis de la Commission sur cette question en procédant au vote.

Le Président remarque que si aucune demande de modification n'est faite, par les États intéressés pour l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie, la question de savoir si cette frontière est une ancienne limite administrative ou une ancienne frontière internationale ne se pose pas.

Le Commandant ROMANISZYN déclare que la Pologne a envisagé certaines modifications de détails.

Le Président propose alors de soumettre la question au vote de la Commission.

Monsieur ROUBIK fait des réserves en ce qui concerne la compétence de la Commission sur cette question et déclare inadmissible de vouloir décider sur une question d'une telle portée par un simple votati d'une Commission de Délimitation.

Les questions suivantes sont posées:

1-o Question: „La Commission est-elle d'avis que la frontière définie dans le Traité de Sèvres sous la dénomination „ancienne frontière entre l'Allemagne et l'Autriche" est une frontière internationale?".

Réponse: a main levée et à l'unanimité des voix: Oui.

2-o Question: „La Commission est-elle d'avis que la frontière définie dans le Traité de Sèvres sous la dénomination „ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie" est une frontière internationale?".

Réponse: par Cinq voix contre Une: Non.

Frontière définie par l'ancienne frontière entre l'Allemagne et l'Autriche.

En ce qui concerne la partie de frontière qui suit le tracé de l'ancienne frontière entre l'Allemagne et l'Autriche, le Président demande aux Commissaires intéressés s'ils ont étudié les questions soulevées par sa matérialisation sur le terrain, notamment dans les parties où le cours de l'Olsa s'est modifié.

Le lieutenant-colonel CAREY observe que, si les deux États intéressés se sont mis d'accord pour que l'Olsa reste frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, il n'y a pas lieu de poser des bornes dans l'ancien lit.

Monsieur ROUBIK fait savoir que les Commissaires intéressés ont déjà envisagé la question et qu'ils ont convenu de laisser la frontière telle qu'elle était en 1914.

Mais, pour cela, ils ont besoin de connaître le texte des accords signés entre l'Allemagne, et l'Autriche, notamment en ce qui concerne le cours de l'Olsa.

Par ailleurs, Monsieur ROUBIK observe que cette partie de frontière ne concerne plus désormais ni l'Allemagne, ni l'Autriche. Il estime donc juste que la documentation originale devienne la possession des deux États successeurs. Ces documents étant déposés aux Ministères des Affaires Étrangères à Berlin et à Vienne, il demande à la Commission d'intervenir auprès de la Conférence des Ambassadeurs pour faire remettre la documentation originale aux États maintenant intéressés.

Le Président demande à Messieurs les Commissaires intéressés de bien vouloir adresser une demande écrite et détaillée à la Commission qui la transmettra à la Conférence des Ambassadeurs.

Le Président demande aux Commissaires intéressés s'ils peuvent faire connaître à la Commission dès maintenant la nature des modifications envisagées dans la partie de frontière définie par l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie.

Monsieur ROUBIK tout en maintenant son point de vue de principe qu'il est inadmissible d'apporter des modifications à la frontière Austro-Hongroise de jadis, remarque que les différends qui pourront surgir pendant la vérification de cette frontière peuvent être classés selon leur nature en trois catégories:

1-o. Cas où les plans catastraux du côté Hongrois ne coincident pas avec les plans catastraux Galiciens. Il admet la possibilité de différences entre ces cartes.

2-o. Cas où la frontière ancienne suivait un cours d'eau. Les cours d'eau ont pour la plupart modifié leur cours, et il est nécessaire de rechercher le tracé exact de la frontière.

3-o. Cas où le terrain a été bouleversé par suite de combats. Tel est le cas de toute la région frontière dans les Carpathes. Dans cette région, de grands combats ont eu lieu entre Russes et Autrichiens à la suite desquels toutes les limites administratives et catastrales ont disparu. Dans ce cas, il faut effectuer de nouveau l'abornement de la frontière sur la base des plans catastraux existants.

Monsieur ROUBIK déclare que les Commissaires intéressés ont convenu d'étudier la frontière d'abord sur ces cartes, puis, de faire une reconnaissance sur le terrain afin de fixer les cas mentionnés cidessus, et enfin d'étudier ensemble des cas avant de les soumettre à la Commission.

Le Président estime que, pour gagner du temps, l'étude des documents et cartes et la reconnaissance du terrain pourraient être exécutées en même temps, et demande aux Commissaires intéressés quand ils pensent pouvoir présenter à la Commission les demandes de modifications envisagées.

Monsieur ROUBIK répond qu'il ne peut fixer aucune date pour la remise de sa proposition du parcours exact de la frontière. Il doit tout d'abord avoir connaissance des particularités de la frontière que, à sa demande, les autorités tchécoslovaques des villages frontières doivent lui faire parvenir.

Le Docteur GOETEL demande un délai d'un mois. Il observe d'ailleurs qu'il faut faire diligence, car bientôt la neige fera son apparition dans ces régions montagneuses et entravera les travaux.

Le lieutenant-colonel CAREY demande que les propositions de modifications au tracé soient remises vers le 20 octobre, de façon à permettre une dernière réunion de la Commission avant la période de mauvaise saison.

Monsieur ROUBIK estime qu'il lui est impossible de soumettre ses propositions pour le 20 octobre.

Le Président rappelle qu'une décision de la Conférence des Ambassadeurs demande de hâter les travaux le plus possible de façon à diminuer les frais par l'envoi en congé d'une partie du personnel. Il observe que les travaux de la Commission hongro-tchécoslovaque vont bientôt entrer en période d'abornement, que la Commission germano-tchécoslovaque n'a pas encore pu se réunir et qu'il est à craindre que les frais des Délégations alliées restent à la charge de la Pologne et de la Tchécoslovaquie seules.

Il exprime l'avis qu'une réunion de la Commission ait lieu entre le 20 et le 25 octobre, et demande à Messieurs les Commissaires intéressés de bien vouloir présenter à cette date à la Commission les résultats des travaux entrepris en commun.

Il exprime en outre l'avis que les Commissaires intéressés étudient d'abord les litiges les plus importants, de façon à les soumettre au cours de la prochaine réunion à la décision de la Commission, laissant aux Adjoints-Techniques le soin de régler d'accord les questions de détails.

La Commission se range à cet avis; les Commissaires intéressés présenteront à l'examen de la Commission, vers le 20 octobre, les litiges de quelque importance que la révision de la frontière aura fait ressortir.

Matériel D'abornement Existant ou a Prévoir.

Le Président expose que, d'après le rapport des Adjoints-Techniques les bornes existant dans la partie de frontière déjà révisée sont en pierre.

Il demande aux Commissaires intéressés s'ils ont envisagé la question de matériel d'abornement et ce qu'ils ont convenu à son sujet.

Monsieur ROUBIK déclare que les Commissaires intéressés ont convenu en principe de marquer la frontière par des bornes en pierre en se réservant toutefois de placer des poteaux dans les endroits où ils seront d'un prix de revient inférieur à celui des bornes en pierre.

Le Président observe que la nature du matériel d'abornement est à fixer par la Commission et demande que, la première reconnaissance de la frontière une fois terminée, les Commissaires intéressés fassent connaître à la Commission le mode d'abornement qu'ils auront envisagé dans les différentes parties de la frontière et suivant la nature de ces parties.

Le Docteur GOETEL promet ces renseignements pour la prochaine réunion de la Commission.

Le lieutenant-colonel CAREY demande si la Commission est d'avis d'utiliser pour l'abornement des tas de terre ou de pierres.

Le Président observe que les Instructions prévoient que la frontière devra être marquée par un matériel de nature durable.

Le Commissaire tchécoslovaque déclare qu'il n'est pas d'avis d'utiliser les tas de terre pour l'abornement, qui serait contraire au Traité.

La Commission décide de ne pas employer les tas de terre ou de pierres pour l'abornement.

Inscriptions Aportées sur les Bornes:

Le Président observe que les bornes actuellement existantes portent d'un côté les lettres „Pr" et de l'autre les lettre „Oe". Il demande aux Commissaires Intéressés leur avis sur les inscriptions nouvelles à porter sur les bornes.

Monsieur ROUBIK répond que les lettres „Pr. 3" qui signifiaient précédemment „Preussen" se trouvent maintenant du côté de la Pologne. Les Commissaires intéressés ont donc envisagé de faire disparaître la lettre „r", la lettre „P" désignant désormais la Pologne.

La face située du côté tchécoslovaque étant marquée par les lettres „Oe", il sera nécessaire de remplacer ces lettres par les lettres „Cs".

Documentation Existante:

Le Président demande aux Commissaires intéressés quels genres de cartes sont en leur possession?

Le Docteur GOETEL répond qu'il lui est possible de se procurer tous les genres de cartes nécessaires et qu'il posséde notamment un plan catastral au 1 : 2.880 de toute la région frontière, sauf pour une partie du Territoire hongrois où le levé ne fut jamais exécuté.

Monsieur ROUBIK déclare que les cartes polonaises seront sûrement suffisantes pour permettre de fixer la frontière. Pour la partie où des cartes n'existent pas, il existe des cartes de „grande propriété" qui pourront être utiles et peut-être suffisantes.

Le Commandant CZACZKA-RUCINSKI déclare qu'il remettra à chaque Commissaire allié un jeu de cartes au 1/75.000 de la frontière.

Documentation à fournir en fin de Travaux:

Le Président demande aux Commissaires intéressés quelle documentation ils sont d'avis de fournir en fin de travaux.

Le lieutenant-colonel PELLICELLI observe que ces travaux seront exécutés par la même Commission qui a délimité déjà la frontière polono-tchécoslovaque dans les territoires de Teschen Orawa et Spisz.

Il exprime l'avis que les deux documentations soient identiques.

Monsieur ROUBIK déclare que les Commissaires intéressés ont envisagé de faire un nouveau mesurage des angles et des longueurs,

mais qu'ils seraient désireux d'éviter un nouveau levé de toute la frontière. Celui-ci serait seulement exécuté dans les parties où il n'existe pas.

Comme documentation finale pour la partie de la frontière entre Odra et Piersna, ils ont envisagé de se servir de la documentation originale de la délimitation entre l'Allemagne et l'Autriche. Cette documentation serait révisée, corrigée et signée par les deux Commissaires intéressés.

Monsieur ROUBIK prie à nouveau la Commission de faire le nécessaire pour l'obtention de cette documentation.

Repartition des frais de Réunion des Commissions de Délimitation Austro-Tchécoslovaque et Hongro-Tchécoslovaque du 27 septembre 1922.

Le Président expose que la Commission Austro-tchécoslovaque, dont les travaux sont en période d'abornement depuis le 10 novembre 1921, doit se réunir le 26 septembre pour solutionner quelques questions de détail du tracé de la frontière Austro-tchécoslovaque.

Il observe que, régulièrement, l'Autriche devrait à nouveau, et pour cette seule journée du 26 septembre, participer aux frais des Délégation alliés; mais que les Commissaires alliés ont envisagé, afin de ne pas devoir changer les bases de répartition des dépenses, de ne pas faire intervenir l'Autriche dans la répartition des indémnités dues pour cette journée, sous condition de laisser à sa charge tous les frais de logement et de voyage occasionnés par cette réunion.

Le Président fait remarquer que l'État tchécoslovaque doit de toute façon supporter la moitié des frais et demande au Commissaire de la Pologne s'il accepte la solution envisagée.

Le Docteur GOETEL répond: „Oui, pour faciliter l'établissement des dossiers de comptabilité, mais à titre exceptionnel".

Le Président remercie au nom des Commissaires alliés le Commissaire de la Pologne.

Prime D'Amortissement de L'Auto de la Délégation Britannique:

Le lieutenant-colonel CAREY rappelle que lors de l'examen des dépenses de la Délégation Britannique de l'année 1920, aucune prime d'amortissement de l'automobile n'avait été portée au compte des Puissances Intéressées, et qu'il avait été alors admis que l'amortissement de cette voiture serait représenté par la différence entre le prix d'achat et le prix de revente en fin de mission, différence à payer par les différentes Puissances Intéressées dans les Commissions dont a fait partie la Délégation Britannique. Monsieur ROUBIK et le Colonel Matzger avaient cependant demandé que le lieutenant-colonel Carey cherche à obtenir de son Gouvernement la fixation d'une prime mensuelle d'amortissement. •

Le lieutenant-colonel CAREY déclare qu'il a l'intention de proposer au oguvernement Britannique de fixer cette prime à L. 9 par mois, et demande aux Commissaires intéressés s'ils acceptent en principe cette prime.

Les Commissaires intéressés répondent affirmativement.

La séance est levée à 11 heures 45.

N-o 39.

Procès verbal № 20 de la séance du 25 septembre 1922 de la Commission de Délimitation de la frontière Polono - Tchécoslovaque.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.

PROCES VERBAL № 20.

Séance du 25 septembre 1920.

La séance est ouverte à 13 heures 30 sous la Présidence du lieutenant- colonel UFFLER.

Sont présents:

Grande-Bretagne — Lieutenant-Colonel CAREY — Commissaire.
France — Lieutenant-Colonel UFFLER — Commissaire.
Italie — Lieutenant-Colonel PELLICELLI — Commissaire.
Japon — Commandant ANDO — Commissaire.
Pologne — Docteur GOETEL — Commissaire.
Lieut.-Colonel CZACZKA-RUCIŃSKI — Comm. adjoint.
Commandant ROMANISZYN — Comm. adjoint.
État Tchécoslovaque — Ingénieur ROUBIK — Commissaire.

Assistent également à la séance:

Pologne — Ingénieur STROKA — Directeur des travaux techniques.
État Tchécoslovaque — Ingénieur VEVERKA — Directeur des travaux techniques.

Frontière polono-tchécoslovaque du territoire du Spisz.

Le Président rappelle que:

par Décision en date du 2 décembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs avait fixé au 15 janvier 1922 le terme du délai accordé aux gou-

vernements tchécoslovaque et polonais pour régler à l'amiable la question du tracé de la frontière polono-tchécoslovaque dans le territoire du Spisz;

par Décision en date du 21 décembre 1921, transmise par lettre du 7 février 1922, la Conférence des Ambassadeurs avait décidé de prolonger le délai ci-dessus imparti jusqu'au 6 mai 1922,

enfin, par Décision en date du 28 avril 1922, transmise par lettre du 30 avril 1922, la Conférence des Ambassadeurs avait décidé une nouvelle prolongation de ce délai jusqu'au 6 août 1922.

Le Président rappelle ensuite que, par lettre du 7 août 1922, il a demandé aux Commissaires intéressés si une entente était intervenue; la réponse a été négative et la Commission en a donné connaissance à la Conférence des Ambassadeurs par lettre № 65 C. P/C en date du 17 août 1922.

Il fait connaître que, depuis cette date, chacun des Commissaires intéressés adressèrent une demande à la Commission de procèder sans plus tarder à la délimitation de la frontière du territoire du Spisz.

Le Président déclare que, les deux Commissaires intéressés étant d'avis que la Commission examine cette question ce jour même, les Commissaires alliés se sont rangés à cet avis.

Le Président demande aux Commissaires Intéressés si, depuis le 7 août 1922, un accord est intervenu entre les Gouvernements intéressés ou si un accord peut être prévu à bref délai?

Commandant ROMANISZYN: „En réponse à la question posée par Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer au nom de la Délégation Polonaise la déclaration suivante:

Les Gouvernements polonais et tchécoslovaque ont commencé au mois de juillet 1921 les pourparlers concernant la question de la modification de la frontière sur le territoire plébiscitaire du Spisz (modification indispensable pour les intérêts vitaux de la population limitrophe) par échange de Jaworzyna, — gravitant vers la Pologne — contre les communes de Kacwin et Niedzica.

Ces pourparlers ont été terminés par la signature du Traité du 6 novembre 1921. Ce traité contient un annexe qui, après avoir déclaré au commencement que, à partir du moment de la signature du présent traité, les deux parties consentent à l'exécution des décisions spéciales suivantes, décidés dans le paragraphe B du règlement dans la période de 6 mois par entente directe et amiable des deux Gouvernements de la question de la commune de Jaworzyna.

Conformément à cette stipulation, les Gouvernements polonais et tchécoslovaque ont convenu que les deux Gouvernements constitueraient des commissions spéciales d'experts qui après avoir étudié séparément cette question, se réuniraient afin d'élaborer ensemble une proposition ayant pour but le règlement de ce litige.

Après achèvement par la Commission polonaise des travaux préparatoires, le Gouvernement polonais a informé le 2 avril 1922, par intermédiaire de sa Légation à Prague, le gouvernement tchécoslovaque que la Commission polonaise était prête à se réunir avec la Commission tchécoslovaque. En même temps, le président de la Commission polonaise, le Professeur Dr. Stanislas Grabski, a porté la même information à la connaissance de Monsieur Maxa, ministre plénipotentiaire tchécoslovaque à Varsovie qui, quelques jours après fit savoir à Monsieur Grabski qu'au point de vue du gouvernement tchécoslovaque, il serait désirable que les deux Commissions se réunissent à Prague.

Cependant, la Commission tchécoslovaque n'ayant pas achevé ses préparatifs, plusieurs membres de la Commission tchécoslovaque étant partis à Gênes ainsi que par suite de quelques difficultés intérieures, le gouvernement tchécoslovaque n'a pas jugé possible de commencer de suite la conférence des deux commissions.

Etant donné que le délai de 6 mois prévu par l'annexe B du traité du 6 novembre 1921 commençait à s'écouler, le gouvernement tchécoslovaque consentît à prolonger ce délai de 3 mois, c'est-à-dire jusqu'au 6 août 1922.

En même temps, la Conférence des Ambassadeurs a consenti à remettre sa Décision à 3 mois plus tard par suite d'une démarche commune des ministres polonais et tchécoslovaque à Paris.

Malgré de nombreux rappels et interventions il a été impossible d'arriver à réunir ces deux commissions pendant cette période de trois mois par suite des retards apportés par le gouvernement tchécoslovaque et de son refus de préciser la date de la réunion des deux commissions.

Etant donné l'approche de la date du 6 août, la Commission polonaise de Jaworzyna s'est réunie le 21 juillet de l'année courante et s'est adressée au gouvernement polonais avec un appel énergique en l'invitant à demander au gouvernement tchécoslovaque de fixer immédiatement la date précise de la réunion des commissions polono-tchécoslovaques afin que la question de Jaworzyna puisse être réglée avant le 6 août, conformément à la stipulation de l'annexe B du traité du 6 novembre 1921.

Les décisions de la commission polonaise de Jaworzyna ont été portées à la connaissance du gouvernement tchécoslovaque par intermédiaire du ministre polonais à Prague.

A la date du 26 juillet 1922, Monsieur le président du Conseil des ministres tchécoslovaques et ministre des Affaires Etrangères, le Dr. Bénès, a fait connaître au ministre polonais à Prague que la réunion des commissions ne pourrait avoir lieu, étant donné l'opposition d'un des partis de coalition gouvernementale.

A la suite de cette situation, la Commission polonaise de Jaworzyna s'étant réunie le 7 août passé, a fait paraître une déclaration dans laquelle, après avoir liquidé la marche des pourparlers entre les deux

Gouvernements pendant la période du 6 novembre 1921 au 8 août 1922, elle constate que:

1-o — l'annexe B du traité polono-tchécoslovaque du 6 novembre 1921 n'a pas été exécutée et que la responsabilité de cette non exécution de l'annexe retombe entièrement et exclusivement sur le gouvernement tchécoslovaque qui, par les remises continuelles de la date de réunion des Commissions de Jaworzyna polonaise et tchécoslovaque a rendu impossible l'entente directe et amiable dans la question de Jaworzyna;

2-o — en même temps, la Commission polonaise a déclaré que, dans ces conditions, elle ne dispose plus d'aucun moyen d'action.

En portant la déclaration ci-dessus à la connaissance de Monsieur le président, la Commission polonaise a l'honneur de vous informer que les pourparlers entre les Gouvernements polonais et tchécoslovaque concernant la question de Jaworzyna n'ont apporté jusqu'à ce moment aucun résultat et que la question de Jaworzyna n'a pas bougé du point mort sur lequel elle s'était arrêtée".

Monsieur ROUBIK regrette que le Commissaire de la Pologne se soit appesanti sur un sujet qui n'est pas de la compétence d'une commission de délimitation et déclare qu'il n'a pas connaissance des discussions qui ont eu lieu soit entre les Gouvernements intéressés, soit au sein des commissions d'experts. Il remarque n'avoir pas fait partie de la commission d'experts ni avoir pris part aux négociations entre les deux Gouvernements, ces dernières relevant du Ministère des Affaires Étrangères.

Il ne peut déclarer que, lorsque la Décision du mois d'août de la Conférence des Ambassadeurs lui est parvenue invitant la Commission à hâter ses travaux, il demanda des instructions à son Gouvernement et reçût l'ordre d'intervenir auprès de la Commission de délimitation pour que les travaux dans la région du Spisz soient poursuivis suivant la Décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 28 juillet 1920.

Il observe que c'est à la suite de l'ordre reçu de son Gouvernement qu'il écrivît le 20 septembre 1922 à la Commission pour demander la reprise des travaux.

Le Président, aprés avoir entendu les Commissaires des deux États intéressés, déclare que les Commissaires alliées ont étudié avec soin un tracé de frontière basé sur les intérêts économiques locaux des communes voisines du tracé défini par la Décision du 28 juillet 1920.

Il donne connaisance du projet des Commissaires alliés et observe que ce projet, modifiant le tracé défini par la Décision du 28 juillet 1920, devra être soumis à la Décision de la Conférence des Ambassadeurs.

Il demande aux Commissaires intéressés de bien vouloir faire connaître leurs observations au sujet du tracé proposé.

Commandant ROMANISZYN: „Je suis obligé de vous prier d'insérer au procés-verbal que la Délégation polonaise a proposé l'an

dernier le tracé, en demandant toutefois le territoire entier de Jaworzyna. La frontière proposée par la Délégation étant, au point de vue économique, indispensable aux communes limitrophes, la Délégation polonaise considère que le partage du territoire de la commune de Jaworzyna, tel qu'il est proposé dans le projet de M.M. les Commissaires alliés, serait préjudiciable aux intérêts des populations polonaises limitrophes".

Monsieur ROUBIK: „Je dois protester ouvertement contre le procédé de la Commission qui est en contradiction flagrante avec la Décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 2 décembre 1921.

Cette Décision prévoit en effet que, faute d'accord entre les Gouvernements intéressés, la Commission de délimitation procèdera sans retard à l'abornement de la frontière du Spisz telle qu'elle est définie par la Décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 28 juillet 1920.

Par la proposition que je viens d'entendre ici pour la première fois, la Décision du 28 juillet 1920 est lésée parce que le tracé proposé n'est pas dans le voisinage de la ligne-frontière prescrite pour la région du Spisz; le tracé proposé est aussi en contradiction flagrante avec le Traité de Sèvres du 10 août 1920.

A la remarque de monsieur le président si un accord peut être prévu à bref délai, et à l'objection de Monsieur le Commissaire de la Pologne que le gouvernement tchécoslovaque a rendu impossible l'entente directe et amiable dans la question de Jaworzyna, je réponds que la présente proposition est susceptible de brouiller toute possibilité d'un accord futur entre les deux Gouvernements.

J'ai eu l'honneur de déclarer que je ne sais ou en sont les discussions entre les deux Gouvernements intéressés, mais ce que je sais, c'est que la proposition de MM. les Commissaires alliés ne peut satisfaire ni la Pologne ni la Tchécoslovaquie".

Le Président observe à nouveau qu'il s'agit d'une proposition de modification à soumettre à la Décision de la Conférence des Ambassadeurs.

Monsieur ROUBIK estime que, la Conférence des Ambassadeurs ayant décidé le 2 décembre 1921 que, en cas de non-accord, la frontière devrait être abornée suivant le tracé défini par la Décision du 28 juillet 1920, il n'y a pas lieu de tenir compte de l'article 2 des Instructions qui prévoit que des modifications pourront être proposées par la Commission aux lignes définies par les Traités, ces Instructions étant antérieures à la Décision du 2 décembre 1921.

Le Président répond que les Commissaires alliés ont estimé que cet article n'était pas annulé par la Décision de la Conférence des Ambassadeurs.

Monsieur ROUBIK s'oppose à cet avis et objecte que, dans ce cas, il n'était pas utile d'attendre, un an pour obtenir ce résultat.

Le Président demande au Commissaire tchécoslovaque quelles observations il peut avoir à faire au point de vue économique au tracé proposé.

Monsieur ROUBIK déclare qu'il n'est pas en état de pouvoir les fournir tout de suite et estime qu'un délai lui est nécessaire pour formuler sa réponse, car ce projet de tracé est pour lui et son Gouvernement si inattendu et si incisif que la réponse doit être étudiée sur la base de documents qu'il n'a pas avec lui.

Le Président objecte que, depuis plus de dixhuit mois que la question du Spisz est à l'étude, elle a pu être étudiée sous toutes ses faces.

Il propose de lever momentanément la séance pour permettre au Commissaire de l'État tchécoslovaque d'étudier le tracé proposé par les Commissaires alliés.

Monsieur ROUBIK estime insuffisante une suspension de séance et demande un délai pour en référer d'abord à son Gouvernement et pour donner sa réponse par écrit.

Il demande ensuite au Commissaire de la Pologne de lui répondre en séance si le tracé proposé le satisfait.

Le Commandant ROMANISZYN répond négativement.

Le Président déclare que les Commissaires alliés sont d'avis de ne pas différer davantage la solution de la question et propose de soumettre au vote de la Commission le projet de modification dont il a donné connaissance.

Il pose la question suivante:

La modification suivante au tracé de la frontière défini par la Décision du 28 juillet 1920 sera-t-elle proposée à la Conférence des Ambassadeurs:

La frontière, partant de Rysy (Meeraugenspitze 2.503), suivra-t-elle:

vers l'Est, la limite catastrale de la commune de Jaworzyna passant par les points Vysoka (Tatraspitze 2565), Ganek (2465), Eiserne Thorspitze (2322), Botzerferspitze (2395), côte 2630, côte 2335, côte 2320, Polnischerkamm (2208), kleine Vysoka (2429), Flussthurm (2380), côte (2260), Spitzerthurm (2356), Breiterthurm (2466), jusqu'au passage Sattelpass 2380;

puis à partir de ce dernier point, le sentier se dirigeant vers le lac Krottensee (1900);

de là, par la source de la rivière Javorinka, cette rivière jusqu'à hauteur du premier ponceau après l'issue Nord-Est du village de Javorina;

puis la route de Jaworina à Podspady (Zugo) jusqu'aux abords Sud-Ouest de Podspady;

puis une ligne contournant par le Nord-Ouest, le Nord et l'Est et au plus près les maisons de Podspady jusqu'à la rencontre de la limite catastrale Sud de la commune de Jurgow (Szepesgyörke);

puis, vers l'Est, cette limite catastrale jusqu'à la côte 1216;

puis, vers le Nord, successivement:

la limite catastrale Est de Jurgow,

la limite catastrale Sud-Est de Repisko (Repasfatu),

la limite catastrale Sud de Lapsanka (Kislapos) jusqu'à sa rencontre avec la limite catastrale Sud-Ouest de Alsolapos;

puis, vers le Sud-Est, la limite catastrale Sud de la commune de Alsolapos;

puis, vers le Nord, la Limite catastrale Est de cette dernière commune jusqu'à sa rencontre avec la limite catastrale Sud de Falstin, aux abords de la côte 753 (carte au 1 : 25.000°); puis la limite catastrale Sud de Falstin par les côtes 738 et 644 jusqu'à la 524 (carte au 1 : 25.000°);

puis, vers le Sud, la route venant de Nedeczwar jusqu'à sa rencontre avec la route venant de Nedecz;

puis, successivement vers le Nord-Est et vers le Sud, cette route jusqu'à la côte 487".

Les jetons blancs signifieront: oUI,

les jetons noirs signifieront, — nON.

Réponse: Cinq oui — Un non.

Monsieur ROUBIK déclare qu'il proteste encore une fois et de la façon la plus solennelle contre le procédé et la votation. Il fait connaître qu'il a voté contre pour donner à sa protestation l'expression la plus ferme possible.

Le Président déclare qu'en conséquence du vote, le tracé proposé sera soumis à la Décision de la Conférence des Ambassadeurs.

Il demande si, dans l'intérêt de l'avancement des travaux, les Commissaires intéressés ne seraient par d'avis de commencer dès maintenant le piquetage du tracé de la frontière proposé.

Monsieur ROUBIK refuse tout piquetage dans la région du Spisz jusqu'au moment ou la Conférence des Ambassadeurs aura décidé sur sa protestation et sur le procédé de la Commission.

Le Président demande aux Commissaires intéressés de laisser par des protocoles additionnels, aux habitants de la Tchécoslovaquie, la libre circulation sur le chemin de Jaworina à Sattelpass et, aux habitants de la Pologne, la libre circulation sur la partie de route de Jaworina à Szepesgyörke qui traverse Podspady et sur la route de Alsolapos à Nedeczwar par Nedecz.

Monsieur ROUBIK déclare cette question prématurée et remarque que tous les protocoles additionnels ne peuvent faire que l'affaire des États intéressés.

La seance est levée a 14 heures 20.

N-o 40.

Le lieutenant-colonel UFFLER,
président de la Commission de Délimitation Polono-Tchécoslovaque
à la Conférence des Ambassadeurs).*

Brno, le 26 septembre 1922.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.
№ 69 C. P. C.

Au sujet de la détermination de la frontière du territoire du Spisz (Jaworzyna).

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les Commissaires de l'État tchécoslovaque et de la Pologne ont, par lettres respectivement en date des 20 et 22 septembre courant, demandé à la Commission de procéder sans plus tarder à la détermination de la frontière du territoire du Spisz (région de Jaworzyna), aucun accord au sujet de cette frontière n'étant à ce jour intervenu entre les deux États qu'ils représentent.

Les Commissaires alliés, s'autorisant de la Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 10 décembre 1921, ont, en conséquence, décidé de mettre cette question au programme de la réunion de la Commission prévue pour le 25 septembre, et, s'inspirant des dispositions de l'article II de la Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920, ont, au cours de cette séance, proposé aux Commissaires intéressés le projet de ligne frontière dont le tracé en trait plein de couleur noire sur carte et la définition détaillée sont joints à la présente lettre.

Ce projet de ligne frontière, tout en réduisant dans de notables proportions la surface du territoire revendiqué par la Pologne, satisfait

*) Cette note a été officiellement notifié à la Commission polonaise auprès de la Commission de Délimitation Polono-Tchécoslovaque.

dans son ensemble aux intérêts économiques des communes voisines de la frontière définie par la Décision du 28 juillet 1920.

En effet, les communes de Jurgow Rzepisko, Czarna Góra gardent le libre accés à la majeure partie de leurs pâturages d'été;

les forêts situées sur la rive droîte de la Dolina Jaworowa, dont l'exploitation est en cours par un ressortissant de l'État tchécoslovaque, restent à cet État, ainsi que Podspady, où se trouvent les scieries de l'exploitation;

les communes d'Osturnia et de Frankova, séparées aujourd'hui de l'État tchécoslovaque auquel elles appartiennent par la crête de Magura Spiska, et de la Pologne par la ligne actuelle de démarcation, retrouvent leur débouché naturel par les vallées descendant vers le Nord;

enfin, les communes de Kaczwin et de Niedzica, qui ont demandé à être annexées à l'État tchécoslovaque, sont attribuées à cet État.

Ce projet de tracé a obtenu l'unanimité des voix des Commissaires alliés, et, au vote de la Commission, CINQ voix sur SIX.

La Commission a l'honneur de soumettre à la Décision de la Conférence des Ambassadeurs la modification dans le voisinage de la ligne frontière définie par la Décision du 28 juillet 1920 que représente ce tracé.

(—) *UFFLER.*

N-o 41.

M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs à M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.

Paris, le 13 novembre 1922.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président.

Monsieur le Ministre,

La Conférence des Ambassadeurs a été saisie de la décision prise par la Commission de délimitation de la frontière polono-tchéco-slovaque en ce qui concerne la fixation de la frontière dans la région de Jaworzyna. Elle a également pris connaissance des commentaires et des protestations auxquels cette décision a donné lieu tant en Pologne qu'en Tchéco-Slovaquie. Désireuse de procéder à une enquête complète sur la question et de ne se prononcer qu'après un examen approfondi de la situation juridique, la Conférence n'a pas cru pouvoir donner son avis sur les propositions dont elle était saisie à la date au delà de laquelle il devenait impossible pour la Commission de délimitation d'entreprendre dans la présente campagne ses opérations sur le terrain.

Les travaux de la Commission étant ainsi nécessairement retardés jusqu'au printemps prochain, la Conférence n'a pas estimé utile de se prononcer avant leur reprise. Elle émet l'espoir que la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, animées d'un égal désir d'entretenir entre elles des relations amicales, se rappelleront, durant le délai qui doit ainsi précéder la notification de la décision définitive que la Conférence doit prendre, qu'aux termes de la Convention intervenue entre les deux États ceux-ci avaient prévu la conclusion d'un arrangement amiable dans la question de Jaworzyna. La Conférence ne manquerait pas de tenir compte d'un tel arrangement, s'il intervenait encore; toutefois, afin d'éviter tout malentendu et pour répondre à certaines opinions qui ont été émises publiquement au cours des controverses auxquelles la décision de la Commission de délimitation a donné lieu, aussi bien à Varsovie qu'à Prague,

elle croit devoir préciser de la manière la plus nette la situation juridique devant laquelle elle se trouve placée.

Le secteur de Jaworzyna de la frontière polono-tchèque n'est pas défini dans la Décision du 28 juillet 1920; il l'est seulement dans le Traité, dit des frontières, du 10 août de la même année, traité qui n'est pas encore en vigueur. En acceptant, le 9 mai 1922, qu'il fut procédé dès maintenant aux travaux de délimitation sur la partie de la frontière polono-tchéco-slovaque décrite dans ce Traité, le gouvernement polonais a fait toutes réserves pour les territoires d'Orawa et de Spisz, et la Conférence a le devoir de reconnaître que le Traité du 10 août ne saurait en effet être opposé au gouvernement polonais dans la question en litige. D'autre part, le 10 juillet 1920, la Pologne et la Tchéco-Slovaquie se sont mises d'accord à Spa pour accepter que leurs frontières respectives dans les territoires de Teschen, d'Orawa et de Spisz fussent déterminées par les Principales Puissances alliées et associées. La décision du 28 juillet n'ayant pas pourvu à cette détermination dans la région de Jaworzyna et le Traité du 10 août 1920 n'étant pas en vigueur, il résulte que les Principales Puissances ont conservé pour la fixation de cette portion de la frontière tous les droits que les Gouvernements polonais et tchéco-slovaque leur ont reconnus. Aussi bien, la Conférence constate que, dans les travaux de la Commission de délimitation, il a été fait allusion à la Décision du 28 juillet 1920, mais il n'a pas été fait mention du Traité du 10 août.

On a objecté, il est vrai, que par la lettre qu'elle a adressée le 6 décembre 1921 aux Gouvernements polonais et tchéco-slovaque, la Conférence des Ambassadeurs a renoncé à faire usage de ses droits, puisque, dit on, elle a déclaré que, si un accord à l'amiable n'intervenait pas entre les deux Gouvernements, „la Commission de délimitation procéderait sans retard à l'abornement de la frontière telle qu'elle est définie par la Résolution de la Conférence, en date du 28 juillet 1920".

Il est clair, cependant, que, le secteur de Javorzyna n'étant pas mentionné dans cette Décision, le texte cité ci-dessus n'a pas pu constituer une renonciation des Principales Puissances aux droits qui leur ont été reconnus par les deux Gouvernements intéressés. Le sens de ce passage de la lettre du 6 décembre est tout autre. Il signifie que, si l'accord ne se fait pas entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie sur Javorzyna, que le Traité du 10 août 1920 a reconnu comme tchèque et que la Pologne revendique, la Commission de délimitation ne pourra pas, d'autre part, dans un secteur décrit dans la Décision du 28 juillet 1920, accorder des compensations à la Tchéco-Slovaquie en lui attribuant des territoires que cette Décision donne à la Pologne. La lettre du 6 décembre invite les deux parties à procéder à des échanges de vues à l'amiable; si l'accord amiable est impossible, la Décision du 28 juillet sera appliquée strictement, tandis que, en ce qui concerne le secteur au sujet duquel cette Décision est muette, les Puissances alliées, représentées par la Commission de délimitation, reprendront tous leurs droits.

La situation ainsi définie est celle devant laquelle la Conférence des Ambassadeurs se trouve placée. C'est celle dont elle devra tenir compte lorsque, faisant usage de ses prérogatives, elle prendra la décision sans appel que la Pologne et la Tchéco-Slovaquie se sont engagées à Spa à accepter et que la Commission n'aura plus qu'à appliquer sur le terrain. Dès maintenant, d'ailleurs, elle a pu se convaincre qu'il serait nécessaire de s'écarter dans une certaine mesure de la ligne définie par la Décision du 28 juillet 1920 et par le Traité du 10 août de la même année.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) R. POINCARÉ.

N-o 42.

M. M. Zamoyski, président de la Délégation Polonaise à la Conférence de la Paix et ministre de Pologne à Paris à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 29 novembre 1922.

Monsieur le Président,

En réponse à la note, en date du 13 novembre 1922, concernant la fixation de la frontière polono-tchéco-slovaque dans la région de Jaworzyna, que Votre Excellence a bien voulu lui adresser, la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix croit devoir préciser ci-dessous, une fois encore le point de vue de son Gouvernement dans la question.

Aujourd'hui comme auparavant, le gouvernement polonais entend remplir les obligations qui peuvent découler pour lui de la Décision de Paris du 28 juillet 1920. Il ne fait aucune difficulté, notamment en ce qui concerne l'application de l'article II de ladite décision, lequel confie d'une manière générale, à la Commission de Délimitation le tracé de la frontière polono-tchécoslovaque.

Le gouvernement polonais est tout le premier à regretter qu'un arrangement amiable n'ait pu intervenir dans la question de Jaworzyna. Mais il ne se sent nullement responsable de l'échec des pourparlers y relatifs. Etant donnée l'attitude prise en cette affaire par le Cabinet de Prague et la tactique dilatoire qu'il a opposée aux diverses tentatives d'accord faites, jusqu'à ces derniers temps, le gouvernement polonais est convaincu que cette voie n'ouvre aucune perspective pour arriver à un résultat positif. Toutes les démarches qui pourraient être entreprises resteraient aussi stériles que les précédentes et ne serviraient qu'à envenimer les rapports entre les deux pays. D'autre part, le gouvernement polonais doit prendre en considération l'opinion de tous les partis politiques en Pologne qui se sont prononcés nettement contre l'application des divers accords conclus avec la République tchéco-slovaque avant que la question de Jaworzyna ne soit définitivement réglée.

Vu ce qui précède, le Gouvernement polonais se voit à son regret dans l'impossibilité d'engager de nouvelles conversations avec le gouvernement de Prague au sujet de Jaworzyna.

Sans revenir sur les engagements réciproques pris à Spa le 10 juillet 1920 — engagements sur la portée réelle desquels le Gouvernement polonais a déjà eu l'occasion de s'expliquer, la Délégation polonaise prend acte de la déclaration contenue dans la note du 13 novembre 1922 concernant l'interprétation de la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1921, aux termes de laquelle „les Puissances alliées, représentées par la Commission de délimitation reprendront tous leurs droits en ce qui concerne le secteur de Jaworzyna, au sujet duquel la décision du 28 juillet est muette".

La Délégation polonaise est en effet, fermement convaincue que, tout en reprenant leurs droits, les Puissances alliées sur le point de prononcer un arrêt qu'elles déclarent sans appel se trouveront dans l'impossibilité morale de considérer comme nulle et non avenue la décision prise le 25 septembre 1922 à l'unanimité de leurs représentants à la Commission de délimitation, décision arrêtée en toute connaissance de cause, après de longues études sur le terrain, décision enfin que pour sa part, et à défaut d'une solution plus favorable, le gouvernement polonais s'est déclaré prêt à accepter. D'ailleurs la note du 13 novembre dit expressément que la Conférence a pu se convaincre dès maintenant, „qu'il serait nécessaire de s'écarter dans une certaine mesure de la ligne définie par la décision du 28 juillet 1920 et par le Traité du 10 août de la même année".

En terminant et pour se conformer aux instructions de son Gouvernement, la Délégation polonaise prend la liberté d'insister à nouveau sur l'extrême urgence d'une décision. La Conférence des Ambassadeurs partageait cette manière de voir. Dans sa note du 6 décembre 1921 adressée à la Délégation polonaise elle écrivait:

„Il y aurait en effet, le plus grand intérêt à ce que cette question fût rapidement réglée, tant au point de vue du sort des populations voisines de la frontière qu'à celui des frais engagés par la prolongation des travaux de la Commission".

Rien n'est venu confirmer depuis la valeur de ces arguments bien au contraire, D'autre part, si les opérations d'abornement doivent être entreprises au printemps prochain, il serait de toute nécessité que les travaux préparatoires en soient achevés au courant de cet hiver et que la Conférence des Ambassadeurs prenne sa décision le plus tôt possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Président les assurances de ma très haute considération.

(—) ZAMOYSKI.

N-o 43.

Le lieutenant-colonel Uffler, président de la Commission de Délimitation Polono - Tchécoslovaque.
à la Conférence des Ambassadeurs).*

Morawska Ostrava, le 18 décembre 1922.

Commission de Délimitation
de la frontière
Polono-Tchécoslovaque.
№ 77 C. P/C

Les travaux en cours de la Commission de Délimitation se rapportent à:

la confection des cartes de la frontière des Territoires de Cieszyn et de l'Orava,

la restitution sur le terrain, d'après les catastres, du tracé de la frontière polono-tchécoslovaque définie par l'article 1 du Traité de Sèvres du 10 août 1920 dont il ne reste, pour ainsi dire, plus tracé dans sa plus grande partie.

Ces travaux sont des travaux techniques d'abornement desquels, aux termes des Dispositions concernant les fonctionnements des Commissions de Délimitation pendant les travaux d'abornement (approuvées par la Conférence des Ambassadeurs dans sa séance du vendredi 8 octobre 1920) le Président de la Commission a chargé de suivre l'avancement et de régler les difficultés.

L'activité de la Commission ne devant reprendre que lorsque interviendra la décision de la Conférence des Ambassadeurs sur la fixation de la frontière dans la région de Jaworzyna, les Commissaires des Principales Puissances alliées ont l'honneur de porter à votre connaissance qu'ils ont, pour des raisons d'économie, décidés l'entrée en période d'abornement, jusqu'a cette époque, et à partir du 21 décembre 1922, des travaux de la Commission.

(—) UFFLER

---

*) Cette note, à été officiellement notifié à la Commission polonaise auprès de la Commission de Délimitation Polono - Tchécoslovaque.

N-o 44.

M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris à M. R. Poincaré, président du Conseil et président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 28 mars 1923.

Monsieur le Président,

Le gouvernement polonais a été informé que l'administration du domaine de Jaworzyna appartenant au prince de Hohenlohe reçut, le 14 courant, l'ordre catégorique de la Direction du fisc tchécoslovaque de dresser, dans un délai de 15 jours un état précis des bâtiments, fabriques, scieries, machines, terres cultivées... et de fournir toutes les informations nécessaires en vue de la fixation de la somme à perçevoir à titre de l'impôt extraordinaire; en même temps, l'administration du domaine de Jaworzyna devra verser, dans un délai de 3 jours, une caution de 23,466,775 couronnes tchéques sous peine d'amende et de majoration de 2% de l'impôt à fixer.

Or, le gouvernement polonais estime que la question de Jaworzyna n'ayant pas encore été réglée, l'exécution de la mesure projetée, qui entrainerait la ruine économique du domaine, est inadmissible.

C'est pourquoi le gouvernement polonais, en signalant ces faits à la Conférence des Ambassadeurs, prie en même temps le gouvernement de la République de bien vouloir faire une démarche auprès du gouvernement de Prague en attirant l'attention de celui-ci, que l'exécution de l'ordre susdit avant le règlement définitif de la question de Jaworzyna produirait inévitablement une impression des plus néfastes sur l'opinion publique polonaise ce qui ne pourrait guère contribuer à façiliter un rapprochement entre les deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma trés haute considération.

(—) *ZAMOYSKI.*

N-o 45.

M. M. Zamoyski, président de la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 29 mars 1923.

Délégation Polonaise
à la Conférence
de la Paix.

Monsieur le Président,

Par sa décision en date du 15 mars dernier la Conférence des Ambassadeurs a définitivement reconnu la souveraineté de la Pologne sur les territoires ayant fait partie de l'ancienne Monarchie austro-hongroise. Ce fait entraîne comme conséquence logique, la nécessité de déterminer sur le terrain la frontière entre la Pologne et la République tchécoslovaque et par suite, l'obligation de compléter dans le plus bref délai, les pouvoirs de la Commission Interalliée qui a commencé lesdits travaux de délimitation, mais sans avoir qualité pour les poursuivre sur la frontière en question, dans toute sa longueur.

A ce propos, la Délégation polonaise a l'honneur d'attirer l'attention de la Conférence des Ambassadeurs sur les faits suivants-

1) Dans sa lettre, en date du 18 décembre 1922, adressée à la Conférence des Ambassadeurs, le président de la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque constatait (alinéa 5) que l'activité de la Commission ne reprendrait que le jour où serait intervenue, „la décision de la Conférence des Ambassadeurs sur la fixation de la frontière dans la région de Jaworzyna"...

2) Dans sa note du 6 décembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs écrivait: „Il y aurait en effet le plus grand intérêt à ce que cette question (celle de Jaworzyna) fût rapidement réglée, tant au point de vue du sort des populations voisines de la frontière qu'a celui des frais engagés par la prolongation des travaux de la Commission".

3) Le 25 septembre 1922, la Commission de délimitation prenait à l'unanimité des voix des Commissaires alliés — sa décision touchant le tracé de la frontière dans la région de Jaworzyna.

4) Dans sa note du 13 novembre 1922 — alinéa 2, la Conférence des Ambassadeurs déclarait: „les travaux de la Commission étant ainsi nécessairement retardés jusqu'au printemps prochain, la Conférence n'a pas estimé utile de se prononcer avant leur reprise".

Du rapprochement des faits ci - dessus rappelés il résulte clairement, d'une part: qu'il y a plus de deux ans la Conférence des Ambassadeurs reconnaissait déjà elle-même, et pour divers raisons, qu'il était nécessaire de résoudre au plus tôt la question du secteur de Spisz. Il en résulte d'autre part, que la Conférence des Ambassadeurs considérait le printemps comme le moment le plus propice pour liquider ladite question.

Partant de là, la Délégation polonaise d'ordre de son Gouvernement, croit devoir revenir à cette époque de l'année sur la demande qu'elle a déjà formulée à plusieurs reprises et insister encore une fois pour que la Conférence des Ambassadeurs veuille bien prendre, le plus tôt possible, sa décision définitive en ce qui concerne la région de Jaworzyna.

En outre, la Délégation polonaise prend la liberté d'attirer tout particulièrement l'attention de la Conférence des Ambassadeurs sur ce fait que, si la question de délimitation dans le secteur de Spisz restait en suspens, la Commission ne pourrait pas poursuivre ses travaux sur le reste de la frontière polono-tchécoslovaque.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considèration.

(—) ZAMOYSKI.

N-o 46.

Secrétariat Général de la Conférence des Ambassadeurs à la Légation de Pologne à Paris.

Paris, le 5 mai 1923.

Conférence des Ambassadeurs.
Secrétariat Général.

Le Secrétariat Général de la Conférence des Ambassadeurs a l'honneur de faire tenir ci-joint à la Légation de Pologne, copie de la résolution C. A. 213 — II, en date du 25 avril 1923 au sujet de la levée des impôts par le Gouvernement tchéco-slovaque dans la région de Jaworzyna (Affaire du Prince de Hohenlohe).

Légation de Pologne
C. A. 213 — II.

25 avril 1923.

RÉSOLUTION

Levés des impôts par le gouvernement tchécoslovaque dans la région de Jaworzyna.

(Affaire du Prince de Hohenlohe).

Il est decidé:

a) que M. CAMBON communiquera officieusement à M. le ministre de Tchécoslovaquie les renseignements transmis par la Légation de Pologne dans sa lettre du 28 mars 1923 en lui demandant d'intervenir auprès du gouvernement tchécoslovaque pour que celui-ci établisse une enquête à ce sujet et suspende, le cas échéant, les mesures fiscales envisagées à l'égard du Prince de Hohenlohe, jusqu'au réglement définitif de la question de Jaworzyna;

b) que le paragraphe ci-dessus sera porté à la connaissance de la Légation de Pologne en réponse à sa lettre du 28 mars 1923).

N-o 47.

M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs à M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.

Paris, le 23 mai 1923.

Conférence des Ambassadeurs.
Le Président.

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 28 mars vous avez bien voulu signaler à la Conférence que l'Administration tchécoslovaque avait pris certaines mesures fiscales à l'égard du domaine du Prince de Hohenlohe dans la région de Jaworzyna, et me prier d'attirer l'attention du gouvernement tchécoslovaque sur l'impression fâcheuse que produrait, en Pologne, l'application de ces mesures avant qu'une décision ait été prise en ce qui concerne l'attribution de Jaworzyna.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. Jules Cambon s'est entretenu de cette question avec M. le ministre de Tchécoslovaquie à Paris et l'a prié, au nom de la Conférence, d'intervenir auprès de son Gouvernement afin que les mesures envisagées ci-dessus soient suspendues jusqu'au règlement définitif de l'affaire de Jaworzyna.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) POINCARÉ.

N-o 48.

M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 26 avril 1923.

Monsieur le Président,

En se référant à sa note du 29 mars courant au sujet de la délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque et de la question de Jaworzyna, la Délégation polonaise, d'ordre de son Gouvernement, a l'honneur de porter à la connaissance de la Conférence des Ambassadeurs ce qui suit:

Depuis le commencement des travaux de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque dans les territoires de Teschen et d'Orawa, plusieurs propositions de modifications soumises par la Commission de délimitation furent approuvées par la Conférence des Ambassadeurs dans le délai normal de 3 ou 4 semaines. Bien que ces modifications aient été faites malgré les protestations du Commissaire du gouvernement polonais, la Pologne a loyalement exécuté toutes les décisions prises „à la majorité des voix" conformément à l'article 11 de la Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920.

Or, la décision de la Commission de délimitation au sujet de la frontière dans le secteur de Spisz et du partage de la commune de Jaworzyna fût prise, le 25 septembre 1922 à l'unanimité des voix des Commissaires alliés, contre une seule voix, celle du représentant du gouvernement tchécoslovaque.

Bien que 7 mois se soient déjà écoulés depuis cette date et bien que la Conférence des Ambassadeurs, elle-même, ait déclaré, dans sa note du 13 novembre 1922, qu'elle prendrait une décision à ce sujet „au printemps 1923" la question reste en suspens pour des raisons qui semblent être d'un ordre différent de celui prévu dans l'alinéa 3 de la décision du 28 juillet 1920.

Dans ces conditions, les gouvernement polonais se permet d'attirer l'attention de la Conférence des Ambassadeurs sur les arguments que la

Conférence elle-même croyait utile d'invoquer dans sa note du 9 novembre 1920 en insistant sur „les inconvénients les plus sérieux" qui pourraient résulter d'un retard indéfini de la délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque.

Dans ladite note la Conférence des Ambassadeurs écrivait entre autres:

„Aussi longtemps que la frontière n'aura pas été définitivement fixée, les populations des confins polono-tchécoslovaque demeureront dans un état d'inquiétude et d'agitation qui n'est pas de nature à faciliter le rétablissement entre la Pologne et la Tchécoslovaquie des relations amicales qui sont si hautement désirables".

Le gouvernement polonais constate que les justes prévisions de la Conférence des Ambassadeurs se sont entièrement réalisées. La population de la région frontière est constamment troublée par des incidents dus à l'absence d'une frontière définie et les relations entre les deux États, au lieu de s'améliorer deviennent de plus en plus tendues, sans que la responsabilité du gouvernement polonais puisse être de ce fait mise en cause.

D'autre part, le gouvernement polonais croit de son devoir d'attirer l'attention de la Conférence des Ambassadeurs sur les faits suivants:

La Commission de délimitation a délimité jusqu'à présent c'est-à-dire après 30 mois de fonctionnement, deux secteurs de la frontière d'une longueur totale d'environ 150 km. Comme il reste encore environ 630 km. à délimiter et si les travaux de Commission devaient se poursuivre dans les mêmes conditions, c'est-à-dire si les modifications, si minimes soient-elles, continuaient à dépendre de motifs autres que ceux prévus dans le règlement de la Commission, celle-ci aurait besoin pour accomplir sa tâche d'un délai de plusieurs années. Il est évident que le gouvernement polonais ne pourrait pas s'engager dans ces conditions à supporter les lourdes charges résultant du fonctionnement de la Commission de délimitation et qu'il ne pourrait pas justifier.

D'autre part, la motion votée à l'unanimité, le 23 avril courant par la Diète polonaise prouve quelle importance les milieux politiques et l'opinion publique polonaise attachent au règlement rapide de la question de Jaworzyna et, par conséquent aux relations polono-tchécoslovaques.

Voici la teneur de cette motion:

„La Diète invite le Gouvernement à faire tous les efforts nécessaires pour obtenir de la Conférence des Ambassadeurs, dans le plus bref délai, une décision attribuant Jaworzyna à la Pologne, conformément aux principes de justice et d'équité. Le Gouvernement doit souligner qu'un nouvel ajournement de cette décision porterait un préjudice notable aux intérêts de la Pologne et ne pourrait en aucune façon contribuer à améliorer les relations entre cette dernière et la Tchécoslovaquie".

Comme suite à cette motion le Gouvernement polonais prévoit d'ici peu une interpelation à ce sujet, en réponse à laquelle il se verrait

obligé d'exposer l'ensemble du litige polono-tchécoslovaque en se basant sur la documentation officielle ce qui évidemment ne pourrait pas contribuer à l'amélioration des relations déjà si tendues entre les deux États.

Vu ce qui précède, le gouvernement polonais prie la Conférence des Ambassadeurs de bien vouloir prendre une décision au sujet de Jaworzyna le plus tôt possible. En même temps il se voit obligé de déclarer qu'en cas d'un nouvel ajournement il ne pourrait pas prendre sur lui la responsabilité de celui-ci, ni d'assurer dans ces conditions les frais de la Commission de délimitation et serait forcé, à son grand regret, d'envisager le rappel prochain de son réprésentant à la Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(—) *ZAMOYSKI.*

N-o 49.

M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 20 juillet 1923.

Monsieur le Ministre,

Dans sa note du 26 avril 1922, la Délégation polonaise a eu l'honneur d'exposer les motifs qui l'obligeaient à demander le règlement de la question de Jaworzyna dans le plus bref délai, règlement qui ainsi que le déclarait la Conférence des Ambassadeurs dans sa note du 13 novembre 1922 devait avoir lieu au printemps 1923.

Aucune décision n'ayant été prise jusqu'à présent j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de prier Votre Excellence, de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour que la question de Jaworzyna soit portée à l'ordre du jour d'une des plus prochaines séances de la Conférence des Ambassadeurs, afin d'y être définitivement réglée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

(—) ZAMOYSKI.

N-o 50.

M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs à M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.

Paris, le 28 juillet 1923.

Conférence des Ambassadeurs.
le Président.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Conférence des Ambassadeurs, estimant qu'il convient de rechercher sans autre délai un règlement de la question de Jaworzyna, a pris le 27 juillet la résolution suivante:

„La Conférence des Ambassadeurs, agissant au nom des Gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, signataires avec les États-Unis d'Amérique comme Principales Puissances alliées et associées du Traité de Paix de Saint-Germain avec l'Autriche et de Trianon avec la Hongrie; ayant eu à statuer sur la frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie dans la région dite: „Territoire de Spisz" ainsi qu'il résulte d'une déclaration des Gouvernements polonais et tchécoslovaque, en date à Spa du 10 juillet 1920".

Et certaines difficultés s'étant élevées entre le gouvernement polonais et le gouvernement tchécoslovaque au cours des travaux de la Commission de délimitation au sujet de la fixation de cette frontière dans le territoire de Jaworzyna et notamment au sujet de la question juridique de savoir si cette frontière se trouve ou non déjà fixée par les actes suivants. (Décision du Conseil Suprême du 27 septembre 1919, Déclaration des gouvernements polonais et tchécoslovaque du 10 juillet 1920, Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920, Traité dit des frontières (non ratifié) du 10 août 1920, Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1921).

Lesdits Gouvernements ont décidé par application de l'article II, paragraphe 2 du Pacte de la Société des Nations de soumettre au Con-

seil de la Société lesdites difficultés et de lui demander de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande en ce qui concerne le tracé de la ligne frontière dont il s'agit.

Le Conseil de la Société des Nations sera prié de vouloir bien considérer cette affaire comme étant de grande urgence.

„Lesdits Gouvernements ne verraient qu'avantage à ce que le Conseil, s'il le juge opportun, demande l'opinion de la Cour de Justice sur la question juridique que soulèvent lesdites difficultés et qui est signalée ci-dessus".

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) *POINCARÉ.*

N-o 51.

M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 17 août 1923.

Monsieur le Président,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

Par ses notes en date du 26 avril et du 20 juillet 1923 adressés à la Conférence des Ambassadeurs, la Délégation polonaise a eu l'honneur tout en attirant l'attention de la Conférence sur les graves inconvénients qui résultent du retard apporté au règlement de la question de Jaworzyna, de demander une décision aussi prompte que possible concernant cette question. Elle faisait savoir en même temps qu'un nouvel ajournement obligerait le gouvernement polonais d'envisager le rappel de son représentant à la Commission de délimitation et de s'abstenir de participer aux frais de celle-ci.

Considérant que la Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 27 juillet 1923 outre le retard qu'elle apporte à la solution du litige, crée des conditions dans lesquelles la Commission de délimitation ne saurait utiliment poursuivre ses travaux, le gouvernement polonais, à son grand regret, se voit obligé de rappeler son délégué à la Commission de délimitation à partir du 1-er septembre prochain jusqu'au règlement définitif de la question de Jaworzyna.

En même temps, le gouvernement polonais déclare qu'à partir de cette date et pendant la période sus-mentionnée, il ne pourra participer aux frais que comportent l'entretien et le fonctionnement de ladite Commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(—) Maurice ZAMOYSKI.

N-o 52.

M. M. Zamoyski, ministre de Pologne à Paris à M. R. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.

Paris, le 21 août 1923.

Monsieur le Président,

Par votre note en date du 28 juillet dernier vous avez bien voulu me communiquer le texte de la résolution adoptée le 27 juillet par la Conférence des Ambassadeurs au sujet du règlement de la question de Jaworzyna.

J'ai immédiatement transmis cette communication à mon Gouvernement qui me charge de porter à la connaissance de la Conférence des Ambassadeurs ce qui suit:

Le gouvernement polonais n'a pas manqué d'examiner avec la plus grande attention la résolution par laquelle la Conférence des Ambassadeurs à cru devoir soumettre le litige de Jaworzyna au Conseil de la Société des Nations en lui demandant de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande en ce qui concerne le tracé de la ligne frontière. La Conférence des Ambassadeurs a ajouté, en même temps, que les Gouvernements des Puissances représentées à la Conférence ne verraient qu'avantage à ce que le Conseil, s'il le juge opportun, demande l'opinion de la Cour de Justice sur la question juridique et notamment si ladite frontière se trouve ou non déjà fixée par les actes suivants: Décision du Conseil Suprême du 27 septembre 1919. Déclaration des Gouvernement polonais et tchécoslovaque du 10 juillet 1920. Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920, Traité dit des frontières (non ratifié) du 10 août 1920. Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1921.

Le gouvernement polonais a le regret de constater en premier lieu que la procédure ainsi adoptée par la Conférence des Ambassadeurs consistant à demander l'avis consultatif d'organisations internationales amènera un nouveau et important retard à la solution du litige. Or, le gouvernement polonais dans les notes adressées à la Conférence des

Ambassadeurs par l'intermédiaire de la Délégation à Paris n'a pas manqué d'exposer les conséquences nuisibles pour la stabilisation politique et économique de l'Europe Centrale de tout délai qui, en outre, serait de nature à provoquer l'émotion justifiée de l'opinion publique en Pologne au sujet du sort demeuré en suspens depuis bientôt 3 ans de la population locale.

De même, le gouvernement polonais se voit obligé de constater qu'un rapport étroit existe entre la question de Jaworzyna et celle de l'ensemble de la délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque en territoire de Teschen de Spisz et d'Orawa ainsi que l'a constaté le délégué polonais par sa déclaration faite à la séance de la Commision de Délimitation du 21 avril 1921, déclaration qui fut inscrite au procès-verbal sans soulever d'objections de la part des commissaires présents.

D'autre part, la Conférence des Ambassadeurs ne fait pas mention, parmi les documents cités dans sa résolution du 27 juillet dernier de sa note du 13 novembre 1922 adressée aux Gouvernements polonais et tchécoslovaque. Dans cette note qui constitue une interprétation de tous les actes antérieurs, la Conférence des Ambassadeurs a fait explicitement état de son point de vue juridique en constatant qu'elle demeurait entièrement compétente pour trancher le litige; que ce litige n'avait point trouvé de solution par les décisions antérieures; qu'enfin la Conférence des Ambassadeurs s'était convaincue de la nécessité de s'écarter, dans une certaine mesure, sur le secteur en cause de la ligne frontière définie par la décision du 28 juillet 1920 et par le traité du 10 août de la même année.

Cette interprétation de ses décisions antérieures par la Conférence des Ambassadeurs elle-même, a été provoquée par une décision de la Commission de Délimitation du 25 septembre 1922, prise à l'unanimité des voix des commissaires alliés à la suite d'une étude détaillée du problème sur les lieux et répartissant le territoire litigieux entre les deux Etats.

Vu ce qui précède le gouvernement polonais ne saurait suffisamment mettre en lumière sa profonde conviction que le Conseil de la Société des Nations ne serait en état de recommander une solution équitable en ce qui concerne le tracé de la ligne frontière dans le secteur de Jaworzyna sans avoir pris préalablement connaissance de toutes les pièces et documents y relatifs.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(—) *Maurice ZAMOYSKI.*

C.

ANNEXE.

Mémoire concernant la question de Jaworzyna remis le 12 septembre 1923 au Secrétariat de la Société des Nations par M. Skirmunt délégué polonais à ladite Société.

Genève, le 12 septembre 1923.

Monsieur le Sécrétaire Général.

Faisant suite à la note de la Délégation polonaise du 3 septembre № 2125/23 au sujet de la question de la frontière polono - tchécolovaque dans la région dite „Territoire de Spisz" (question de Jaworzyna) que la Conférence des Ambassadeurs a, par sa résolution du 27 juillet, renvoyé devant le Conseil de la Société des Nations afin d'avoir une recommandation quand à la solution de la question, j'ai l'honneur de vous présenter deux mémoires détaillés y relatifs. Le premier de ces mémoires (annexe A) traite de la question juridique soulevée par la Conférence des Ambassadeurs et met en évidence le point de vue du gouvernement polonais c'est-à-dire que la frontière de Jaworzyna ne peut pas être considérée comme déjà fixée. Le second mémoire (Annexe B) expose les raisons qui mettent en évidence la nécessité économique de l'attribution à la Pologne de la région dite „Territoire de Jaworzyna" en échange toutefois des communes Niedzica et Kacwin, que le gouvernement polonais serait prêt à céder à la Tchécoslovaquie. Des cartes géographiques sont annexées aux Mémoires (Annexe C).

En transmettant à la Société des Nations les documents susvisés, j'ai l'honeur de porter à votre connaissance que de l'avis du gouvernement polonais il serait à souhaiter que le Conseil de la Société des Nations puisse trouver au plus vite la solution de cette question importante, laissée en suspens depuis de longs mois, au détriment de la population intéressée et des relations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(signé) *SKIRMUNT.*

délégué à la Société des Nations.

I. Les origines de la question (de son début jusqu'au 28 juillet 1920).

Après la chute de l'Empire Austro-Hongrois, fin octobre et commencement novembre 1920, les provinces polonaises qui jusqu'à lors faisaient partie de cet Empire sont revenues à l'État Polonais reconstitué; simultanément, a été créé la République Tchécoslovaque. Il fallait, alors, déterminer la frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Dans son cours la nouvelle frontière rencontrait sur trois secteurs des territoires habités par une population mixte, ce qui rendait nécessaire en la traçant de s'écarter des limites des subdivisions administratives existantes, savoir: le secteur de la Silésie de Teschen, le secteur d'Orava et le secteur de Spisz.

La délimitation des deux premiers secteurs est intimement liée à la fixation de la frontière du secteur de Spisz et n'a formé, au cours de tous les différends, avec cette dernière, qu'une seule question. Cependant, nous nous bornerons, dans le but de simplifier la question, à n'envisager d'une façon détaillée que la délimitation du secteur de Spisz, comme constituant le sujet immédiat du différend dans sa dernière phase.

La Pologne, fondant ses droits sur le principe éthnographique, établit son administration dans le Spisz dès le mois de novembre 1918. Plus tard, cédant au désir des Principales Puissances alliées et associées, les autorités polonaises abandonnèrent ce territoire, mais le gouvernement polonais continua néamoins à le revendiquer.

Lorsque le Conseil Suprême décida, fin de placer le duché de Teschen et les territoires de Spisz et d'Orava sous une souveraineté conforme au voeu des habitants, d'y procéder à une consultation populaire, le gouvernement polonais formula ses propositions quant aux limites du territoire plébiscitaire. On ne tint compte de ces désidérata qu'en partie dans la décision définitive du 27 septembre 1919, décision qui fixait les limites des territoires de plébiscite: Silésie de Teschen, Orawa, Spisz.

Il était décidé que:

a) dans toutes les communes du district politique de Stara Wieś;

b) dans les communes de la partie du district de Kesmark qui se trouvent au nord-ouest de la ligne de partage des eaux, entre les bassins de la Dunajec et du Poprad y compris les communes dont le territoire est traversé par cette ligne, les habitants seront appelés à désigner par voie de suffrage, s'ils désirent être rattaché à la Pologne ou à l'État Tchécoslovaque.

Le point (b) de la décision citée plus haut comprend le territoire de Jaworzyna, territoire dont le sort restait, par conséquent en suspens.

Le gouvernement polonais tenta, après la décision du 27 septembre 1919, de faire étendre les limites du territoire de plébiscite de Spisz, et d'y faire entrer le district de Kesmark en entier, et le district de Stara-Lubowla. Il invoquait à l'appui de sa thèse des motifs d'ordre historiques et ethnographiques. Les efforts du gouvernement polonais restè-

rent sans résultat et une grande partie de Spisz fut attribuée sans plébiscite à la Tchéco - Slovaquie.

Lors de la fixation, sur place, des limites du territoire de plébiscite par la Commission internationale de Teschen, surgit une divergence d'opinions concernant l'interprêtation du poiut b), de la décision du 27 septembre 1919. La ligne du partage des eaux coupait 3 communes de Spisz de telle façon qu'une fraction des territoires de ces communes restait au Nord-Est de la ligne. La Pologne, interprètant la décision d'une façon littérale, avait le droit de demander que ces trois communes fussent englobées dans le territoire de plébiscite. Le gouvernement polonais usa de ce droit. La Commission de Teschen, contrairement au texte du point b) de la décision, non sans une certaine hésitation cependant, refusa de céder à la demande de la Pologne tout en invoquant les intentions du Conseil Suprème. Elle donnait pour raison que le Conseil Suprême ne voulait pas risquer de priver le territoire slovaque de toute défense naturelle, ni de couper les voies ferrées orientées vers la Slovaquie, et qu'il était clair qu'il n'entendait pas s'englober, dans la zone de plébiscite, la Ville de Spiska Biala qui est située sur le bord même de la rivière Poprad et qui est une station de voie ferrée.

C'est donc la première fois que, dans la question de Spisz, les intentions de l' organe chargé de la décision servent à interprêter le texte de cette même décision. Cette interprètation, qui contrairement aux interprètations ultérieures, changeait le sens de la décision, fût néamoins acceptée par la Pologne. La Tchécoslovaquie ne trouvait évidemment aucun intérêt de suivre la décision à la lettre, l'interprêtation lui assurant des avantages importants.

Toute une série de motifs amena la Pologne et la Tchécoslovaquie à se désintéresser du plébiscite. Dans leur déclaration signée à Spa, le 10 juillet 1920, les représentants des deux Gouvernements ont, par conséquent, consenti à accepter le règlement définitif du litige par les Puissances alliées. Par la suite, ils ont consenti à ce que le plébiscite de Teschen et d'Orava n'ait pas lieu et à ce que les Puissances alliées, après avoir entendu les deux Parties, prennent les mesures nécessaires pour résoudre définitivement la question.

Les deux Gouvernements se sont engagés à exécuter loyalement la décision qui surviendrait.

La Conférence des Ambassadeurs usant des pouvoirs qui lui avaient été ainsi accordés, partagea, le 28 juillet 1920, la Silésie de Teschen. Orawa et Spisz entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Bien que ce partage lésât les intérêts vitaux de la Pologne, bien que 185.000 Polonais restassent de par lui sous une domination étrangère, la Pologne, conformément à l'engagement pris par son représentant à Spa, le 10 juillet, exécuta loyalement la décision.

II. La décision du 28 juillet 1920 et le traité du 10 août 1920.

Deux points de la décision du 28 juillet 1920 ont, pour la question de Jaworzyna, une importance capitale: la détermination de la frontière

à Spisz et la définition de la compétence de la Commission de délimitation. Ces deux points sont intimement liés l'un à l'autre.

La ligne frontière qui partage l'ancien territoire de plébiscite court à partir d'un point sur l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie, situé sur la rivière de Bialka à 500 mts environ à l'Est du Village de Brzegi, jusqu'au point de la même frontière situé à proximité de la côte 487 sur la route de Czorstyn à Szepesofalu (Stara Wieś). (Secteur appelé dans le présent exposé secteur II).

L' art. II de cette décision organise une Commission de délimitation composée d'un représentant de chacune des Principales Puissances alliées et associées, ainsi que de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Le même article statue que les décisions de cette Commission, obligatoires pour les parties intéressées, seront prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage. La Commission aura tout pouvoir pour proposer à la Conférence des Ambassadeurs les modifications qui lui paraîtraient justifiées par les intérêts des particuliers ou des communautés dans le voisinage de la ligne frontière et en tenant compte des circonstances locales spéciales.

Les pouvoirs de la Commission de délimitation ainsi définis ont trouvé une explication authentique par une lettre du général Le Rond, en date du 5 novembre 1920, rédigée conformément aux instructions de la Conférence des Ambassadeurs. Cette lettre établit nettement que la dite Commission tenait de la décision du 28 juillet 1920 „des pouvoirs plus étendus que ceux qui sont généralement attribués aux Commissions de délimitation".

Il est hors de discussion que la Conférence des Ambassadeurs n'a déterminé, le 28 juillet 1920, qu'une fraction de la frontière qui partageait l'ancien territoire de plébiscite, à savoir le secteur II. La décision, en effet, ne mentionne pas le secteur I; savoir, à partir de Rysy (côte 2503) au Nord jusqu'au point situé sur la rivière de Bialka à 500 mètres environ à l'Est du village de Brzegi, ni le secteur III, savoir, à partir du point de l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie situé à proximité de la côte 487 sur la route de Czorsztyn à Szepesofalu (Stara Wieś) à l'Est jusqu'au point où cette frontière vient toucher la limite de l'ancien territoire de plébiscite, limite fixée par la décision du 27 septembre 1919.

Il y avait donc trois possibilités: ou bien les droits de la Conférence des Ambassadeurs, de déterminer ultérieurement la frontière sur les secteurs I et III, restaient réservés à ceci conformément à la déclaration de Spa du 10 juillet 1920, ou bien on pouvait admettre que la Conférence des Ambassadeurs en passant ces secteurs sous silence était d'avis que la nouvelle frontière devait s'y confondre avec l'ancienne frontière entre le Galicie et la Hongrie, mais alors les larges compétences de la Commission de délimitation, définies à l'art. II de la décision du 28 juillet 1920 visaient nécessairement ces deux secteurs; ou enfin la Pologne et la Tchécoslovaquie devaient s'entendre, au terme de l'art. IX de ladite décision quant au tracé non défini de la frontière

de Spisz, sous réserve du droit d'intervention de la part des Principales Puissances alliées et associées.

On tenta de faire usage de ces trois éventualités pour liquider le conflit. La première trouva son expression dans la résolution interprétative de la Conférence des Ambassadeurs du 13 novembre 1922, la deuxième dans la décision de la Commission de délimitation du 25 septembre 1922, la troisième enfin provoqua l'accord polono-tchécoslovaque du 6 novembre 1921. Tous les trois procédés n'aboutirent pas, malheureusement, à régler définitivement la question.

Le manque de clarté dans la décision du 28 juillet 1920 eut pour conséquence d'embrouiller la face juridique du problème. Tout comme jadis, pour la question des trois communes, plébiscitaires de Spisz, les intentions du Conseil Suprême ont servi de motif a une interprétation supplémentaire de la décision du 27 septembre 1919 (voir pages 2 et 3) pareillement, seul l'organe qui avait donné la décision du 28 juillet 1920 pouvait maintenant être compétent pour son interprétation. C'est donc à la Conférence des Ambassadeurs qu'incombait le devoir d'écarter les doutes quant au sens exact de la dite décision, étant donné les divergences dans les opinions formulées à ce sujet par les deux Gouvernements intéressés. C'est ce que fit la Conférence en donnant, le 13 novembre 1922, une interprétation supplémentaire de sa décision et en déclarent ce qui suit:

„Le secteur de Jaworzyna de la frontière polono-tchéque n'est pas défini dans la décision du 28 juillet 1920 d'autre part, le 10 juillet 1920, la Pologne et la Tchécoslovaquie se sont mises d'accord à Spa pour accepter que leurs frontières respectives dans les territoires de Teschen, d'Orawa et de Spisz fussent déterminés par les Principales Puissances alliées et associées. La décision du 28 juillet n'ayant pas pourvu à cette détermination dans la région de Jaworzyna et le Traité du 10 août 1920 n'étant pas en vigueur, il en résulte que les Principales Puissances ont conservé pour la fixation de cette portion de la frontière tous les droits que les gouvernements polonais et tchécoslovaque leur ont reconnus".

Afin de bien éclaircir cette interprétation de la Conférence des Ambassadeurs il faut s'arrêter un instant à la signification du Traité du 10 août 1920, auquel il est fait allusion.

Ce Traité dit „des frontières", signé à Sèvres, concernait entre autres la frontière polono-tchécoslovaque. Le secteur de Jaworzyna y est défini comme se confondant avec l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie. Mais ce traité n'a jamais été signé par la Pologne, tandis que la Tchécoslovaquie ne l'a pas ratifié et il n'est pas entré en vigueur. La Conférence des Ambassadeurs a proposé, le 7 avril 1922 à la Pologne de délimiter la frontière décrite dans ce Traité sans attendre l'entrée éventuelle en vigueur du Traité. En acceptant le 9 mai 1922, qu'il fût procédé, dès maintenant, à ces travaux de délimitation, le gouvernement polonais après avoir décliné son adhésion au Traité, a fait toutes réserves pour les territoires d'Orawa et de Spisz.

C'était la Conférence des Ambassadeurs qui dans sa note du 13 novembre 1922 a constaté, elle-même, que dans les travaux de la Commission de délimitation concernant Spisz, „il a été fait allusion à la décision du 28 juillet 1920, mais il n'a pas eté fait mention au Traité du 10 août".

Il serait encore bon d'ajouter que dans son exposé du 25 avril 1923, le Ministre des Affaires Étrangères tchécoslovaque partage tout à fait le point de vue que la décision du 28 juillet 1920 et le Traité du 10 août 1920 laissent la question de Jaworzyna ouverte. Il a déclaré notamment: „J'affirme que Jaworzyna ne nous fut définitivement attribuée que par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1921, que la Conférence avait pleinement le droît de prendre cette décision et que jusqu'à ce moment cette question était litigieuse pour nous".

III. L'oeuvre de la Commission de délimitation. (Première phase).

La Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque fut constituée aux termes de l'article II de la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920, décision dont il a été parlé plus haut. Elle commença ses travaux sur la frontière décrite à l'art. I de ladite décision.

La Commission aborda la délimitation par les secteurs de la Silésie de Teschen et d'Orawa. La Conférence des Ambassadeurs demandait à ce qu'on hâtat les travaux. Elle partait, avec raison, du point de vue qu'aussi longtemps que la frontière n'aurait pas été définitivement fixée, les populations des confins polono-tchécoslovaques demeureraient dans un état d'inquiétude et d'agitation qui ne serait pas de nature à faciliter le rétablissement entre la Pologne et la Tchécoslovaquie des relations amicales qui sont si hautement désirables.

La Délégation polonaise sur invitation du Président de la Commission de délimitation, soumit le 8 mars 1921, un projet modifiant la ligne frontière à Spisz par voie d'échange de certains territoires.

D'après ce projet devaient être attribuées à la Pologne une partie de la commune de Jurgow et la commune de Jaworzyna, c'est-à-dire un territoire situé entre le secteur I dont il a été parlé plus haut, la partie du secteur II située entre la rivière Bialka et la côte 1011 et une ligne qui part de la côte 2503, puis longe le massif central des hauts Tatras par les côtes 2565 (Wysoka), 2465 (Ganek), 2400 (Batyzowiecki), 2630, 2203 (Polski Grzebień), 2429 (Mala Wysoka), 2466, 2630 (Lodowy), 2536 (Baranie Rogi), 2425 (Kolowy), 2231 (Jagniecy), 1756 (Kopa), 2062 (Szalony Wierch), 2154 (Hawran) 1464 (Jaworzynka), 1132, 1267 (Rzepisko), 1179, 1021 jusqu'à la côte 1011 où elle rencontre la ligne frontière (secteur II) indiquée par la décision de la Conférence des Ambassadeurs, le 28 juillet 1920.

En échange de ce territoire, deux communes polonaises situées à Spisz, Kacwin et Niedzica, devaient être attribuées à la Tchécoslova-

quie. En outre, la Délégation polonaise, convaincue que son projet serait accepté, avait admis certaines cessions territoriales à l'avantage de la Tchécoslovaquie sur un autre secteur, notamment celui d'Orawa.

Sur ce secteur, la Tchécoslovaquie avait cédé à la Pologne la moitié du village de Lipnica Wielka, tandis qu'elle avait reçu en échange, deux villages: Glodowka et Sucha Hora. Ce dernier village est coupé par une vois ferrée importante avec la station de Sucha Hora.

La proposition polonaise concernant Jaworzyna peut être considérée soit comme une modification d'une partie du secteur II, du point situé à 500 mètres à l'Est du village de Brzegi jusqu'à la côte 1011, soit comme une modification à la frontière de Spisz dans le secteur I.

Si nous admettons la première éventualité, il ne peut y avoir le moindre doute au sujet de la compétence de la Commission de délimitation. L'article II de la décision du 28 juillet se borne à exiger que les modifications proposées par la Commission de délimitation soient motivées par les intérêts des particuliers ou des communautés dans le voisinage de la ligne frontière et en tenant compte des circonstances locales spéciales. Ces motifs dont parle l'article II, se retrouvent dans l'espèce, ils réclamaient d'une façon impérieuse l'attribution de Jaworzyna à la Pologne.

Si, d'autre part, nous admettons la seconde éventualité c'est-à-dire la modification du secteur I, deux ordres de raison en fait de compétence peuvent être invoqués. La Conférence des Ambassadeurs avait passé ce secteur sous silence dans sa décision du 28 juillet 1920. Elle avait donc pour des raisons expliquées dans la note du 13 novembre 1922, le droit de tracer ici une frontière qui serait allée au-delà des intérêts locaux, car elle n'était pas liée par ces intérêts. D'autre part, la Commission de délimitation ne pouvait, elle, proposer que des modifications dictées par des intérêts locaux. La Pologne n'a pas demandé que la Conférence des Ambassadeurs fît usage de son droit et déterminat ici une ligne frontière qui eût pris en considération non seulement les intérêts d'ordre local, parce qu"elle désirait déterminer aussi vite que possible les travaux de délimitation et parce qu'elle ne voulait introduire, dans la ligne frontière, que les modificiations indispensables à l'existence de la population limitrophe.

Les travaux de délimitation arrivaient à leur fin en Silésie et à Orawa avant qu'un accord fût établi en ce qui touchait Spisz. Ici, la Délégation polonaise ne voulant pas retarder les travaux hâtés par la Conférence des Ambassadeurs et escomptant les bonnes intentions de la Délégation tchécoslovaque déclara, à la séance du 23 avril 1921, être d'accord avec les modifications de la ligne frontière proposées en Silésie et à Orawa. Toutefois ce consentement n'était pas donné sans condition. La Délégation polonaise a, en effet, „voté pour la proposition de la Commission, réserve faite que le même esprit de conciliation préside à la discussion du secteur de Spisz, où la Pologne compte fermement obtenir par voie d'échange sa frontière naturelle à Jaworzyna,

commune dont dépend, économiquement l'existence de 5 communes de Spisz attribuées à la Pologne.

Aucun des commissaires présents ne protesta et la réserve fut mise au procés-verbal de la séance.

La conséquence de cette réserve fut que les territoires attribués en Silésie et à Orawa à la Pologne d'une part et à la Tchécoslovaquie de l'autre par la Commission de délimitation, bien qu'abornés, ne sont pas occupés, à l'heure actuelle, par les deux Parties. La frontière continue toujours à se confondre avec l'ancienne ligne de démarcation fixée provisoirement au commencement d'août 1920.

Le gouvernement tchécoslovaque a demandé à plusieurs reprises, l'évacuation des territoires qui lui avaient été attribués par la délimitation. Le gouvernement polonais s'est toujours vu contraint de refuser, attendu que la question de ces secteurs ne forme qu'une avec celle du secteur de Spisz.

La nouvelle frontière en Silésie et à Orawa ne pourra entrer en vigueur qu'au moment où la réserve du 23 avril 1921 aura été réalisée, c'est-à-dire où Jaworzyna aura été attribuée à la Pologne.

La tentative de régler l'affaire du secteur de Spisz au sein de la Commission de délimitation ont toutes échoué. Tous les projets soumis par la Délégation polonaise furent repoussés par la Délégation tchécoslovaque. Un accord entre les deux Délégations n'a jamais pu être atteint.

IV. L'action diplomatique.

Tandis que la Commission de délimitation n'arrivait pas dans ses travaux à un résultat satisfaisant, les gouvernements polonais et tchécoslovaque entamèrent au mois de juillet 1921 des pourparlers au sujet d'un accord politique.

Cet accord fut réalisé, on le signa à Prague, le 6 novembre 1921. La question de Jaworzyna y est traitée dans un passage spécial de l'annexe ajoutée à cet accord. Ce passage dit:

„Dès la signature du présent accord, les deux parties contractantes s'engagent à mettre en éxécution les mesures spéciales qui suivent:

A) . . . . . .

B) le réglement dans un délai de six moins par l'entente directe et amiable des deux Gouvernements de la question de la commune de Jaworzyna".

La signature du ministre des Affaires Étrangères tchécoslovaque sur cet accord prouve indubitablement que le gouvernement tchécoslovaque considérait alors la question de Jaworzyna comme ouverte.

Ajoutons ici que le gouvernement tchécoslovaque a admis dernièrement encore, dans des énonciations officielles que cette question était alors réellement loin d'être résolue.

D'après l'opinion actuelle du Ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque la question de Jaworzyna ne trouva de solution que dans la note de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1921. Et cependant l'opinion du gouvernement tchécoslovaque, quant à la question de savoir si l'affaire de Jaworzyna doit être considérée comme ouverte, évoluait en réalité tant que cette affaire subissait des fluctuations. Ce n'est que dernièrement que le gouvernement tchécoslovaque fixa la date de la liquidation de la question au 6 décembre 1921. La note de la Conférence des Ambassadeurs ne modifie en rien la situation de droit du litige. Si le gouvernement tchécoslovaque a choisi cette note et cette date, il l'a fait pour des raisons de la politique intérieure et ces raisons ne peuvent, en aucune façon, restreindre les droits du gouvernement polonais de réclamer une délimitation équitable, ni la compétence de la Commission de délimitation de proposer des modifications motivées, ni enfin les pouvoirs de la Conférence des Ambassadeurs d'user de ces droits.

En effet, une opposition au sein de la coalitie gouvernementale attaquait le gouvernement tchécoslovaque et lui reprochait d'avoir admis en signant l'accord avec la Pologne du 6 novembre 1921, qu'une question liquidée par des documents officiels antérieurs (on invoquait ici la décision du 28 juillet 1920, le Traité du 10 août 1920, etc. évidemment sans donner d'arguments, mais en poursuivant exclusivement des buts d'ordre politique intérieur) restait litigieuse. Le gouvernement tchécoslovaque voulait se justifier d'avoir négocié avec un État étranger au sujet de l'attribution d'un territoire soi-disant tchécoslovaque, il voulait, d'autre part, donner satisfaction aux demandes de son opposition, et c'est pourquoi il se vit contraint de trouver un document officiel, paru après le 6 novembre 1921, dont le texte pût faire croire au public non initié aux détails de la question, que la lutte pour Jaworzyna avait été résolue à la satisfaction de la Tchécoslovaquie.

Le gouvernement tchécoslovaque crut ainsi trouver dans la note de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1921 ce document. Cette note mérite donc l'être examinée de plus près.

La Conférence des Ambassadeurs y constate, tout d'abord „que les Commissaires n'étaient pas, jusque là, arrivés à un accord au sujet du tracé de la région de Spisz". Après avoir examiné la question même la Conférence décide „qu'aucune modification ne saurait être apportée au tracé de la frontière telle qu'elle est définie par la Décision du 28 juillet, à moins qu'un accord amiable n'intervienne entre les intéressés. Il serait donc à souhaiter que les gouvernements polonais et tchécoslovaque continuent leurs négociations sur ce point, dans le plus large esprit de conciliation et en vue de réaliser, très prochainement, une entente". La Conférence des Ambassadeurs fixe comme terme pour la réalisation de cette entente, le 15 janvier 1922, après quoi la Commission de délimitation doit procéder à l'abornement de la ligne du 28 juillet 1920.

La Conférence des Ambassadeurs exige simultanément que les deux Gouvernements transportent leurs gardes - frontières dans la Silésie de Teschen et à Orawa de la ligne de démarcation sur la ligne abornée. Considérant pourtant que la délimitation de la région de Spisz d'une part et celle de la Silésie de Teschen et d'Orawa de l'autre ne forment qu'une seule question, la Conférence des Ambassadeurs fixe le terme de cette évacuation et de cette occupation de même au 15 janvier 1922. Le lien qui unit les 3 secteurs de frontière est expréssement mis en relief. Ce lien existe jusqu'à aujourd'hui et c'est pourquoi les gardes - frontières des deux pays continuent à l'heure actuelle d'occuper la ligne de démarcation.

Des deux côtés on discute sur la signification de la note du 6 décembre 1921. Les opinions étant partagées, la Conférence des Ambassadeurs trancha elle - même la question en interprétant cette note le 13 novembre 1922. Dans cette interprétation qui doit être considérée comme formant partie intégrante de la note du 6 décembre 1921, la Conférence constate „qu'il est clair que le secteur de Jaworzyna n'étant pas mentionné dans cette décision, le texte de la lettre du 6 décembre 1921 n'a pas pu constituer une renonciation des Principales Puissances aux droits qui leur ont été reconnus par les deux gouvernements intéressés. Le sens de ce passage de la lettre du 6 décembre est tout autre. Il signifie que, si l'accord ne se fait pas entre la Pologne et la Tchécoslovaquie sur Jaworzyna que le Traité du 10 août 1920 a reconnu comme tchéque et que la Pologne revendique, la Commission de délimitation ne pourra pas, d'autre part, dans un secteur décrit dans la Décision du 28 juillet 1920 accorder des compensations à la Tchécoslovaquie en lui attribuant des territoires que cette Décision donne à la Pologne. La lettre du 6 décembre invite les deux parties à procéder à des échanges de vues à l'amiable; si l'accord à l'amiable est impossible, la Décision du 28 juillet sera appliquée strictement tandis que, en ce qui concerne le secteur au sujet duquel cette décision est muette, les Puissances alliées représentées par la Commission de délimitation, reprendront leurs droits.

La situation ainsi définie est celle devant laquelle la Conférence des Ambassadeurs se trouve placée. C'est celle dont elle devra tenir compte lorsque, faisant usage de ses prérogatives, elle prendra la décision sans appel que la Pologne et la Tchécoslovaquie se sont engagées à Spa à accepter et que la Commission n'aura plus qu'à appliquer sur le terrain".

En outre, la décision du 6 décembre 1921 prévoit pour le cas où les deux parties ne sauraient pas se mettre d'accord, l'application de la décision du 28 juillet 1920. Cette application doit nécessairement comprendre, outre l'art. I également au même titre son art. II. Ce dernier récise les droits de la Commission de délimitation, droits dont elle n'a pas pu faire usage avant le 6 décembre, mais qu'elle restait toujours libre d'invoquer. Ils consistaient entre autres, en ce qui concerne le

gouvernement polonais dans la possibilité de proposer par le représentant polonais à la Commission certaines modifications de frontière, de soumettre ces propositions à la discussion et au vote de la Commission. On n'a pas procédé au vote avant la date du 6 décembre et une décision prise alors par la Conférence des Ambassadeurs en dehors de la procédure prévue à l'art. II de la décision du 28 juillet 1920 ne saurait pas être opposable à la Commission de délimitation ainsi qu'au gouvernement polonais pour le cas où ils voudraient réaliser postérieurement les droits que leur a garantis l'art. II de la décision du 28 juillet 1920.

Ainsi s'explique la signification de la lettre du 6 décembre. Il serait, du reste, difficile de la comprendre autrement. Il serait malaisé d'admettre que la Conférence des Ambassadeurs, tout en invitant les deux parties à conclure un accord à l'amiable, attribuât d'avance le territoire litigieux à une d'elle pour le cas où l'accord n'aboutirait pas. Il serait difficile de comprendre le lien admis jusqu'ici par la Conférence des Ambassadeurs, lien unissant la délimitation de la région de Spisz à celle de la Silésie de Teschen et d'Orawa autrement qu'en admettant que la Conférence des Ambassadeurs considérait, dès le début que la lettre du 6 décembre ne liquidait pas l'affaire de Jaworzyna.

Ainsi donc la situation de droit ne subissait aucune modification de par la lettre du 6 décembre. Il faut, néamoins, noter que le gouvernement tchécoslovaque a considéré, lui aussi, après cette date, la question comme ouverte jusqu'au moment où la situation intérieure et parlementaire l'amena à abandonner la voie que lui avait tracée une stricte argumentation juridique.

Déjà le 17 décembre 1921 la Légation de Pologne à Paris demanda, simultanément avec la Légation de Tchécoslovaquie, à la Conférence des Ambassadeurs de mettre en accord le terme fixé au 15 janvier 1922 par la lettre du 6 décembre 1921 avec celui que prévoyait l'accord polono-tchéque du 6 novembre 1921 et qui, lui était fixé au 6 mai 1922. La Conférence des Ambassadeurs admit la demande. Fin avril 1922 sur la demande réiterée des deux gouvernements intéressés, elle prolongea encore une fois le terme au 6 août 1922. Ce fut la raison pour laquelle la Commission de délimitation ne put pas, pendant ce temps, entamer l'examen de la frontière dans la région de Spisz.

Entre temps, le gouvernement polonais s'efforçait de son mieux de faire aboutir l'entente aux termes de l'engagement des deux parties, engagement rsultant de l'annexe B de l'accord du 6 novembre 1921.

Les négociations diplomatiques entre le gouvernement tchécoslovaque et la Légation de Pologne à Prague furent reprises sur la base de l'annexe précitée. La Légation de Pologne proposa de nouveau au gouvernement tchécoslovaque d'échanger Jaworzyna contre Kacwin et Niedzica.

Devant le refus du gouvernement tchécoslovaque d'accepter cette proposition, le gouvernement polonais n'a pas hésité à faire des sacrifices considérables sur son point de vue primitif.

Au cours de ses négociations le ministre des Affaires Étrangères de la République tchécoslovaque a considéré ces projets du tracé de frontière dans le district de Spisz comme pouvant servir de base au réglement de la question de Jaworzyna.

Afin d'arriver à une entente, les deux gouvernements ont institué au mois de février 1922, d'un commun accord, une commission mixte polono-tchécoslovaque appelée à présenter aux deux gouvernements les conclusions relatives à la solution de la question de Jaworzyna. Les deux gouvernements se sont communiqués réciproquement les noms des membres qu'ils ont nommés.

Ceci prouve, une fois de plus, qu'au printemps 1922, les deux gouvernements considéraient la question de Jaworzyna comme ouverte.

Toutefois, malgré que les membres polonais de la Commission aussi bien que les membres tchécoslovaques avaient formulé, après un examen minutieux de la question, leurs propositions respectives qui devaient servir de base à une discussion en séance commune, la République tchécoslovaque, n'a point voulu a quiescer aux demandes réitérées du gouvernement polonais de réunir la Commission, formulées à maintes reprises.

En vue de l'expiration très prochaine du dernier délai fixé pour le réglement de cette question, le ministre de Pologne à Prague, s'est plus d'une fois adressé à M. Bénès, toút dernièrement par sa lettre du 23 juillet 1922, en le priant de bien vouloir lui faire connaître sa décision quant à la réunion de la commission, en quant à l'exécution de l'article B de l'annexe à l'accord du 6 novembre 1921.

En réponse, M. Bénès a fait, le 26 juillet, une déclaration formelle devant être communiquée au gouvernement polonais, de laquelle résulte le refus de consentir à la réunion de la Commission.

Ainsi qu'atteste cet acte, le gouvernement tchécoslovaque s'est opposé à l'ouverture même des négociations sur le fond de la question litigieuse.

Cet état de choses a amené le gouvernement polonais à protester, le 7 août 1922, d'une façon solennelle contre la non-exécution par la Tchécoslovaquie, de l'annexe B de l'accord du 6 novembre 1921. Le gouvernement polonais commence par décrire, dans ce document, toute la marche de l'affaire diplomatique, comme nous venons de le faire, ensuite il constate que cette attitude du gouvernement tchécoslovaque semble indiquer de sa part l'intention de rompre tous pourparlers en cette matière; ce qui ne saurait être admis par le gouvernement polonais, comme moyen de terminer le litige visé dans l'article B de l'annexe à l'accord polono - tchécoslovaque du 6 novembre 1921.

Le Gouvernement polonais a déclaré en outre, qu'il ne peut s'abstenir de continuer à insister sur l'exécution de l'engagement pris par le gouvernement de la République tchécoslovaque et qu'il espère fermement que celui-ci tiendra, de son côté, à l'exécution prochaine et intégrale de cet engagement.

Le ministre des Affaires Étrangères tchécoslovaque en recevant la protestation, promit d'y donner une réponse détaillée. Le gouvernement polonais n'a pas reçu cette réponse jusqu'à aujourd'hui, bien qu'une année se soit écoulée.

V. L'oeuvre de la Commission de délimitation.
(douxième phase)

Vis-à-vis de l'attitude prise par le gouvernement tchécoslovaque, toute action diplomatique était destinée à ne donner aucun résultat. L'affaire de la délimitation de Spisz dut, par conséquent, revenir à la Commission de délimitation, car c'est de là que, provisoirement, elle avait été sortie faisant l'objet de pouparlers directs entre les deux gouvernements.

Les délégués polonais et tchécoslovaques adressèrent des lettres séparées au président de la Commission lui anonçant que les pourparlers directs avaient échoué et le priant de faire reprendre la question par la Commission. Il faut souligner que le Commissaire tchécoslovaque, en adressant le 20 septembre 1922 cette demande, a reconnu la compétence de la Commission de délimitation en la matière. En sus, ce même commissaire mit au procès-verbal de la séance du 25 septembre 1922 une déclaration disant que lorsque lui est parvenue la décision du mois d'août de la Conférence des Ambassadeurs invitant la Commission à hâter ses travaux, il demanda des instructions à son Gouvernement et reçut l'ordre d'intervenir auprès de la Commission de délimitation pour que les travaux dans la région de Spisz soient poursuivis suivant la décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 28 juillet 1920. La signification de cette décision et, particulièrement, les compétences de la Commission de délimitation qui émanaient de l'article II ont été expliquées plus haut d'une façon détaillée.

La Commission de délimitation se réunit le 25 septembre 1922. Le Président déposa un projet de frontière dans la région de Spisz, projet accepté à l'unanimité par les commissaires des Grandes Puissances. Ce projet consistant en la cession à la Tchécoslovaquie des villages de Kacwin et Niedzica, tandis que la Pologne ne recevait qu'une partie de Jaworzyna, partie située au Nord et à l'Ouest de la ligne suivante:

une ligne partant de Rysy (2503) suivant vers l'Est la limite cadastrale de la commune de Jaworzyna, passant par les points Wysoka (2565), Ganek (2465), Eiserne Thorspitze (2322), Botzdorferspitze (2395), côte 2630, côte 2335, côte 2320, Polnischer Kamm (2208), Kleine Wysoka (2459), Flussturm (2380), côte 2260, Spitzerthurm (2356), Breiterthurm (2466), jusqu'au passage Sattelpass (2380), puis à partir de ce dernier point, le sentier se dirigeant vers le lac Krottensee (1900). De là, par la source de la rivière Jaworinka, cette rivière, jusqu'à la hauteur du premier ponceau, après l'issue nord-est du village de Jaworzyna, puis la route de Jaworzyna à Podspady (Zugo) jusqu'aux abords du Sud-Ouest de Podspady, puis, une ligne contournant par le Nord Ouest, le

Nord et l'Est au plus près des maisons de Podspady jusqu'à la rencontre de la 1 limite catastrale Sud de la Commune de Jurgow: puis vers l'Est, cette limite catastrale jusqu'à la côte 1216.

Après que les deux parties auront déclaré que ce projet ne correspondait pas à leurs désirs, ou procéda au vote secret. Le projet fut voté par 5 voix contre 1. Le Commissaire tchécoslovaque a pris part au vote. Il a, par conséquent, manifesté une fois de plus qu'il reconnaissait pleinement les pouvoirs de la Commission de délimitation.

Le projet, une fois voté, fut soumis par la Commission de délimitation à l'approbation de la Conférence des Ambassadeurs.

La Pologne, dans le but d'aboutir à une entente avec la Tchécoslovaquie, a accepté la ligne votée par la Commission le 25 septembre 1922, bien que cette ligne fut défavorable pour les intérêts polonais. Au contraire, en Tchécoslovaquie, on entama une propagande passionnée tendant à trouver des arguments militant en faveur de l'attribution de Jaworzyna à la Tchécoslovaquie; on se mit donc à attaquer la Commission de délimitation. Bien que le délégué tchécoslovaque eût, lui-même, demandé à la Commission d'examiner la question et bien qu'il eût pris part au vote secret, on reprochait à la Commission d'avoir dépassé ses pouvoirs.

La Conférence des Ambassadeurs fut ainsi contrainte de préciser, tout d'abord, son opinion juridique sur la question. C'est ce qu'elle fit par sa résolution du 13 novembre 1922.

Cette résolution se compose de plusieurs parties. Tout d'abord, la Conférence des Ambassadeurs donne son interprétation, dont il à été question plus haut, de ses décisions antérieures du 28 juillet 1920 et du 2 décembre 1921; ainsi que du Traité du 10 août 1920. Elle constate sur cette base, comme organe de dernière instance, qu'elle continue à être compétente pour fixer la frontière du secteur de Jaworzyna.

Pour raisons d'ordre technique elle remet cette fixation au printemps 1923 et elle encourage les deux Parties à utiliser cet espace de temps pour continuer les pourparlers directs. La Conférence des Ambassadeurs déclare qu'elle a pu se convaincre qu'il fallait s'ecarter, dans une certaine mesure, de la ligne définie par la Décision du 28 juillet 1920 et par le Traité du 10 août de la même année.

Le gouvernement polonais se borna, dans la suite, à demander à plusieurs reprises à la Conférence des Ambassadeurs de bien vouloir hâter la ratification de la décision de la Commission de délimitation du 25 septembre 1922.

Le gouvernement polonais partait du point de vue dont il fit du reste part à la Conférence des Ambassadeurs — que les expériences antérieures avaient prouvé l'inefficacité des pourparlers directs avec le gouvernement tchécoslovaque. Attendu que l'entrée en vigueur de toute une série d'accords avec la Tchécoslovaquie dépendait de la liquidation de la délimitation de Spisz, attendu que cette question, restée en suspens, exerçait une influence mauvaise sur les relations polono-tché-

coslovaques et, par là, sur la situation politique de l'Europe Centrale, attendu que la délimitation de la Silésie de Teschen et d'Orawa, étant intimement liée à la délimitation de Spisz, dépendait de la liquidation de cette question, attendu enfin que l'organe compétent c'est-à-dire la Commission de délimitation, avait adopté, après de longues enquêtes sur le terrain le 25 septembre 1922, un projet qui n'était rien d'autre qu'un compromis, le gouvernement polonais accepta la solution du 25 septembre 1922, bien que celle-ci fut loin de satisfaire l'opinion publique.

Le gouvernement polonais ne cessait de répéter, en vain, combien le sort de la population dans la région frontière était désespéré. La Conférence des Ambassadeurs n'a pas approuvé jusque là la proposition de son organe, votée le 25 septembre 1922.

Encore une décision de la Conférence des Ambassadeurs mérite d'être mentionnée vu qu'elle démontre, elle aussi, le caractère litigieux du territoire de Jaworzyna. Le gouvernement tchécoslovaque imposa, au mois de mars 1923, au prince de Hohenlohe, propriétaire de Jaworzyna, une contribution extraordinaire et élevée, sur la fortune. Le gouvernement polonais étant d'avis que la question de Jaworzyna n'ayant pas encore été réglée, l'exécution de la mesure projetée qui entraînerait la ruine économique du domaine, était inadmissible, soumit la question à la Conférence des Ambassadeurs et demanda de faire retirer la dite mesure par le gouvernement tchécoslovaque. La Conférence des Ambassadeurs accepta le point de vue polonais par sa décision du 25 avril 1923.

C'est dans cet état de choses que la Conférence des Ambassadeurs transmit le litige le 27 juillet 1923 au Conseil de la Société des Nations en lui demandant de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande en ce qui concerne le tracé de la ligne-frontière dont il s'agit.

Annexe B.

La frontière provisoire actuelle entre la Pologne et la Tchécoslovaquie sur le territoire de Spisz a créé pour la population des localités limitrophes une situation économique désastreuse; elle a bouleversé les bases mêmes de l'existence d'un certain nombre des villages situés sur la frontière et menacés d'une ruine économique complète.

En effet, cette frontière coupe les unités géographiques indivisibles, délimitées par la ligne de côtes de la chaîne montagneuse, (ligne de partage des eaux). Comme ailleurs, la géographie commande et oriente la vie économique de ce territoire. En conséquence, deux unités indivisibles économiques s'y sont formées depuis des temps immémoriaux, à savoir:

1. la vallée de la rivière Bialka et de ses affluents avec les localités suivantes: Jaworzyna, Jurgow, Czarnagora, Rzepisko, Trybsz, Lapszanka, Brzegi, Bukowina, Bialka et Gron, ainsi que;

2. La vallée de la rivière de Kacwinka avec les villages y situés de Frankowa Wielka, Frankowa Mala, Osturnia, Kacwin et Niedzica.

I. La vallée de la Bialka.

A la formation de cette unité géographique contribuent les affluents traversant deux vallées du Tatra, celle de Jaworowa et celle de Biala Woda qui, après leur jonction aux environs du village Jaworzyna, descendent par la vallée de la Bialka vers la Pologne. Au Sud et au Sud-Est, c'est-à-dire dans la direction de la Tchécoslovaquie, le pays de Jaworzyna se heurte aux formidables parois du massif du Haut Tatra, dont l'attitude moyenne est de 2.300 mètres. L'évidence de cette situation géographique s'impose. Totalement séparé de la Tchécoslovaquie par une barrière dressée par les montagnes, le territoire de Jaworzyna ne lui amène pas une goutte d'eau de ses rivières et de ses torrents. Toutes ces communications se dirigent vers la Pologne à laquelle il est relié au Nord par les pentes faciles de ses vallées.

De toute cette unité géographique et économique, il y a une partie qu'occupe la Tchécoslovaquie, savoir la partie sud de la commune de Jurgow et la commune de Jaworzyna. C'est précisément le territoire que revendique la Pologne.

Sur le territoire de la commune de Jaworzyna comprenant 14.415 arpents (8296 ha) il y a 6.119 arpents (3520 ha) de terres incultes sous forme de rochers et de graviers de montagne. Pour le restant de terres, il y a 5.720 arpents (3290 ha) de forêts, 2.160 arpents (1245 ha) de pâturages, 364 arpents (210 ha) de prairies et 52 arpents (30 ha) de terres arables. Quant au nombre d'habitants, la localité de Jaworzyna en compte environ 400. La partie de la commune de Jurgow occupée par la Tchécoslovaquie comprend 2.000 arpents (1151 ha), des terres arables non habitées.

Le fait que le territoire de Jaworzyna et les communes actuellement polonaises, ci-dessus mentionnées, forment un ensemble aussi bien au point de vue géographique qu'économique, est mis en évidence par les arguments suivants, examinés par les membres de la Commission interalliée de délimitation et reconnus rigoureusement exacts.

1) Voies de communications.

La localité tchécoslovaque la plus proche du côté de la frontière Est, en dehors du territoire litigieux, est le village de Zar, séparé de la commune de Jaworzyna par le haut sommet de Jaworinka, côtes 1464 et 1132, ainsi que le commencement de la chaîne de Magora Spiska, côte 1216, chaîne traversée par un seul et mauvais chemin, allant de Jaworzyna en Tchécoslovaquie, contourné et abrut. Le territoire est donc séparé de la Tchécoslovaquie par de hautes montagnes, tandis que vers la Pologne s'ouvre la vallée de la rivière Bialka qui le réunit d'une manière facile et naturelle, par une route, avec Jurgow (769 m.), Czarnagora (environ 700 m.) et d'autres villages de la partie du Spisz attribuée à la

Pologne. En même temps, la rivière Bialka réunit Jaworzyna à Nowy Targ (environ 600 m.), qui constitue pour Jaworzyna, éloignée d'environ 30 kilomètres, un centre administratif, ainsi qu'un marché, proches et naturels. En plus, une très bonne chaussée conduit de Jaworzyna à Zakopane en Pologne, (21 km. de distance) qui lui offre aussi un point d'appui économique très rapproché. Grâce à ces mêmes facilités de communication, le transport des produits de Jaworzyna et principalement des bois, n'est facile et possible sur une grande échelle que vers le Nord, c'est-à-dire vers la Pologne. La preuve en est entre autres, que les maisons de commerce, exploitant aujourd'hui les forêts de Jaworzyna, se trouvent en présence de très grande difficultés quant au transport du bois en Tchécoslovaquie. Ces difficultés de communication ont une répercussion fâcheuse sur l'exploitation effective des forêts et sur le prix des bois, en diminuant de cette façon les bénéfices de l'administration seigneuriale et ceux des villages avoisinants. Si la ligne actuelle de frontière provisoire était conservée, Jaworzyna se trouverait séparée du monde extérieur à la suite des difficultés de communication; si, au contraire, elle était réunie à la Pologne, sa situation subirait un changement, à la suite duquel son existence s'améliorerait notablement.

Dans le cas où cette deuxième éventualité — celle de l'attribution à la Pologne — se produirait, une ligne ferroviaire réunirait Jaworzyna et la Pologne, d'autant plus facilement que déjà avant la guerre les autorités autonomes de la Galicie avaient élaboré les devis d'une ligne ferroviaire Roztoka - Nowy - Targ, ligne nécessaire pour rendre possible l'exploitation des carrières de granit de Tatra. Cette nouvelle ligne devait passer, déjà d'après ce projet, par le territoire ci-devant hongrois dans les environs de Jaworzyna, vu les difficultés énormes de terrain que présentait la rive galicienne, c'est-à-dire la rive gauche de la Bialka.

Ayant en vue l'exploitation nécessaire des carrières de granit dont la Pologne ne dispose que dans la région de Roztoka, et qui lui est indispensable à la construction des milliers de kilomètres de routes et de lignes ferroviaires, le Ministère des chemins de fer polonais a élaboré, en 1921, un projet détaillé d'une ligne de chemin de fer à voie normale, allant de Nowy - Targ par Jaworzyna à Roztoka, c'est-à-dire aboutissant à ce seul endroit, où il est possible d'entreprendre l'exploitation des carrières de granit. Au cas où le territoire de Jaworzyna resterait en dehors des frontières polonaises, le gouvernement polonais se trouverait dans l'impossibilité de mettre en exécution le projet susmentionné. En conséquence, l'exploitation de ces carrières de granit, si importante pour la reconstruction et le développement économique du pays, ne pourrait pas être entreprise.

2) Catastre.

Jusqu'en 1877, Jaworzyna n'était pas une commune indépendante, mais formait une partie de la commune de Jurgow, comme dépendance. La preuve en est donnée par la carte intitulée „Tekintetes Szepesmegvè-

ben bekebeleret Miltenagos baro Palocsay Cornélia ö negvsaga Magurai uradelmaber tartaro Jaworina majorsagi pusztanek térképe felmérte es rajzola 1864 ben Puzar Karoly hmeriok", (Les biens de Jaworzyna, propriété sans terrains de colonisation, appartenant à la baronne Cornelia Palocsay, Seigneurie de Magora incorporés au Comitat de Spisz. Carte dressée et dessinée par l'ingénieur Charles Puzar en 1864). Les exemplaires de cette carte se trouvent à la mairie de la commune de Jurgow, aux archives de l'administration des biens de Jaworzyna et aux archives du district de Lewocza. Cette carte démontre clairement que Jaworzyna était seulement une dépendance de Jurgow, avec lequel Jaworzyna formait une seule commune.

3) Propriété communale et biens privés.

En conséquence de l'union étroite, qui existait encore il y a peu de temps, entre les communes de Jaworzyna et de Jurgow, les biens communaux et privés dans ces communes se trouvaient être intimement liés. De la carte intitulée „Jurgo hörsig Hatarazek ôszresités utani térképe 1877 böll" „(La carte des prairies de la commune de Jurgow après le remembrement des terres en 1877)", il ressort clairement, que les prairies et les pâturages se trouvant aujourd'hui sur les terres de Jaworzyna et de Jurgow et faisant partie du domaine seigneurial de Jaworzyna, propriété du prince de Hohenlohe, se trouvaient alors en réalité en possession des habitants de Jurgow, qui jusqu'à la mise en vigueur du remembrement des terres en 1877, les tenaient sous forme de lots, peu importants, mais nombreux. La carte en question a été légalisée à Lewocza, et se trouve aujourd'hui aux archives du Comitat de Lewocza, ainsi que dans celles de l'administration des biens de Jaworzyna et de la mairie de la commune de Jurgow. Il en résulte aussi que les habitants de Jurgow possèdent jusqu'à présent des servitudes sur les forêts et pâturages des terres de Jaworzyna, ce qui forme la base même de leur existence.

En plus, la ligne frontière provisoire coupe le territoire même de la commune de Jurgow en deux , et sépare des habitations restées en Pologne: près de la moitié des terres et des prairies appartenant à la commune et aux habitants de Jurgow, 120 arpents de forêts communales dont les autorités tchécoslovaques ne laissent pas sortir un seul morceau de bois, ainsi que 50 arpents de forêts appartenant à l'Eglise; deux prairies, appartenant à Jurgow et situées en entier sur le territoire de la commune de Jaworzyna, en sont à présent également séparées.

4) Pâturages et prairies.

Depuis les temps les plus anciens jusqu'en 1877, date à laquelle a été mis en vigueur le remembrement des terres, les habitants des communes de Jurgow, Czarnagora, Rzepisko et Lapsze, attribuées actuellement à la Pologne, pouvaient faire paître leur bétail sur le territoire de Jaworzyna, où ils dressaient leurs tentes; en plus, ils pouvaient

faucher leurs clairières disséminées sur ces terrains, et ramasser du bois. On trouve encore des attestations d'habitants de Jurgow, Czarnagora et Rzepisko, prouvant qu'ils avaient des tentes (cabanes) dans diverses clairières de Jaworzyna. Les dates précises, se rapportant à ces questions, se trouvent dans les archives communales et paroissiales de Jurgow, Czarnagora et Rzepisko. Après le remembrement des terres en 1877, les habitants de ces communes durent enlever leurs cabanes et les placer dans les clairières situées plus près de Jurgow. Des querelles judiciaires surgirent à ce propos entre les villages mentionnés d'une part, et l'administration des biens de Jaworzyna de l'autre. Jusqu'en 1918, aucune sentence des tribunaux hongrois n'était encore intervenue. Cependant, vu les droits des servitudes, reconnus à ces communes depuis 1877—1879 par le propriétaire de Jaworzyna, Salomon et depuis 1879—1884 par le propriétaire prince de Hohenlohe, les paysans fauchaient en commun avec l'administration seigneuriale les prairies qui leur avaient été enlevées lors du remembrement des terres et faisaient paître leur bétail dans les clairières situées sur les montagnes.

De 1884 à 1918 les habitants de Jurgow, Czarnagora et Rzepisko faisaient paître leurs bêtes à cornes sur les terres de Jaworzyna moyennant argent, ou contre leur travail, et fauchaient les clairières sur 1/3 des biens seigneuriaux. Cet état de choses dut être reconnu aussi par les autorités tchécoslovaques qui, dès le début, en 1918, désignèrent par une disposition spéciale, dans les biens de Jaworzyna, des pâturages pour le bétail et les chevaux appartenant aux habitants de Jurgow, Czarnagora et Rzepisko, dont ceux-ci pouvaient profiter moyennant paiement.

Cependant cette mesure prise par les autorités tchécoslovaques n'a pu satisfaire aux besoins économiques de ces villages en ce qui concerne les pâturages. Les permis temporaires, délivrés pour la durée d'une seule saison, autorisant les habitants à envoyer leur bétail sur les pâturages de Jaworzyna, leur parvenaient trop tard. Ainsi, par exemple, lorsqu'en 1921, les villages Jurgow, Rzepisko et Czarnagora n'avaient pas reçu jusqu'a fin mai les permis respectifs des autorités tchécoslovaques, ils se sont trouvés dans une situation des plus désastreuses. La population, sollicitant l'intervention aussi bien des autorités polonaises que de la Commission de Délimitation interalliée, se vit obligée, manquant absolument de tout autre fourrage, d'utiliser à cette fin les semailles hivernaux, ainsi que de vendre une partie de son bétail. Finalement, au bout de désespoir, elle pénétra de force avec ses troupeaux sur les pâturages de Jaworzyna. Le permis des autorités tchécoslovaques arriva seulement au début du mois de juin, grâce à l'intervention de la Commission interalliée de Délimitation. Cette situation pleine d'incertitude continue à subsister, en causant une agitation de plus en plus grande parmi la population, d'autant plus que depuis quelque temps, les villages situés du côte tchécoslovaque, Osturnia et Zar voudraient s'emparer, eux aussi, des pâturages, qui de tout temps appartenaient aux villages polonais, mentionnés plus haut. Quant au nombre du bétail que les villages du côté polonais ont envoyé l'année dernière sur les

pâturages de Jaworzyna, il est d'environ 1200 pièces de bétail à cornes et de 1500 moutons.

D'autre part, même depuis l'occupation tchécoslovaque les communes en question continuent à faucher les prairies de Jaworzyna, en partageant la récolte par moitié avec l'administration seigneuriale. Mais c'est l'élevage du bétail qui est de la plus grande importance pour les habitants de ces pauvres communes situées dans les montagnes; c'est là qu'ils trouvent leur seul moyen d'existence et, si l'on sépare Jaworzyna de ces communes, ce serait une ruine complète et une catastrophe qui en résulterait pour les habitants.

5) Forêts et bois.

Depuis des temps immémoriaux, les communes de Jurgow, Czarnagora et Rzepisko et même Lapsze Wyznie recevaient des bois de construction et de chauffage des forêts de Jaworzyna, étant donné que ces communes ne possèdent elles-mêmes que de très petites forêts presque entièrement épuisées. Les habitants de ces communes continuaient à recevoir un contingent de bois depuis l'occupation tchécoslovaque dans la proportion annuelle suivante: Jurgow 800 charrettes de bois de chauffage; Czarnagora 500 charrettes de bois de chauffage; Rzepisko 300 charrettes de bois de chauffage, les autres communes ensemble environ 400—600 charrettes (y compris les communes avoisinantes comme: Brzegi, Bukowina, Bialka et Gron, situées sur la rivière Bialka, prenant naissance dans la région de Jaworzyna). En plus, toutes les communes citées, et principalement Jurgow et Czarnagora, recevaient annuellement de 350 à 500 m³. de bois de construction, de 3 à 4000 m³. de bois d'usage et 300 charrettes de broussailles. De cette façon ces communes recevaient tout le bois qui leur était nécessaire, de Jaworzyna. Si on leur coupe ces resources, il en résulterait une véritable catastrophe, dont les habitants eurent déjà à souffrir, lorsque d'ordre des autorités tchécoslovaques, en 1921, la frontière fut fermée et ils restèrent privés de chauffage durant tout l'hiver.

6) Revenus des habitants.

Les habitants de Jurgow, Czarnagora et Rzepisko, ne sont pas en état de subvenir à leurs besoins par le travail sur place; aussi étaient-ils obligés de chercher à augmenter leurs revenus en s'engageant aux travaux dans les forêts de Jaworzyna. Le total du gain annuel tiré de cette façon par les habitants des communes en question, représentait en 1914 les chiffres suivants: Jurgow 75 à 80.000 couronnes, Czarnagora 35 à 40.000 couronnes, Rzepisko 14 à 18.000 couronnes, donc en tout une somme de 124—138.000 de couronnes or rien que pour ces trois communes.

En plus, à ces gains obtenus au service de l'administration des biens de Jaworzyna, venaient s'ajouter encore ceux que les habitants des communes susmentionnées réalisaient en travaillant chez les entrepreneurs exploitant les forêts. La séparation définitive de Jaworzyna

priverait la population de toutes ces ressources. D'autre part, l'administration des biens de Jaworzyna ne peut se passer de cette main d'oeuvre laborieuse que leur fournissait cette population la plus rapprochée et disposant de moyens propres de transport. La séparation avec ces communes rendrait impossible toute exploitation rationnelle des biens de Jaworzyna.

7) Avenir économique de Jaworzyna.

Jaworzyna, située sur le pittoresque versant du côté nord du Tatra, au milieu de forêts de pins et de sapins, à une grande altitude au—dessus du niveau de la mer, jouit de l'excellent climat de hautes montagnes, et possède toute les qualités nécessaires pour une station climatérique. Pourtant, étant presque entièrement séparée de la Tchécoslovaquie au point de vue des communications, et vu l'existence de toute une série (environ 10) de localités climatériques tchécoslovaques à l' Est et sur le versant méridional du Tatra „Jaskinie Bielskie, Lomnica Tatrzańska, Szmeks etc, Jaworzyna n'aurait sous ce rapport au cas où elle resterait attribuée à la Tchécoslovaquie, aucune chance de développement. Déjà les stations climatériques ci—dessus mentionnées, situées dans le Tatra méridional, ont éprouvé une grande baisse de fréquentation depuis leur réunion à la Tchécoslovaquie, et restent vides malgré leurs bonnes communications avec ce pays, étant donné que celui-ci possède de très nombreuses localités climatériques hors du Tatra. Bien au contraire, si Jaworzyna est réunie à la Pologne, avec laquelle elle est liée par de multiples rapports géographiques et économiques, et où il n'existe jusqu'à présent qu'une seule station climatérique dans le Tatra, celle de Zakopane, insuffisante pour les besoins du pays, il est évident qu'un grand avenir lui serait réservé.

Les données approximatives sur la superficie du territoire litigieux font ressortir que pour la Pologne, dont la population dépasse le double de celle de la Tchécoslovaquie, la possession de ce territoire montagneux de Jaworzyna est d'autant plus nécessaire qu'elle dispose d'un nombre plus que modeste des stations climatériques, dont le chiffre est en disproportion frappante avec celui de ses habitants qui en auraient besoin: L'ensemble du Tatra (le Haut Tatra, le Tatra de l'Ouest et celui de Biala) 665 km.^{2} environ;

le territoire appartenant actuellement à la Pologne (sans Jaworzyna 163 km^2. environ;

le territoire appartenant actuellement à la Tchécoslovaquie (Jaworzyna y compris) 502 km^2. environ.

Si le territoire entier de Jaworzyna était attribué à la Pologne, le Tatra polonais aurait une superficie totale de 246 km^2., tandis que la superficie du Tatra tchécoslovaque (sans Jaworzyna) serait alors 409 km^2. C'est-à-dire, que dans le cas, où le territoire entier de Jaworzyna serait réuni à la Pologne, celle-ci ne détiendrait qu'un tiers des montagnes du Tatra, dont 2/3 seraient dans les mains de la Tchécoslovaquie.

8) Les besoins du culte.

Jaworzyna appartient à la paroisse de Jurgow. Si cette localité était séparée de Jurgow, ses habitants en éprouveraient un grand préjudice, puisque la plus proche paroisse sur le territoire tchécoslovaque est Zar, situé au-delà d'une chaîne de hautes montagnes et fort éloigné. D'autre part, une aussi petite commune que Jaworzyna, comptant à peine 400 habitants, n'est pas en état d'entretenir une paroisse particulière. Le Village de Jurgow serait, lui aussi, lésé par la séparation de Jaworzyna, étant donné que le propriétaire de cette dernière localité est le protecteur attitré de la paroisse de Jurgow et il a l'obligation de fournir le bois de construction pour les réparations de l'église et du presbytère.

9) Volonté de la population.

De tout ce qui précède il résulte qu'un noeud d'intérêts économiques reciproques, absolument indivisibles, existe entre Jaworzyna d'une part et Jurgow, Czarnagora et Rzepisko de l'autre.

Les habitants de Jurgow protestèrent énergiquement sitôt après avoir appris la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920. Ils envoyèrent une délégation spéciale à la Commission plébiscitaire interalliée pour le Spisz et l'Orawa, afin de lui remettre une protestation écrite. Plus tard, à chaque occasion qui se présentait, les habitants de Jurgow affirmaient soit par écrit, soit verbalement, leur volonté absolue de ne pas être séparés de Jaworzyna, en invoquant le fait que toute autre solution entraînerait pour eux, ainsi que pour les habitants des communes de Czarnagora et de Rzepisko une ruine économique complète.

*

* *

II. La vallée de la rivière Kacwinka.

La vallée de la rivière Kacwinka, avec les villages d'Osturnia, Frankowa Wielka, Frankowa Mala, Kacwin et Niedzica, y situés, forme dans le territoire de Spisz une autre unité indivisible, aussi bien au point de vue géographique qu'économique. La ligne frontière provisoire actuelle partage cette vallée d'une telle façon que les villages Kacwin et Niedzica se trouvent en deçà de la ligne, c'est-à-dire en Pologne, tandis que les villages Osturnia, Frankowa Wielka et Frankowa Mala, sont restés au delà de cette ligne, c'est-à-dire en Tchécoslovaquie.

La partie de cette unité géographique attribuée à la Pologne, notamment les villages de Kacwin et Niedzica, comprend 8.359 arpents (4.806 ha) et compte 1.688 habitants. Les villages d'Osturnia, Frankowa Wielka et Frankowa Mala sont séparés du reste du territoire de la Tchécoslovaquie par une chaîne de montagnes et ne peuvent communiquer avec lui qu'à travers le territoire polonais. Un coup d'oeil sur la carte géographique suffit pour se convaincre qu'il serait extrêmement

difficile de relier ces trois communes par une voie directe avec le territoire tchécoslovaque, étant donné que les communes d'Osturnia et Frankowa Wielka sont situées sur une altitude de 622 jusqu'à 750 m. au dessus du niveau de la mer, et qu'elles sont séparées de la Tchécoslovaquie par les crêtes du massif de la Magora Spiska, d'une altitude moyenne de 1100 m., ce dernier se trouvant des dites communes à une distance de 5 km. D'autre part, ces trois villages sont liés étroitement au point de vue économique avec la bourgade tchécoslovaque Stara Wieś, situé à 7 km. de distance, et avec les communes polonaises de Kacwin et Niedzica. La bourgade de Stara Wieś, lieu de grandes foires, est le centre commercial de cette région.

Il y a lieu d'observer que non seulement la population du territoire de Spisz polonais réclame une rectification de la frontière actuelle, mais les habitants des villages tchécoslovaques avoisinants se prononcent également en faveur d'une telle rectification. C'est ainsi que le 25 avril 1923, à la séance de la Commission des affaires extérieures du parlement tchécoslovaque, consacrée à une discussion sur le problème de Jaworzyna, le député slovaque Hrusowsky, membre de la coalition gouvernementale, a prononcé un discours dans lequel il déclara, entre autres:

„...Monsieur le Ministre (Bénès) a notamment soutenu q'au point de vue de la communication Jaworzyna est séparée du reste du territoire tchécoslovaque et que, par contre, à ce même point de vue les communes de Kacwin et de Niedzica sont séparées de la Pologne. A la suite de cette déclaration, M. Kramarz a demandé, pour quelles raisons lesdites communes ont été attribuées à la Pologne. Il est vrai, qu'on peut atteindre les communes de Kacwin et de Niedzica aussi bien de Tchécoslovaquie que du territoire polonais, mais il est vrai aussi que trois autres communes, situées sur notre territoire, Osturnia, Wielka Frankowa et Mala Frankowa, sont séparées par le massif Magora du reste du territoire tchécoslovaque et ne peuvent communiquer avec nous autrement que par Niedzica et Kacwin, c'est-à-dire à travers le territoire polonais. Si je pouvais obtenir Kacwin et Niedzica, non seulement 2000 citoyens reviendraient à notre pays, mais en même temps disparaîtraient les difficultés résultant de la situation actuelle pour les trois autres communes. Je ne saurais donc qu'exprimer mon grand regret que ces raisons seules n'aient pas été reconnues comme suffisantes pour aboutir à un accord".

Ensuite le député Hrusowsky déclarait-

„La Slovaquie ne possédait jamais de frontière historique et ses frontières actuelles, pour la plupart ne correspondent même pas aux limites des unités administratives hongroises. Ces frontières ont été seulement tracées sur la carte; pour cette raison il a fallu procéder à une délimitation et il était nécessaire, dans certains endroits, de faire des rectifications en vue de sauvegarder les intérêts de la population locale".

Il est hors de doute qu'il est indispensable de modifier la frontière actuelle sur le territoire de Spisz, si l'on veut rendre possible l'existence normale de la population habitant ces communes frontières. Ces modifi-

cations sont d'autant plus faciles à réaliser, qu'elles ne rencontrent aucun obstacle d'ordre ethnographique. En effet, les savants les plus éminents, tchéques et slovaques, ont reconnu, que non seulement la population de Spisz habitant à côté de la ligne frontière actuelle, est purement polonaise, mais qu'aussi un grand nombre de villages situés dans l'intérieur du territoire du Spisz tchécoslovaque, est habité par une population polonaise. Dans son ouvrage „Carte ethnographique des Slovaques d'Hongrie", le Prof. Niederle, en citant des données statistiques hongroises, constate que le gouvernement hongrois a inscrit les habitants du Spisz comme Slovaques sans tenir compte du désir de la population elle-même. A la page 90 de l'ouvrage précité, le Prof. Niederle écrit: „...il est difficile de dire jusqu'à quel point ces villages sont encore aujourd'hui polonais. Ces Polonais ont été en général tous inscrits comme Hongrois".

Dans son ouvrage „La Langue slovaque" le Prof. Czambel constate que le territoire de Spisz est habité par les Polonais. A la page 33 il écrit entre autres: „Toute la vallée de Poprad a été de tout temps polonaise, et elle l'est encore, seulement elle subit des influences slovaques". Plus loin, à la page 57 il écrit: „Depuis 100 ans les Hongrois ont inscrit les Polonais du Spisz comme Hongrois, et pourtant ils ont jusqu'à présent gardé leur caractère polonais".

De même, le Prof. Misik constate dans son ouvrage, intitulé „Les Polonais du Spisz" que le territoire du Spisz est habité par une masse compacte de population polonaise. Il écrit à la page 374: „C'est un pays polonais, parlant la langue polonaise et aucun ethnographe n'aura l'audace de considérer cette langue pour slovaque, au contraire, il sera forcé de la reconnaître comme langue polonaise".

Toutes les raisons exposées plus haut et surtout celles d'ordre économique ont décidé le gouvernement polonais à formuler la proposition visant le maintien de l'intégrité de chacune des deux unités économiques en question. Dans ce but il était prêt à céder à la Tchécoslovaquie les deux communes Kacwin et Niedzica (superficie 4806 ha, 1688 habitants), en demandant en échange, pour les mêmes motifs, l'attribution à la Pologne de la partie Sud de Jurgow et de la Commune de Jaworzyna (superficie 9446 ha, 400 habitants).

La décision de la Commission de Délimitation polono-tchécoslovaque du 25 septembre 1922, attribue à la Pologne la partie sud de la commune de Jurgow et la partie ouest de Jaworzyna (superficie 6,021 ha. 400 habitants), à la Tchécoslovaquie les villages de Kacwin et Niedzica (superficie 4,806 ha. 1688 habitants).

En portant, le 26 septembre 1922, à la connaissance de la Conférence des Ambassadeurs la décision susmentionnée, le président de la Commission de Délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque la motivait comme suit:

„Ce projet de ligne frontière, tout en réquisant dans de notables proportions la surface du territoire revendiqué par la Pologne, satisfait

dans son ensemble aux intérêts économiques des communes voisines de la frontière définie par la Décision du 28 juillet 1920.

En effet, les communes de Jurgow, Rzepisko, Czarnagora gardent le libre accès à la majeure partie de leurs pâturages d'été.

Les forêts situées sur la rive droite de la Dolina Jaworowa, dont l'exploitation est en cours par un ressortissant de l'État tchécoslovaque, restent à cet État, ainsi que Podspady, où se trouvent les scieries de l'exploitation.

Les communes d'Osturnia et de Frankowa, séparées aujoud'hui de l'État tchécoslovaque auquel elles appartienuent par la crète de Magora Spiska, et de la Pologne par la ligne actuelle de démarcation, retrouvent leur débouché naturel par les vallées descendant vers le Nord.

Enfin, des communes de Kacwin et de Niedzica, qui ont demandé à être annexées à l'État tchécoslovaque sont attribuées à cet État".


N

LEGENDE.

- Ancienne frontière entre la Galicie et l'Hongrie.
- Limites du territoire plébiscitaire en Orawa et Spisz.
- Ligne frontiere d'apres la decision de la Conférence des Ambassadeurs du 28. VII. 1920.
- Ligne frontière en Orawa (abornée au terrain) d'après la decision de la Commission de Délimitation du 25. IV. 1921.
- Ligne frontière en Spisz proposée par la Délegation polonaise (l'echange de Jaworzyna contra Kacwin et Niedzica.)
- Ligne frontière en Spisz decidée par la Commission de Delimitation du 25. IX. 1922.
- Limites des communes.
- Chemin de fer.
- Tramvay électrique.
- Funiculaire.
- Chausses et routes.
- Sentiers
- Cours d'eau et etangs, lacs
- 1230 Côte topographique
- △734 Côte trigonometrique
- Village

Echelle 1:200.000

km 5 4 3 2 1 0 5 10 15 Klm

Bureau technique de la Délegation Polonaise.

Druk „ATLAS" Lwów 1923.

TABLE DES MATIERES.

Nom du Signataire	Date	Sujet	Pages
A. Avant-Propos.			
B. Documents:			
1. Les plénipotentiaires de la Pologne et les délégués tchécoslovaques. (Traduit de polonais).	24 décembre 1918	Convention au sujet de la ligne de démarcation	3
2. Commision polonaise des travaux préparatoires au Congrès de la Paix.	mars 1919	Mémoire concernant la délimitation des frontières entre les Etats Polonais et Tchécoslovaque en Silésie de Cieszyn, Orawa et Spisz présenté au Secrétariat de la Conférence de la Paix à Paris et distribué aux membres de la Conférence au mois de mars 1919 . . .	5
3. M. Roman Dmowski, délégué de la République Polonaise à la Conférence de la Paix.	12 septembre 1919	Note adressée à M. Georges Clémenceau, président du Conseil Suprême au sujet des frontières du territoire soumis au plébiscite. Annexe: Lettre de M. M. W. Semkowicz et de l'abbé F. Machay adressée à la Délégation Polonaise à la Conférence de la Paix à Paris .	10
4. Conseil Suprême.	27 septembre 1919	Décision au sujet du plébiscite sur le territoire de la Silésie de Cieszyn, du Spisz et de l'Orawa	14
5. M. I. Paderewski, président du Conseil des Ministres, ministre des Affaires Etrangères et délégué de la République Polonaise à la Conférence de la Paix.	7 octobre 1919	Note adressée à M. Georges Clémenceau, président de la Conférence de la Paix, au sujet des frontières du territoire soumis au plébiscite	18

Nom du Signataire	Date	Sujet	Pages
6. M. Ladislas Grabski, délégué de la République Polonaise à la Conférence de Spa, M. E. Bénès, délégué de la République Tchécoslovaque à la Conférence de Spa.	10 juillet 1920	Déclaration des délégués des Républiques Polonaise et Tchécoslovaque à la Conférence de Spa au sujet de la suspension du plébiscite	20
7. Conférence des Ambassadeurs (Clause supplémentaire, signée par M. I. J. Paderewski, délégué du Gouvernement Polonais et M. E. Bénès, délégué du Gouvernement Tchécoslovaque.	28 juillet 1920	Décision au sujet du partage du territoire plébiscitaire . .	22
8. M. I. J. Paderewski.	30 juillet 1920	Note adressée à M. Alexandre Millerand, président de la Conférence de la Paix au sujet de la Décision concernant le partage du territoire plébiscitaire	26
9.	10 août 1920	Traité signé à Sèvres, dit des frontières	28
10. M. Vilmorin, pour le général Lerond, président de la Commission Interalliée pour l'éxécution du plébiscite sur le territoire de la Haute Silésie.	5 novembre 1920	Lettre adressée au lt. colonel Uffler, président de la Commission internationale pour la délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque, portant à sa connaissance la décision de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de la compétence de la Commission de Délimitation	31
11. M. Le lt. - colonel Uffler, président de la Commission de délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque.	2 mars 1921	Lettre adressée au commissaire polonais de la susdite commission l'invitant à presenter le projet des modifications de frontière	32
12. Commission Polonaise pour la délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque (région du Spisz et de l'Orawa).	8 mars 1921	Projet de modification de la ligne—frontière dans la région du Spisz et de l'Orawa . . .	33

Nom du Signataire	Date	Sujet	Pages
13. Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque.	23 avril 1921	Procès—verbal (№ 15) de la séance de la Commission de délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque contenant certaines réserves quant au iunctim entre la question de l'Orawa et de Jaworzyna .	43
14. M. le Lt. Colonel Uffler, président de la Commission de délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque.	3 juin 1921	Lettre adressée aux commissaires de la Pologne et de la Tchécoslovaquie à la Commission précitée contenant la décision de la Conférence des Ambassadeurs confirmant les modifications de la frontière dans l'Orawa	47
15. M. S. J. Bratkowski, commissaire polonais auprès de la Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque	21 juillet 1921	Lettre adressée au lieutenant-colonel Uffler, président de ladite commission au sujet du renvoi de la question du règlement de la frontière dans le Spisz à la Conférence des Ambassadeurs	48
16. M. Constantin Skirmunt, ministre des Affaires Etrangères de la République Polonaise et M. le Dr. E. Bénès ministre des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque.	6 novembre 1921	Accord politique entre la Pologne et la Tchécoslovaquie .	50
17. M. Jules Cambon, président de la Conférence des Ambassadeurs.	6 décembre 1921	Note de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de la frontière dans le Spisz . . .	51
18. M. Erasme Piltz, ministre de Pologne à Prague.	12 décembre 1921	Note adressée à M. E. Benes, président du Conseil des ministres et ministre des Affaires Etrangères, au sujet de l'ajournement par le Conseil des Ambassadeurs du terme de la décision au sujet de Jaworzyna	53
19. M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne.	17 décembre 1921	Note adressée à la Conférence des Ambassadeurs au sujet de l'ajournement du terme de la délimitation du Spisz	54
20. M. Erasme Piltz, ministre de Pologne à Prague.	19 décembre 1921	Note adressée à M. E. Benes au sujet de la commission des experts de Jaworzyna . . .	56

Nom du Signataire	Date	Sujet	Pages
21. Ministère des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque. (Traduit du tchécoslovaque).	27 décembre 1921	Note adressée à la Légation de la République Polonaise à Prague au sujet de l'ajournement par la Conférence des Ambassadeurs du terme de la décision concernant Jaworzyna	58
22. M. Aristide Briand, président de la Conférence des Ambassadeurs.	29 décembre 1921	Lettre adressée à M. Maurice Zamoyski, Ministre de Pologne à Paris concernant la prolongation au 6 mai 1922 par la Conférence des Ambassadeurs du terme de la délimitation .	59
23. Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque. (Traduit du tchécoslovaque).	23 février 1922	Note adressée à la Légation de la République polonaise à Prague portant à sa connaissance la nomination des membres tchécoslovaques de la commission pour l'étude de la question de Jaworzyna . .	60
24. M. Erasme Piltz, ministre de Pologne à Prague.	7 mars 1922	Lettre adressée à M. E. Benes contenant la proposition de la création d'une commission mixte polono-tchécoslovaque	61
25. M. le Prof. Dr. Stanislas Grabski, président de la Commission polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna. (Traduit du polonais).	1 avril 1922	Déclaration de la commission polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna . .	62
26. Légation de Pologne à Prague.	2 avril 1922	Aide-mémoire remis au Ministère des Affaires Etrangères Tchécoslovaque traitant des travaux des membres polonais de la commission d'experts .	63
27. M. Erasme Piltz, ministre de Pologne à Prague.	3 avril 1922	Lettre adressée à M. E. Benes au sujet de la réunion de la commission d'experts .	64
28. M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.	7 avril 1922	Note adressée à M. Maurice Zamoyski, président de la Délégation Polonaise à Paris au sujet des travaux de délimitation à la frontière polono-tchécoslovaque	66

Nom du Signataire	Date	Sujet	Pages
29. M. Maurice Zamoyski, président de la Délégation Polonaise à la Conférence de la Paix.	11 avril 1922	Note adressée à M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de la prolongation du terme de la délimitation au 6 août 1922	68
30. M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.	6 mai 1922	Lettre adressée à M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris, portant à sa connaissance que le terme de la délimitation a été prolongé au 6 mai 1922	69
31. M. Maurice Zamoyski, président de la Délégation Polonaise à la Conférence de la Paix.	9 mai 1922	Lettre adressée à M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs au sujet du Traité de Sèvres (dit des frontières) .	70
32. M. le Prof. Dr. Stanislas Grabski, président de la Commission polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna. (Traduit du polonais).	21 juillet 1922	Résolutions de la commission demandant la réunion de la commission d'experts polono-tchécoslovaque	72
33. M. le Prof. Dr. Stanislas Grabski, président de la Commission polonaise d'experts pour la question de Jaworzyna. (Traduit du polonais).	6 août 1922	Déclaration de la commission contenant sa décision de suspendre ses travaux . . .	73
34. M. Erazme Piltz, ministre de Pologne à Prague.	7 août 1922	Note adressée à M. E. Bénès président du conseil et ministre des Affaires Etrangères, protestant contre la non-éxécution de l'accord du 6 novembre 1921	76
35. M. le lt.-colonel Uffler, président de la Commission de Délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque.	7 août 1922	Note adressée aux commissaires polonais et tchécoslovaque près de la Commission internationale pour le tracé de la frontière polono-tchécoslovaque au sujet de l'accord intervenu entre les commissaires polonais et tchécoslovaque	78

Nom du Signataire	Date	Sujet	Pages
36. M. le Dr. W. Goetel, commissaire du gouvernement polonais auprès de la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque.	22 septembre 1922]	Lettre adressée à M. le lt. Colonel Uffler, président de ladite commission, au sujet de la mise à l'ordre du jour de la Commission de délimitation de la question du Spisz . .	79
37. Mr. le Dr. W. Goetel, commissaire du gouvernement polonais auprès de la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque.	25 septembre 1922	Lettre adressée à M. le lt. Colonel Uffler, président de ladite commission au sujet du Traité de Sèvres	80
38. Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque.	25 septembre 1922	Procès-verbal (N-o 19) de la séance du 25 septembre 1922 de la Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque	81
39. Commission de Délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque.	25 septembre 1922	Procès-verbal (N-o 20) de la séance du 25 septembre 1922 de la Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque	91
40. Le lt.-colonel Uffler, président de la Commission de délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque.	26 septembre 1922	Note adressée à la Conférence des Ambassadeurs portant à sa connaissance les décisions de ladite commission, en date du 26 septembre 1922	98
41. M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.	13 novembre 1922	Note contenant la décision de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de la frontière du secteur de Jaworzyna	100
42. M. Maurice Zamoyski, président de la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix à Paris.	29 novembre 1922	Note adressée à M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs contenant la réponse à la note du 13 novembre 1922	103
43. Le lt.-colonel Uffler, président de la Commission de délimitation de la frontière polono - tchécoslovaque.	18 décembre 1922	Note adressée à la Conférence des Ambassadeurs demandant une prompte décision au sujet de Jaworzyna . . .	105

Nom du Signataire	Date	Sujet	Pages
44. M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.	28 mars 1923	Note adressée à M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de l'imposition de Jaworzyna	106
45. M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.	29 mars 1923	Note adressée à M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs demandant de hâter la décision concernant Jaworzyna .	107
46. Sécrétariat général de la Conférence des Ambassadeurs.	5 mai 1923	Note adressée à la Légation de Pologne à Paris contenant la décision de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de la cessation de l'imposition tchécoslovaque dans Jaworzyna	109
47. M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.	23 mai 1923	Note adressée à M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris communiquant la décision de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de l'imposition de Jaworzyna . .	110
48. M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.	26 avril 1923	Note de M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris demandant une prompte décision de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de Jaworzyna	111
49. M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.	20 juillet 1923	Note de M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris demandant la mise à l'ordre du jour de la Conférence des Ambassadeurs la question de Jaworzyna	114
50. M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs.	28 juillet 1923	Note adressée à M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris contenant la décision de la Conférence des Ambassadeurs au sujet de Jaworzyna	115

Nom du Signataire	Date	S u j e t	Pages
51. M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.	17 août 1923	Lettre adressée à M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs, communiquant le rappel des commissaires polonais auprès de la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque .	117
52. M. Maurice Zamoyski, ministre de Pologne à Paris.	21 août 1923	Note adressée à M. Raymond Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs au sujet, de la décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 27 Juillet 1923 . . .	118

C. Annexe:

I. Mémoire concernant la question de Jaworzyna remis le 12 septembre 1923 au Sécrétariat Général de la Société des Nations par M. Skirmunt, délégué polonais à ladite Société.

II. Carte géographique.